



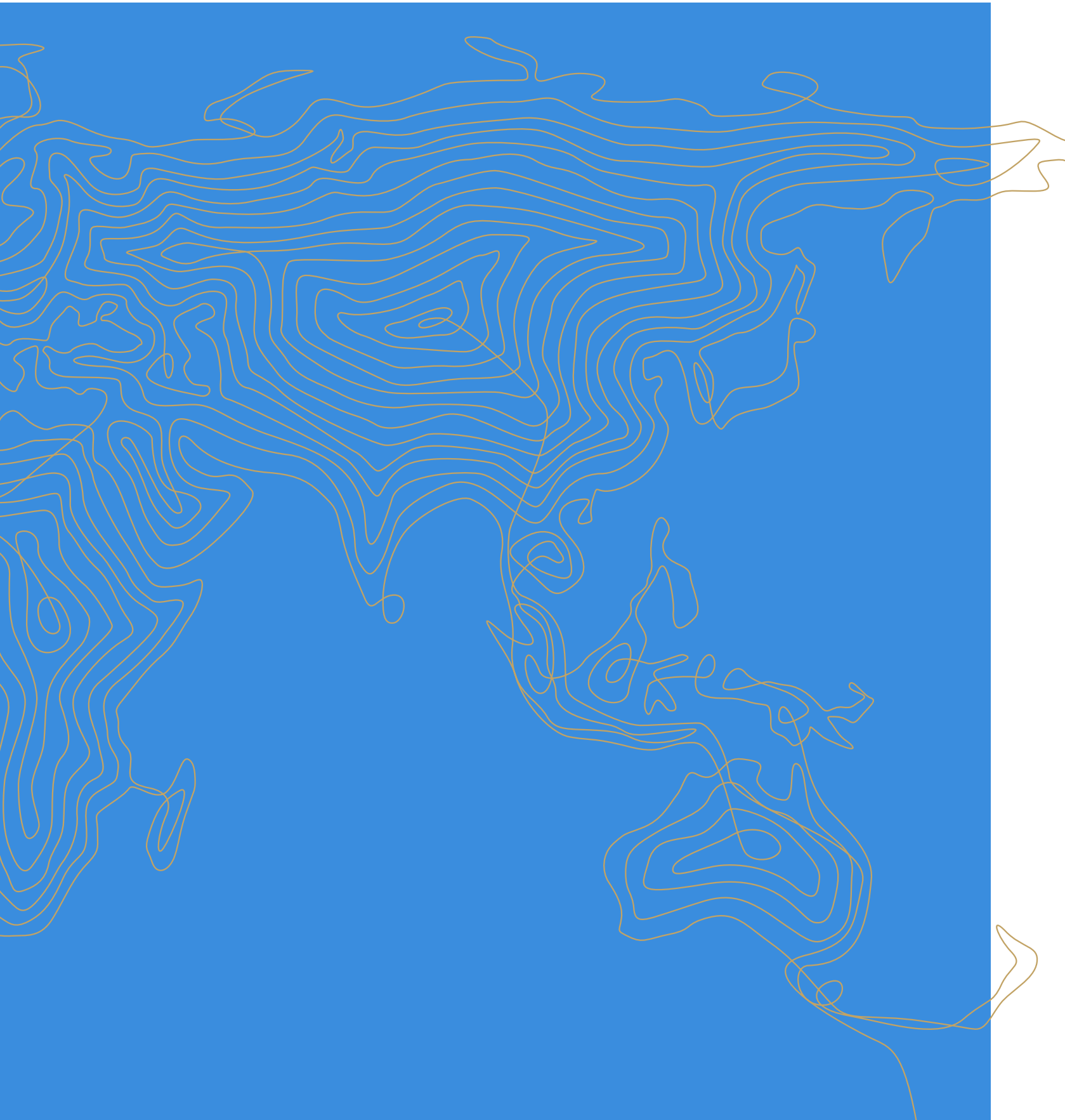
Nations Unies

ELLE

20 ANS, 20 PARCOURS

*se bat pour
la paix*









ELLE

20 ANS, 20 PARCOURS

*se bat pour
la paix*

UNOAU

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine



Ministère des Affaires Étrangères
de Norvège

Elle se bat pour la paix. 20 ans, 20 parcours

Cet ouvrage est publié conjointement par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) et la Commission de l'Union africaine (CUA), grâce au généreux soutien du Gouvernement du Royaume de Norvège.

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), Enceinte de la CEA,
Avenue Ménélik II, Bâtiment Zambezi, 5^e et 6^e étages,
B.P. 1357, Addis-Abeba, Éthiopie
Site Internet : <https://unoau.unmissions.org>
E-mail : unoau-public-information@un.org

Commission de l'Union africaine
B.P. 3243
Roosevelt Street (zone de l'ancien aéroport),
W21 K19, Addis-Abeba, Éthiopie
Site Internet : <https://au.int>
E-mail : DIC@africa-union.org

Janvier 2020

Ce livre commémore les 20 ans de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2000). Il retrace le parcours de 20 femmes et organisations africaines qui contribuent à la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité en Afrique.

Consultant de rédaction : Dre Yemisi Akinbobola

Conception, mise en page et impression de couverture :
Phoenix Design Aid A/S (Danemark)





Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité la Résolution 1325 (2000) préconisant la participation des femmes à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits. Cette résolution demande à tous les protagonistes concernés d'adopter une perspective de genre pour négocier et mettre en œuvre des accords de paix. Elle invite également toutes les parties d'un conflit armé à respecter pleinement le droit international applicable aux droits fondamentaux des femmes et des filles, en tant que civiles ou réfugiées. Vue générale de la réunion au cours du vote.

© Photo ONU / Milton Grant

Avertissement

Les dénominations employées dans cette publication et la présentation des documents qui y figurent, y compris les citations, les cartographies et les éléments bibliographiques correspondant, n'impliquent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part des Nations Unies ou de la Commission de l'Union africaine quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

En outre, les limites des pays africains, les noms des nations et des États, les drapeaux représentés et les dénominations utilisées dans cette publication n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies ou la Commission de l'Union africaine.

Toute information contenue dans cette publication émanant d'actions ou de décisions prises par des États n'implique pas la reconnaissance par les Nations Unies ou l'Union africaine de la validité des actions et décisions en question, et est incluse sans préjudice de la position de tout État membre des Nations Unies ou de l'Union africaine.

Les histoires présentées dans cette publication ont été écrites par les candidates sélectionnées, en leur nom propre. Elles ne représentent aucun gouvernement, autorité ni institution.

Copyright © 2020 UNOAU et © 2020 Union africaine. Tous droits réservés.

Un extrait de la publication peut être téléchargé gratuitement sur les sites web du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine ou de la Commission de l'Union africaine : <https://unoau.unmissions.org> ou <https://au.int>.

Pour recevoir la version complète de cet ouvrage, envoyez un courriel à la Section de l'information du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), à l'adresse unoau-public-information@un.org, ou à la Direction de l'Information et de la Communication de la Commission de l'Union africaine (CUA), à l'adresse DIC@africa-union.org. Tous droits réservés. Le contenu de cette publication peut être librement cité. Toutefois, la référence appropriée à leur auteur respectif est exigée. Pour de plus amples informations, veuillez adresser un courriel à la Section de l'information du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) ou à la Direction de l'Information et de la Communication de la Commission de l'Union africaine.





Assurant l'ordre public, un agent de la circulation de la police somalienne régleme la circulation dans les rues du rond-point KM 4 à Mogadiscio.
© AMISOM





Remerciements

Cet ouvrage commémoratif a été produit conjointement par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) et la Commission de l'Union africaine (CUA), grâce au généreux soutien du Gouvernement du Royaume de Norvège. Nos remerciements particuliers vont à la Mission permanente du Royaume de Norvège auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Le groupe de travail conjoint Nations Unies–Union africaine (ONU-UA) a joué un rôle essentiel en fournissant des conseils et son soutien à toutes les étapes de l'élaboration et de la publication de cet ouvrage. Nous remercions chacun de ses membres pour son temps, son énergie et son enthousiasme.

Nos remerciements particuliers vont à la Commissaire aux Affaires politiques de l'Union africaine, Minata Samate Cessouma, au Commissaire de l'Union africaine à la paix et à la sécurité, Smaïl Chergui, à l'Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop, et à la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU auprès de l'Union africaine et Cheffe du UNOAU, Hanna S. Tetteh, pour leurs conseils et leur leadership au cours du processus.

Nous tenons également à saluer l'appui précieux fourni par le Bureau du Président de la CUA, les Départements Affaires politiques et Paix et Sécurité de la CUA, le Bureau de l'Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, la Direction Femmes, Genre et Développement de la CUA et la Direction de l'Information et de la Communication de la CUA.

Nous remercions également l'équipe au siège des Nations Unies à New York, les équipes nationales des Nations Unies au Burundi, au Kenya, au Nigeria, en Sierra Leone et au Soudan, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL), la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM) et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) pour leur soutien et leurs conseils.

Nos sincères remerciements vont à ceux qui ont apporté leur soutien et répondu à l'appel ouvert à candidatures, y compris tous ceux qui ont désigné des femmes africaines exceptionnelles pour qu'elles figurent dans cet ouvrage, et celles qui ont pris le temps de postuler.



La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies auprès de l'Union africaine et Cheffe du UNOAU, Hanna S. Tetteh et la Commissaire aux Affaires politiques de l'Union africaine, Minata Samate Cessouma, tiennent une réunion au siège de l'Union africaine, en mai 2019, pour discuter de la conceptualisation de ce livre.

10 **AVANT-PROPOS**
DU PRÉSIDENT DE LA
COMMISSION DE L'UNION
AFRICAIN
MOUSSA FAKI MAHAMAT

16 **AVANT-PROPOS**
DE LA MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA NORVÈGE
INE ERIKSEN SØREIDE

14 **AVANT-PROPOS**
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DES NATIONS UNIES,
ANTÓNIO GUTERRES

20 **INTRODUCTION**



© BNUUA / Edda Zekarias

24

20 ANS, 20 PARCOURS

DAVIDICA IKAI GRASIANO AYAHU	26	CANDICE MAMA	70
MARWA AZELMAT	30	JACQUELINE MASSENGUE	74
BETTY BIGOMBE	34	MENNA MOSBAH	78
AYA CHEBBI	38	JOSÉPHINE KAVIRA NZAIRA MALIMUKONO	82
EUPHEMIA AKOS DZATHOR	42	ELIZA MARIA TAVARES PINTO	86
OBIAGELI EZEKWESILI	48	HAJER SHARIEF	92
NETUMBO NANDI-NDAITWAH	52	MÈRES POUR LA PAIX	96
MARIE KINYABUKU	56	PLATEFORME DES FEMMES LIBYENNES POUR LA PAIX	100
TEGLA CHEPKITE LOROUPE	60	RÉSEAU SIHA	104
JULIENNE LUSENGE	64	LE SIXIÈME CLAN	108

114

LE PARCOURS DE LA RCSNU 1325 EN AFRIQUE

AVANT-PROPOS

du PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE
MOUSSA FAKI MAHAMAT

Les deux dernières décennies ont été marquées par des initiatives et des événements très prometteurs pour la promotion des droits des femmes et des filles dans les pays africains.

Avec l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, la communauté internationale a reconnu que les femmes sont la cible de violences de masse dans le cadre des conflits armés, dont la protection doit être renforcée, et que leur participation à la consolidation de la paix a un impact stratégique et positif sur la stabilisation et la reconstruction des pays en crise.

Pour la toute première fois, les femmes ne sont plus considérées comme de simples victimes impuissantes, mais comme de véritables protagonistes dans de nombreux domaines liés à la paix et à la sécurité. 2020 marque le 20e anniversaire de cette résolution historique, qui constitue un tournant dans la reconnaissance de l'impact des conflits sur les femmes et de l'implication des femmes dans tous les efforts visant à maintenir et promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité.

En Afrique, il ne fait aucun doute qu'en dépit d'une pléthore d'instruments destinés à entériner le droit à l'égalité des sexes, les progrès restent limités et insuffisants pour répondre aux aspirations exprimées. Les femmes et les filles sont victimes de contraintes socioculturelles. Très souvent, cette menace entrave leur inclusion effective dans les

processus décisionnels et affaiblit leur position sociale.

En outre, l'une des raisons majeures de cette absence de progrès réside dans le fait que les efforts et les actions des femmes dans les domaines de la paix, de la gouvernance et du développement sont très rarement entendus et partagés dans la vie publique de nos pays. Pour remédier à cela, l'Union africaine et les Nations Unies ont pris l'initiative de publier un ouvrage visant à mettre en lumière des femmes africaines qui ont tout donné, à tous les niveaux, pour promouvoir la paix et la sécurité.

L'édition et la parution de cet ouvrage collectif nous permettent d'apprécier et de constater les trajectoires de certaines de ces icônes, militantes de la paix et partisans de la primauté du droit, de la stabilité et du développement inclusif. Elles se détachent en tant que leaders légitimes incarnant un certain idéal de vie dans un monde en rapide mutation qui a perdu ses repères.

Exemples concrets de réussite dans leurs domaines respectifs, elles continuent leur combat, parfois dans des situations d'extrêmes vulnérabilité et fragilité. La force de leur engagement est à la hauteur de leurs convictions, qui dépassent souvent les atrocités, la fragilité, les crises et les conflits. Elles sont une source de fierté, d'espoir et d'attentes. Elles offrent un sourire aux orphelins, réchauffent le cœur des déplacés et des réfugiés, et redonnent espoir aux victimes de violences sexistes, ainsi qu'aux enfants soldats.



Moussa Faki Mahamat
© Photo UA / Bureau du President de la Commission

C'est pour moi une joie de pouvoir écrire l'avant-propos de ce livre kaléidoscopique qui dépeint les histoires de ces femmes courageuses aux multiples facettes.

La publication de ce livre est un témoignage fort qui suscitera de droit une reconnaissance internationale qui viendra couronner l'investissement réalisé par ces femmes pour leurs semblables. Nous devons leur accorder l'attention qu'elles méritent et leur apporter notre soutien le plus entier. Ces icônes attendent un engagement concret de la part de nos dirigeants, des États et des institutions régionales, continentales et internationales, qui garantira aux femmes qu'elles retrouveront leur place au cœur de nos processus de consolidation de la paix et de l'action publique.

La Commission de l'Union africaine n'épargnera aucun effort pour honorer et soutenir les initiatives des vaillantes combattantes décrites dans ce livre, ainsi que de nombreuses autres femmes qui œuvrent dans l'ombre. Les femmes et les filles méritent pleinement notre considération, notre soutien et notre respect. Les États membres de notre Organisation doivent intensifier leurs efforts respectifs pour s'approprier et intégrer les normes régionales, continentales et internationales ainsi que les instruments juridiques pertinents.

Je voudrais conclure en félicitant les équipes de l'UA et de l'ONU pour leurs efforts qui ont rendu possible la réalisation de cet important travail collectif. Je reste convaincu que donner la priorité aux problèmes de genre est une condition préalable à la construction de *l'Afrique à laquelle nous aspirons* pour 2063, une Afrique représentant une force dynamique dans la communauté des nations.

Un officier de contrôle de la police de l'AMISOM effectue une prise de sang à une nouvelle recrue lors d'un exercice de recrutement de la police du Jubaland à Kismayo, en Somalie. © Photo AMISOM / Barut Mohamed



AVANT-PROPOS

du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES
ANTÓNIO GUTERRES

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a marqué un tournant. Elle tire ses origines de la mobilisation de la société civile et du leadership de la Namibie, qui a soumis ce programme à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La Résolution, qui a abouti à ce que l'on appelle désormais le programme Femmes, paix et sécurité, reconnaît la nécessité de mettre en place une paix et une sécurité inclusives pour qu'elles puissent être durables. Elle met l'accent sur la prévention des conflits, l'égalité des sexes et la participation significative des femmes à toutes les étapes de la gestion et de la résolution des conflits, et dans tous les aspects de la reconstruction et du développement après-conflit.

Alors que nous célébrons le vingtième anniversaire de l'adoption de cette résolution, nous remarquons des efforts de grande ampleur visant à son application, notamment grâce au leadership extraordinaire des femmes africaines, de celles, en première ligne, qui fournissent des services dans les communautés, jusqu'aux médiatrices et dirigeantes politiques, et aux femmes rapportant au Conseil de sécurité la voix des communautés affectées.

Pourtant, ce jalon permet de voir tout le chemin qu'il nous reste à parcourir pour concrétiser les objectifs de la Résolution 1325, qui n'étaient pas de rendre la guerre plus sûre pour les femmes, mais de prévenir la violence, les conflits, l'injustice et les inégalités en général. Il nous reste beaucoup à faire pour veiller à ce que l'analyse des conflits, la recherche de solutions et la composition des tables de négociations incluent toujours les femmes. En effet, l'inclusion des femmes est la clé d'une paix durable. Nous devons intensifier nos efforts et élever notre ambition pour donner vie à cette idée.

L'Organisation des Nations Unies est honorée de rendre hommage, avec l'Union africaine, à vingt femmes et organisations qui ont fait preuve d'une bravoure et d'un engagement inspirants dans leur travail pour la paix aux quatre coins du continent.

Les Nations Unies saluent la détermination de l'Union africaine à faire avancer le programme Femmes, paix et sécurité. La publication de ce livre, fruit de la collaboration entre ces deux organisations, n'est qu'un exemple de notre partenariat de plus en plus étroit depuis la signature de l'Accord-cadre pour la paix et la sécurité entre les Nations Unies et l'Union africaine en avril 2017.

Je salue les femmes qui font l'objet de cet ouvrage pour leur qualités exceptionnelles de leadership, tout en notant qu'à leurs côtés, beaucoup d'autres méritent d'être reconnues officiellement. Partout en Afrique, les femmes font preuve de courage lorsqu'elles luttent pour la dignité humaine et les droits de tous, même quand on a le sentiment que personne n'écoute.

Les objectifs du programme Femmes, paix et sécurité sont intimement liés aux objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Agenda 2063 et l'initiative « Faire taire les armes d'ici 2020 ». La poursuite de notre coopération et de notre partenariat avec l'Union africaine nous permettra d'aider les femmes de tout le continent africain à prendre la place qui leur revient de droit pour façonner leurs vies, leurs communautés et leurs pays vers un avenir plus pacifique et prospère. Je n'ai aucun doute qu'ensemble, nous pouvons bâtir l'Afrique à laquelle nous aspirons.



António Guterres
© Photo ONU / Mark Garten

AVANT-PROPOS

de la MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA NORVÈGE
INE ERIKSEN SØREIDE

Les femmes ne sont jamais de simples observatrices des conflits. La vie des femmes est profondément affectée par les troubles croissants et l'escalade des violences, par les perturbations des services et des infrastructures, et par la déliquescence du tissu social. Les femmes sont souvent les premières intervenantes, celles qui initient le processus de réparation, avant même la fin des violences. Les femmes cherchent un chemin vers la réconciliation, car, le plus souvent, ce sont elles qui joueront un rôle important dans la reconstruction de leurs communautés.

L'implication des femmes pour la paix et la sécurité n'a pas commencé avec l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, il y a vingt ans. Les femmes ont toujours été à la fois victimes et auteurs des conflits, ainsi qu'artisans de la paix et protagonistes clés de la prévention des conflits. La RCSNU 1325 a simplement reconnu ces faits et les États membres, en adoptant cette résolution, se sont engagés à ajuster en conséquence leurs efforts pour la paix et la sécurité.

Nous pouvons être frustrés par la lenteur des progrès : la persistance des écarts, la souffrance continue des femmes et leur sous-représentation dans nos structures de paix et de sécurité. Et nous devons l'être, car notre échec à inclure les femmes et à intégrer leurs besoins, leurs droits et leurs

priorités est non seulement injuste, mais il sape également l'efficacité de nos efforts.

Au même moment, au seuil des 20 prochaines années, nous ne devons pas ignorer ce qui a été accompli. Les attentes sont désormais claires et des politiques sont en place. L'égalité des sexes, les droits des femmes, la sécurité humaine, l'implication de la société civile et la participation des femmes aux décisions sont des concepts accompagnés d'implications opérationnelles. La formation a changé, le suivi s'améliore. Nous sommes encore loin du but. Mais il devient plus facile de faire ce qui s'impose et plus dur d'ignorer nos obligations.

Nous avons vu une évolution similaire dans le cadre des processus de paix. Le programme Femmes, paix et sécurité n'occupait pas une place proéminente dans le processus d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens, malgré l'intérêt constant de la Norvège pour les droits des femmes dans d'autres contextes. Aujourd'hui, une telle omission serait impensable. Nous avons maintenant trop de données et d'expérience pour ne pas en tenir compte. Nous savons ce qui est exigé de nous, et les femmes, y compris les militantes locales, le savent aussi.

L'ONU promeut de plus en plus la participation et les droits des femmes dans les efforts de paix et de sécurité. Les organisations régionales et



Ministre des Affaires étrangères Ine Eriksen Søreide
© Ministère de la Défense / Ministère des Affaires Étrangères / Asgeir Spange Brekke

sous-régionales emboîtent le pas. Elles doivent le faire, car un nombre croissant de protagonistes régionaux prennent les devants en matière de paix et de sécurité. S'ils n'incluent pas les femmes et les droits des femmes, nous ne verrons pas les résultats dont nous avons besoin.

L'Union africaine, les organisations sous-régionales africaines et les pays africains sont sans aucun doute des acteurs clés. Nous sommes heureux de coopérer avec la SADC, l'IGAD et d'autres à des processus concrets et à l'élaboration de politiques. Nous travaillons avec divers pays pour préparer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux, et parfois même locaux. Il s'agit d'une tâche globale et à long terme.

Les femmes, la paix et la sécurité sont au cœur de la coopération entre la Norvège et l'Union africaine depuis de nombreuses années. Nous avons élaboré des stratégies et appris ensemble, notamment grâce à notre coopération avec le Bureau de l'Envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité. L'Union africaine ouvre la voie avec son Cadre continental de résultats relatif à la RCSNU 1325, qui tient les pays responsables et rationalise les rapports. Le programme Formation pour la paix a progressé et est devenu un outil essentiel permettant d'accroître la représentation des femmes dans les opérations de paix. Le développement et l'utilisation active de réseaux de médiatrices sont des priorités pour nous, et le Réseau nordique et sa branche norvégienne sont des ressources de compétences et de capacités. Alors que l'Alliance mondiale des réseaux régionaux de médiatrices a évolué, nous bénéficions d'une coopération étroite avec FemWise-Africa.

FemWise-Africa possède un vaste bassin d'expertise. Il convient de noter que l'Union africaine a commencé à déployer des membres

du réseau via des structures de sécurité formelles. C'est là le genre d'action dont nous avons besoin.

Le fait que les femmes soient encore largement sous-représentées dans les efforts pour la paix et la sécurité ne reflète aucun manque de compétence de leur part. Les inégalités d'accès des hommes et des femmes constituent le problème essentiel et nous passons beaucoup trop de temps à remettre en question les « gardiens » des processus de paix.

Alors que les femmes luttent encore pour un meilleur accès à certains espaces informels d'interaction masculine, d'autres espaces peuvent leur être plus ouverts. Il est important que nous prenions en compte les défis et les opportunités liés au genre auxquels les femmes et les hommes sont confrontés, et que nous travaillions de façon stratégique avec nos équipes entières pour rendre les processus aussi efficaces que possible.

Ce livre est un appel à l'action et un guide visant à inverser les tendances, telles que la tendance à marginaliser les femmes actives pour la paix lors de la transition d'un processus du niveau local au niveau national ou international, la tendance à ignorer les médiatrices dans le cadre de candidatures, et le fait que les succès des femmes soient trop rarement remarqués, et encore plus rarement enregistrés.

Les histoires relatées dans ce livre constituent une trace écrite de précieuses expériences acquises, leçons apprises et bonnes pratiques. C'est un livre sur la paix et sur les femmes qui ont ouvert la voie vers elle. Il vise à accroître la visibilité des femmes dans les processus de rétablissement de la paix et à créer une plateforme qui servira de base pour les autres femmes.

Les femmes débattent de leur engagement pour le processus de paix à Tombouctou, au Mali.
© Photo MISAHEL



INTRODUCTION

Ce livre est un hommage aux femmes d'Afrique – artisanes de la paix, médiatrices, militantes et défenseuses des droits humains, humanitaires, visionnaires, leaders.

Il exprime notre admiration et notre profond respect pour toutes ces héroïnes qui combattent sans relâche pour la paix et la sécurité, pour la justice et l'égalité, pour le changement positif et le développement durable, et pour la construction de l'Afrique à laquelle nous aspirons.

Cet ouvrage est également le fruit d'un partenariat. Ce qui n'était encore qu'une simple conversation au début de l'année 2019, lors d'un dîner organisé par l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Morten Aasland, est rapidement devenu une vision commune, partagée par le Commissaire de l'Union africaine à la Paix et à la Sécurité, Smaïl Chergui, et trois dirigeantes africaines : la Commissaire de l'Union africaine aux Affaires politiques, Minata Samate Cessouma, l'Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop, et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies auprès de l'Union africaine et Cheffe du UNOAU, Hanna S. Tetteh.

Ces représentants officiels ont reconnu qu'en dépit des formidables réalisations des femmes

dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement, leur contribution demeurait quasiment ignorée et leurs histoires méconnues, et qu'elles seraient selon toute probabilité oubliées sur le plan historique.

Unis par la volonté commune de créer un espace où les femmes pourraient partager leurs parcours, faire entendre leurs voix et promouvoir leurs aspirations, ils ont décidé d'organiser ensemble la publication de ce livre. Ce projet offrait une opportunité unique d'engagement entre l'Union africaine et les Nations Unies dans le cadre du partenariat croissant des deux organisations pour la paix, la sécurité et le développement.

En un an, une équipe interorganisationnelle et interdépartementale diversifiée, constituée par les Départements Affaires politiques et Paix et Sécurité de la CUA, le Bureau de l'Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, et le UNOAU, a uni ses efforts pour mener à bien ce projet. Ensemble, l'équipe a conçu la publication, a mené une campagne de sensibilisation sur tout le continent en appelant à la désignation et à la candidature de femmes à même de figurer dans ce livre, a effectué une procédure de sélection approfondie et a apporté son soutien aux candidates retenues dans la rédaction de leurs récits.

Outre son engagement à garantir une désignation inclusive et un processus de sélection équilibré, l'équipe de projet a veillé à assurer un



HANNA S. TETTEH

*Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU
auprès de l'Union africaine et Cheffe du UNOAU*

© Photo ONU / Manuel Elias



MINATA SAMATE CESSOUMA

Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine

© UA / Département des Affaires politiques



SMÂÏL CHERGUI

Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité

© UA / Département Paix et Sécurité



BINETA DIOP

*Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes,
la paix et la sécurité*

© UA / Bureau de l'Envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité

processus d'écriture à la première personne empreint d'authenticité.

Un consultant éditorial a aidé les candidates retenues à compiler leurs contributions, mais le contenu et le style de la narration ont été façonnés exclusivement par ces femmes qui ont décidé de nous faire part de leur parcours. Ce que vous lisez est leur histoire, ce que vous entendez, leur voix. Nous leur en sommes profondément reconnaissants.

Elle se bat pour la paix offre le portrait de femmes de tous milieux, d'âges différents, de secteurs variés et de diverses régions du continent. Il présente les récits de femmes ayant endossé des rôles proéminents en politique, diplomatie et médiation, de militantes prônant la paix par le sport et la technologie, et de leaders combattant la violence, notamment la violence sexiste, dans leur communauté. Ce livre contient des récits de femmes et d'organisations féminines, et met en avant le travail effectué à tous les niveaux, de la communauté jusqu'aux niveaux sous-régional, régional et national.

Le moment choisi pour cette publication commémorative n'est pas un hasard.

L'année 2020 marque le 20^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU 1325) (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette résolution historique reconnaît que les conflits affectent les femmes différemment et elle appelle à la protection des femmes et à leur participation significative aux processus de paix et de sécurité. Elle met aussi l'accent sur la nécessité d'un rôle accru des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, et souligne qu'il est impératif de lutter contre les inégalités de genre, qui sont l'une des causes profondes des conflits violents.

Avec d'autres instruments politiques des Nations Unies et de l'Union africaine, la RCSNU 1325 figure dans un large éventail de normes, notamment connu sous le nom de programme Femmes, paix et sécurité. En commémorant le 20^e anniversaire de cette résolution jalon, *Elle se bat pour la paix* met en lumière certaines des réalisations accomplies à ce jour. Dans le même temps, ce livre nous rappelle l'ampleur du chemin encore à parcourir et fait écho à l'appel urgent à l'action pour assurer la pleine mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité.

La réalisation de cette vision est capitale, non seulement pour promouvoir et maintenir la paix et la sécurité, mais aussi pour atteindre les objectifs qui ont été fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, plus largement, dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il est impératif de réaliser les aspirations définies dans le cadre de l'initiative phare de l'Union africaine « Faire taire les armes en Afrique d'ici 2020 », notamment en cette année déterminante où un accent accru est mis sur sa réalisation.

Enfin, ce livre veut envoyer un message d'encouragement à toutes les femmes du monde : aux plus chevronnées comme aux plus inexpérimentées, à celles dans la lumière et à celles qui restent dans l'ombre, à celles remplies d'espoir et à celles sur le point d'abandonner : Votre contribution est majeure. Votre voix compte. Et votre histoire mérite d'être racontée. C'est VOTRE combat pour la paix. Ce n'est que le début.

Des femmes du camp de déplacés internes d'Abou Shouk, près d'El Fasher, dans le Darfour du Nord, suivent des cours d'anglais dispensés par des enseignants bénévoles et animés par la police de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (UNAMID). Près de 100 femmes, dont beaucoup ont des enfants, suivent ces cours trois fois par semaine dans une école du camp avec du matériel (livres de cours, cahiers, tableaux noirs et craies) fourni par la police de la MINUAD.

© Photo ONU / Albert Gonzalez Farran



« En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1325. Celle-ci a marqué un tournant historique, car c'était la première fois que la communauté internationale reconnaissait officiellement notre contribution essentielle et multiforme aux efforts de rétablissement et de maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Vingt ans plus tard, nous constatons des progrès, mais nous devons aller plus loin que donner simplement un siège aux femmes ; il faut remettre en question les structures du pouvoir et le statu quo. Nous avons besoin de plans d'action nationaux pour appliquer le programme Femmes, paix et sécurité au niveau communautaire, en comblant le fossé entre le discours et la réalité, et en traitant les promesses non tenues.

Continuons dans notre élan positif ! »

Présidente Sahle-Work Zewde,
Présidente de l'Éthiopie

20 20 *ans*
parcours



Une femme officier de police des Nations Unies danse avec une collègue affectée au maintien de la paix dans le cadre de l'Opération hybride Union africaine – Nations Unies au Darfour (UNAMID) à l'occasion de la Journée internationale de la paix et de l'Année de la paix et de la sécurité en Afrique, à El Fasher, au Soudan.

© Photo ONU / Olivier Chassot

DAVIDICA IKAI GRASIANO AYAHU



Davidica est directrice générale de l'organisation ITWAK pour l'autonomisation des femmes. Elle possède une vaste expérience dans les domaines de la documentation, de la cartographie et de la résolution des conflits intercommunautaires. Davidica a joué un rôle déterminant dans l'identification et la mobilisation des principaux participants au Dialogue sur la paix et la réconciliation de Tiragore dans le comté de Torit East.

Je suis née le 12 décembre 1960, cinquième enfant d'une fratrie de six. Le Soudan, alors encore uni, était en proie à une guerre civile, les Soudanais du Sud luttant pour se libérer de l'emprise du Soudan du Nord. En 1964, mon père, Grasiانو Ohucoli Ayahu meurt à Djouba, l'actuelle capitale du Soudan du Sud, et nous avons passé les neuf années suivantes en exil en Ouganda. La vie comme réfugiée n'était pas facile. Je devais me familiariser avec de nouvelles cultures et de nouvelles langues, mais j'ai finalement appris à m'exprimer assez bien en Acholi, car c'était la langue utilisée à l'école pour toutes les matières. Je me souviens d'un incident marquant en 1969. Une fois, en cours d'Histoire, j'ai obtenu un 19,5/20 et, en réponse, mon camarade de classe Mohammed m'a donné une gifle. Quand je lui ai demandé la raison de son geste, il m'a répondu : « Parce que tu es une réfugiée. ». J'ai compris ce jour-là brutalement ce que signifie la guerre et l'importance que revêt la paix.

Un vendredi soir, en 1970, l'armée ougandaise a encerclé notre zone de résidence. Ils accusaient les résidents de stocker des armes et des munitions destinées à l'armée rebelle séparatiste, l'Anyanya. Ils fouillaient chaque maison. J'étais à moitié endormie quand ils ont frappé à notre porte. Sous le coup de l'étonnement et de la terreur, je me suis enfuie en courant, sous les tirs des soldats. Par chance, je suis parvenue à rejoindre un cours d'eau et à m'y cacher. J'avais 10 ans.

Je venais de commencer mon enseignement secondaire lorsque nous sommes retournés à Djouba en 1974. L'Accord de paix d'Addis-Abeba avait été signé en 1972. Une fois mes études secondaires achevées en 1981, je me suis inscrite l'année suivante comme agent de coopération sur le terrain auprès du ministère régional du Développement coopératif et communautaire. C'est alors que la guerre a éclaté entre le Soudan et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en 1983. Les femmes étaient tout particulièrement vulnérables parce qu'elles devaient prendre soin des enfants, trouver des endroits sûrs où se cacher et rechercher de quoi manger. Nombre d'entre elles se sont réfugiées en Ouganda et au Kenya, d'autres à Khartoum et à Djouba. J'étais à Khartoum.

Sans emploi, je vivais de la production illégale d'alcool. Un jour, la police m'a arrêtée en flagrant délit et j'ai passé deux semaines en prison.

C'est en 2007, dans le cadre d'une formation à la médiation des conflits et à la consolidation de la paix, à Ikotos, une ville de l'État d'Imatong, au Soudan du Sud, que j'ai eu l'idée avec trois autres personnes d'une organisation communautaire qui donnerait aux femmes les moyens de contribuer à la consolidation de la paix, à la sécurité et au développement.

L'organisation ITWAK pour l'autonomisation des femmes (ITWAK signifie « étoile du matin » en langue Lutoko) a été créée le 20 novembre 2009 et j'en ai été nommée directrice générale. Notre mission était simple : nous voulions travailler avec les communautés en habilitant les femmes à contribuer à promouvoir la paix, la sécurité et le développement socio-économique au sein de leur communauté. C'était là une mission importante pour un pays qui n'avait connu que la guerre pendant des décennies. À ce stade, l'Accord de paix global avait été signé en janvier 2005 entre le Gouvernement national, l'APLS et le MPLS (Mouvement populaire de libération du Soudan). Il a conduit au référendum sur l'indépendance et ensuite à la sécession du Soudan du Sud le 9 juillet 2011. Malheureusement pour le peuple sud-soudanais, l'indépendance par rapport au nord n'a pas abouti à la paix instantanée que nous espérions. Une lutte pour le pouvoir entre les dirigeants du plus jeune pays d'Afrique a donné naissance à un nouveau conflit en décembre 2013, à de nouvelles effusions de sang et à de nouveaux déplacements des populations. J'ai développé diverses activités de sensibilisation destinées aux armées pour mettre en évidence l'importance de la paix. L'une d'elle consistait à produire une émission de radio sur la consolidation de la paix.

De mon point de vue, le défi pour le Soudan du Sud ne tenait pas seulement à l'intégration d'idéologies politiques opposées entre ses dirigeants, mais aussi aux différences de perception des citoyens, dont les expériences au cours des conflits à domicile ou dans des camps



« Pour toutes les épreuves que nous avons endurées et que notre soutien mutuel nous permet de continuer à supporter, nous, femmes du Soudan du Sud, méritons le titre d'héroïnes. »



© Jane Shila

de réfugiés ou de déplacés internes demeuraient extrêmement vivaces. L'objectif de l'organisation ITWAK pour l'autonomisation des femmes était d'éduquer les communautés à coexister pacifiquement malgré leurs vues différentes sur la vie. Nous avons travaillé dans le comté de Torit, à Torit East et dans les grands comtés d'Ikwoto dans l'État de Torit. Je devais cartographier les villages en conflit et comprendre les causes profondes des différents conflits entre villages, qui menaient souvent à des attaques de représailles.

Ma première confrontation visant à contester les compensations sous la forme du don d'une fille a eu lieu quand une fille de sept ans a été offerte en compensation à une famille parce que sa mère avait tué un membre de cette famille. Il était extrêmement difficile de contester cette pratique, comme beaucoup d'autres pratiques traditionnelles. J'ai développé une série de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir les droits de l'homme et en particulier ceux des jeunes filles. Je voulais que les communautés comprennent que la Constitution sud-soudanaise et la loi de 2009 relative à la protection de l'enfant s'opposaient à cette pratique de compensation par le don d'une fille. J'ai impliqué les gouvernements locaux, les chefs, les commissaires et les décideurs politiques, notamment le ministre de la Condition féminine, de la Protection sociale et des Affaires religieuses. J'ai cartographié les villages en conflit du comté de Torit East comme Hiyala Payam. Je me souviens avoir demandé un jour à un groupe de villageois de fermer les yeux pendant une minute, puis de me dire ce qu'ils avaient vu. « L'obscurité », m'ont-ils répondu. Pour ces populations, il était urgent d'instaurer un dialogue et d'amorcer la réconciliation.

Durant cette période, je me suis occupée aussi des enfants pour les sensibiliser à la paix.

La résolution HITO est née du dialogue de paix et du processus de réconciliation du peuple Tiragore. L'acronyme HITO est formé des initiales des noms des villages dans lesquels les dialogues de paix ont eu lieu : Hiyala, Ikwoto, Tirangore et Oudo. Le Parlement national a fusionné les résolutions issues des quatre dialogues de paix différents en un seul document, qu'on appelle les « résolutions HITO ». Cette tâche s'est révélée ardue et a nécessité près de trois mois de travail. Ce qui m'a marquée le plus, c'est la manière dont l'Assemblée nationale a adopté cette résolution, unilatéralement.

Le Dialogue sur la paix et la réconciliation de Tiragore s'est déroulé du 7 décembre 2015 au 16 mars 2016 dans le comté de Torit East. Avant cette intervention, le conflit dans cette région durait déjà depuis plusieurs mois. L'organisation ITWAK pour l'autonomisation des femmes est intervenue en amenant les deux parties, d'Ifarang et de Tagul, à dialoguer. Mon rôle était de consulter et d'identifier les personnes clés qui participeraient aux pourparlers. Après les pourparlers, une fois l'accord signé par les deux parties, il restait encore à restaurer l'environnement, détruit au cours du conflit. L'organisation ITWAK a ouvert la voie à la résolution de ce problème.

Étant donné que la résolution des conflits et la médiation sont généralement perçues comme un domaine réservé aux hommes dans le pays, nous attendions que quelqu'un instaure des pourparlers de paix parmi les communautés, mais cela prenait trop de temps, personne ne s'avancit pour faire face aux défis sur le terrain et les gens vivaient dans une peur permanente. Nous, membres de



© Davidica Ikai Grasiانو Ayahu

l'organisation ITWAK pour l'autonomisation des femmes, avons décidé de relever ce défi.

J'ai demandé à un groupe de femmes, accompagnées de quelques hommes, de mener une évaluation des besoins dans sept villages touchés par le conflit, afin d'estimer l'effet du conflit sur les communautés locales. Nous avons découvert que deux jeunes filles et un membre du personnel médical avaient été tués. Ce dernier l'avait été en représailles pour les jeunes filles. Environ huit cents maisons avaient été incendiées et la communauté entière avait été déplacée ; des limitations strictes à la liberté de circulation étaient en vigueur et le commerce entre les communautés en conflit était quasiment impossible. L'organisation ITWAK a réussi à obtenir un financement auprès de l'association Catholic Relief Services, qui lui permettait d'organiser des interventions. Nous avons commencé nos consultations auprès des différents chefs de communauté, y compris des membres du Parlement, des commissaires de comté, des chefs locaux et des dignitaires religieux.

Au début, nous avons fait face à de nombreux défis, car la culture locale n'autorisait pas les femmes à entamer un dialogue de paix. Par conséquent, il a fallu un certain temps aux chefs de communauté pour comprendre notre neutralité. À force de constance et de persévérance, notre équipe a commencé à gagner leur confiance.

Je me suis impliquée activement pour la mobilisation des chefs de communauté dans les sept villages concernés afin qu'ils prennent part au dialogue de paix. Plus de 2 000 personnes étaient présentes. Au cours des pourparlers, j'étais la principale facilitatrice et j'ai assumé mon rôle de médiation. Après trois mois de pourparlers, les communautés

en conflit ont signé une résolution de paix et accepté de vivre ensemble pacifiquement. Les gens ont recommencé à se déplacer librement entre les villages et les enfants sont retournés à l'école sans crainte d'être attaqués. La communauté entière a repris ses activités agricoles. Les membres de la communauté ont été très satisfaits de mon rôle dans la consolidation de la paix et ont exprimé leur joie dans une chanson rendant hommage aux efforts de notre organisation et de moi-même, en nous qualifiant de « planteurs des graines de la paix ».

J'ai continué à me consacrer à la formation des femmes sur l'importance de l'éducation des jeunes filles et le fléau du mariage précoce. J'ai également soutenu des activités d'autonomisation des femmes. Suite à notre formation à Ikwoto, plus de 60 jeunes filles ont été inscrites à l'école primaire, une fille a été sauvée d'un mariage précoce et, pour la première fois, une femme a été élue Cheffe de communauté. Après cinq années de formation, la communauté a commencé à reconnaître la valeur des femmes et leur a permis de participer aux prises de décisions.

Je suis fière que mon travail ait pu faire une différence et inspirer d'autres femmes. Mon aptitude à parler plusieurs langues, dont l'otuhlo, l'acholi, l'arabe et l'anglais, m'a aidé à atteindre des communautés nombreuses et diverses. Néanmoins, au fond de moi-même, j'aspire à faire plus encore. Au Soudan du Sud, un proverbe dit : « *L'aide dont une femme a besoin pour mettre un enfant au monde vient de la force d'une autre femme.* » Pour toutes les épreuves que nous avons endurées et que notre soutien mutuel nous permet de continuer à supporter, nous, femmes du Soudan du Sud, méritons le titre d'héroïnes. Résiliente, forte et patiente, je reste déterminée dans ma vocation à aider.



MARWA AZELMAT



Marwa est une féministe militante pour la paix, diplômée en droit et ingénierie informatique, qui établit des ponts entre les technologies de l'information et des communications (TIC) et le programme plus large Femmes, paix et sécurité. Elle est consultante en égalité hommes-femmes, en conflits armés et TIC, spécialisée en sécurité internationale.

Notre chemin vers le changement commence souvent dans des lieux sans grande originalité. Ce peut être la maison où vous avez grandi, la classe dans laquelle vous avez commencé votre scolarité, la cuisine de votre grand-mère où vous mangiez tous les dimanches, ou votre propre fort intérieur, là où la vraie magie opère. Souvent, nous n'apprécions pas notre puissance intérieure à sa juste valeur, alors que sans elle nous n'aurions pas pu surmonter les défis qui nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui. Il faut du courage pour affronter la société avec la ferme détermination de changer les choses, de dire non quand tout le monde dit oui, et de croire en ce que nous faisons malgré les nombreux questionnements auxquels nous sommes sans cesse confrontés. À la fin, rien de cela n'importe, car les résultats focalisent tous les regards. Toutefois, sachons nous rendre hommage d'avoir souffert en silence dans le seul but de provoquer le changement. Le chemin qui nous mène à la consolidation de la paix ne commence pas nécessairement par du militantisme. Le mien a commencé en donnant des conseils à des amies sur leurs problèmes familiaux, en les recueillant parfois quelques jours chez moi quand elles en avaient besoin.

Cela m'a amené accidentellement à défendre les droits de mes pairs. Je dirais que c'est le sentiment d'injustice, que j'ai toujours rejeté et combattu, qui a canalisé ma rébellion jusqu'en un militantisme à plein temps, auquel mon panafricanisme a fait écho. En tant qu'originaire de la partie la plus au nord de l'Afrique, j'ai eu beaucoup de mal à identifier mon appartenance. Les médias dépeignent toujours le Sahara comme un moyen de nous diviser, en nous appelant nord-africains par opposition aux « autres », subsahariens. Bien que géographiquement correcte, cette séparation est devenue une stigmatisation qui entrave notre potentiel collectif à construire l'Afrique à laquelle nous aspirons. Au fil du temps, j'ai puisé ma résilience dans mon appropriation des récits africains, qui véhiculent notre vision de la paix, illustrent nos nuances et soulignent notre souhait de provoquer nous-mêmes le

changement. La confluence de tous ces éléments, parallèlement à de grands événements transformateurs, m'a poussée à faire plus dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique.

Au début, lorsque j'ai décidé de suivre des études d'ingénieur en informatique, j'étais préoccupée par ma propre sécurité numérique, car je ne me sentais pas en sécurité dans le cadre de mes activités en ligne. Je devais remédier à ce problème et la poursuite d'un master en informatique était une réponse à cela, me permettant de maîtriser les compétences techniques requises pour m'approprier mon espace numérique. À cette époque, je ne tenais pas compte des barrières sociales ni de la nature patriarcale du marché du travail qui accueillerait mon diplôme. Tout a changé quand j'ai participé au premier Hackathon africain féminin de codage dans les STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), organisé par Microsoft Africa en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Égypte. Cinq groupes de six jeunes femmes représentaient différentes régions d'Afrique. Nous sommes allées à Sharm El Sheikh pour concevoir des solutions technologiques répondant à l'un des Objectifs de développement durable (ODD), sous la direction d'experts de l'industrie, de dirigeants et d'ingénieurs. L'équipe de Côte d'Ivoire a remporté le premier prix avec une application mobile innovante visant à combattre l'illettrisme via des mémos vocaux. Bien que l'idée ait pu sembler ordinaire à certains, elle est indéniablement révolutionnaire pour des personnes nées dans la pauvreté, disposant d'un accès restreint à l'éducation. C'est dans ce contexte précis que j'ai compris que j'avais l'opportunité de me mettre au service des plus vulnérables et défavorisés. J'ai réalisé que je ne devais pas travailler seulement à ma sécurité numérique, mais m'attaquer aux écarts entre les processus décisionnels et les besoins plus larges de la société.

Parallèlement, j'ai aussi embrassé la volonté de voir émerger une Afrique féministe où les femmes pourraient célébrer leur leadership. J'ai organisé une série d'ateliers et pris la parole à



diverses conférences nationales pour influencer des étudiantes en informatique avec le soutien indéfectible de protagonistes engagés, tels que Microsoft Maroc Ta3mal, Silatech et des établissements universitaires, dont mon école, l'École Nationale des Sciences Appliquées de Kénitra. Conjointement à la promotion d'une STEM féministe, j'ai rejoint une équipe dynamique dirigée par des jeunes désireux de mettre en liaison les jeunes leaders africains sur la plateforme « African Youth Leadership Summit », sous les auspices de l'organisation MasterPeace Morocco et de l'École de commerce HEM de Marrakech. Après un effort colossal de collecte de fonds, nous avons pu réunir 100 participants de toute l'Afrique pour discuter du rôle essentiel que doit jouer l'Afrique dans la mise en œuvre des ODD. Ce processus m'a permis de susciter un engagement régional dans le but d'établir un réseau virtuel de bâtisseurs de la paix. J'animais le processus et je commençais à intégrer la citoyenneté active de chacun dans d'autres mouvements populaires, en les impliquant dans des débats locaux, des événements nationaux et des allocutions à haute visibilité. En 2017, j'ai été désignée et nommée pour siéger à l'Agora d'ONU Femmes pour l'innovation visant à favoriser l'égalité des sexes, au sein du Groupe de travail sur la paix et la sécurité. J'étais propulsée dans un autre type de représentation légale et je profitais des précieux conseils d'Emad Karim, spécialiste de programme, et du groupe Advocacy & Innovation à ONU Femmes.

Revenue à mes études et à mon travail en informatique, je devais de nouveau justifier mes compétences au lieu de faire simplement mon travail aux côtés de mes collègues masculins. Parallèlement

à ma propre expérience, j'ai pu voir nombre d'amies forcées d'abandonner leurs carrières en raison de discriminations sexistes, d'une pression familiale harassante, de préjugés sociaux et d'autres facteurs patriarcaux. Cette situation endémique m'a poussée à repenser l'intersectionnalité de mon activisme et la persistance de son impact.

Je voulais produire des résultats et voir jusqu'où je pourrais faire avancer le programme Femmes, paix et sécurité en Afrique. Ainsi, je voulais cibler différents volets de la RCSNU 1325 pour couvrir des questions transversales liées à la paix et à la sécurité, telles que la justice de genre, les technologies de l'information et des communications (TIC), la décence des conditions de travail et la prise de décision.

Promouvoir l'égalité de genre en Afrique a été cruciale dans ma carrière d'avocate, comme moyen de profiter pleinement des bénéfices de la paix. Sans bien comprendre comment les femmes et les hommes réagissent aux synergies d'un conflit, nous ne pouvons pas fournir de réponse politique efficace et mesurable. À l'ère numérique, la consolidation de la paix se complexifie encore avec l'émergence de protagonistes virtuels, de nouveaux publics et d'espaces illimités de communication et de production de connaissances. Inquiète, j'ai constaté l'amplification de ce phénomène et tenté d'alerter les consciences à ce sujet. Ma mission a dépassé la simple consolidation de la paix pour repenser ce qu'elle devrait être à l'ère numérique. Mettre en avant les problèmes liés à la fracture numérique, remédier au manque de données

sexospécifiques et mettre en évidence les liens inextricables entre la RCSNU 1325 et les développements des TIC dans le contexte de la sécurité internationale. Je me suis battue pour une Afrique résiliente sur le plan numérique, car les environnements hors connexion et en ligne sont souvent interconnectés. Cette prise de conscience est primordiale aujourd'hui. Ma formation universitaire m'a donné la capacité d'explorer et de révéler les relations entre les technologies émergentes, la paix et la sécurité. Ainsi, promouvoir la participation des femmes aux STEM favoriserait leur autonomisation économique tout en leur permettant de découvrir leur participation démocratique dans une ère connectée. En outre, ma participation active dans un encadrement de haut niveau m'a permis de contribuer à l'action politique.

La bourse Internet Society, gérée par Alejandra Prieto, m'a donné l'opportunité parfaite de me plonger dans les processus de gouvernance liés à Internet. Je me souviens du Sommet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la transformation numérique, où j'ai apporté ma contribution sur la fracture numérique entre les sexes devant des décideurs politiques et des représentants gouvernementaux, grâce à Carolyn Nguyen, Directrice des politiques technologiques chez Microsoft, qui a appuyé ma participation. Grâce au soutien que m'ont accordé de hauts dirigeants, j'ai investi des espaces que je n'aurais pas pensé atteindre.

J'ai toujours vu l'Agenda pour le travail décent comme ma priorité absolue. L'Afrique abrite une population majoritairement jeune, mais les jeunes parviennent tout juste à s'en sortir. La fragilité économique renforce la perception d'injustice dans certains lieux reculés dont je parlais au début. Cela pousse les plus touchés à partir pour rechercher la reconnaissance et un emploi rémunérateur. En Afrique aussi, la précarité climatique fait qu'il est difficile d'imaginer un avenir sans escalade des conflits. La poussée démographique, si un investissement humain adéquat n'y répond pas, ne pourra pas avantager les jeunes. Il y a beaucoup à faire et nous devons monter au créneau pour ceux qui n'en ont pas la possibilité. La mobilisation des femmes est au cœur de mon parcours, car les femmes doivent raconter leur histoire, sortir de l'ombre et faire valoir leurs droits. Le développement de partenariats avec des groupes informels a été une révélation pour moi, me permettant d'entendre les voix authentiques de femmes agissant pour le bien sans rien attendre en retour.

L'implication des hommes pour venir à bout du patriarcat a été le point culminant de mon parcours à cette heure. Faire participer les hommes au débat, plutôt que les en exclure, est essentiel pour soigner les blessures patriarcales. Par chance, des hommes féministes m'entouraient, comme Mirza Dinnayi, un militant yézidi qui a reçu un prix humanitaire pour avoir éveillé les consciences de nombreuses personnes dans le monde en relatant les atrocités

« La construction de la paix en Afrique nécessite des acteurs du changement qui ne supportent pas de rester de simples observateurs »

auxquelles certaines minorités sont encore victimes aujourd'hui. Son travail pour recueillir le récit d'ex-captives de l'État islamique m'insuffle de l'espoir chaque fois que je me sens déprimée, et son combat réveille la combattante qui sommeille en moi et qui n'acceptera jamais d'abandonner ! À mon tour, je me sens récompensée pour les efforts et le temps investi, quand je parviens à changer les mentalités et que je vois des personnes adhérer à mes convictions. Je vois cela comme une perspective prometteuse de médiation. Toutefois, elle doit rester éthique et objective.

Résister est essentiel pour se relever !

Notre contribution à la paix et à la sécurité en Afrique comporte aussi de nombreux échecs et frustrations. Elle est parsemée d'instantanés volés employés à façonner notre vision et à préparer nos actions. Enfin, elle s'accompagne souvent de visions floues sur l'avenir de la paix en Afrique. Rien de cela ne doit nous faire reculer ! La tâche est parfois harassante, mais elle vaut largement les nuits blanches, les trajets interminables, les négociations acharnées, les propositions rejetées et la solitude qu'une personne peut ressentir quand elle se dresse pour la paix.

Penser que des vies seront sauvées, qu'un conflit prendra fin ou que des progrès seront réalisés grâce à nos efforts est un phare que nous ne devons pas perdre de vue. Nous le savons, de tels résultats demandent des efforts collectifs, des actions en faveur des populations et des partenariats forts pour les ODD. Nous pourrions ainsi couvrir tous les aspects de la paix et de la sécurité, dans le cadre desquels les femmes devraient figurer au premier plan. Ces efforts nécessitent des rappels, et ce livre, véritable pierre angulaire de notre héritage pacifique féministe, nous rappelle que nous devons nous approprier sans états d'âme nos récits africains pour construire l'Afrique à laquelle nous aspirons pour les générations à venir et nous-mêmes. Nous ne l'oublierons pas !

BETTY BIGOMBE



Betty est actuellement Envoyée spéciale de l'Ouganda pour le processus de paix au Soudan du Sud. Elle était ministre d'État pour la Pacification du Nord de l'Ouganda et médiatrice en chef entre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement ougandais. Betty s'est vu décerner de nombreux prix internationaux pour son engagement de longue date pour la paix et l'action humanitaire.

« La paix est possible ! »

Nous avons entendu parler d'injustices sous le gouvernement de Milton Obote (1980-85), mais ma première expérience personnelle remonte au jour où le frère de notre gouvernante a été arrêté à un barrage routier alors qu'il rentrait chez lui en taxi. Il était soupçonné d'être un partisan de Yoweri Museveni, lequel allait plus tard devenir président. Il a été emmené ce jour là et personne ne l'a plus jamais revu. Alors que les persécutions, les arrestations, la torture et les exécutions extrajudiciaires qui frappaient les membres de la mauvaise tribu ou les gens soupçonnés d'être des partisans de Museveni se généralisaient, je ne pouvais plus rester passive. De telles injustices m'ont poussé à agir. En 1986, j'ai été nommée ministre adjoint au Bureau du Premier ministre. J'étais la première femme à occuper un tel poste, notamment en tant que nordiste, ce qui était globalement vu comme un symbole. Trois femmes ont été nommées dans ce premier gouvernement Museveni, mais j'étais la seule au Bureau du Premier ministre. Museveni est originaire de l'ouest de l'Ouganda et son gouvernement était principalement composé de personnes provenant de l'ouest et du sud du pays. Par conséquent, la présence d'une résidente du nord dans son administration donnait l'image d'une solidarité nationale. En réalité cependant, mes responsabilités n'étaient pas clairement définies et je n'étais pas satisfaite. Je me sentais marginalisée et lorsque j'ai protesté auprès du Premier ministre Samson Kisekka, il m'a promis de s'en occuper. On me faisait lire des documents, mais personne ne me demandait mon opinion ni mon analyse. Je me sentais tenue à l'écart des tâches véritables censées normalement incomber à mes fonctions.

Avant ma nomination comme ministre adjoint, j'avais supervisé divers projets de la Banque africaine de développement, qui impliquaient de multiples déplacements dans les zones rurales. J'avais entendu parler d'ex-combattants qui étaient frustrés et avaient perdu leurs moyens de subsistance. De ce fait, une dizaine

de jours après ma nomination comme ministre adjoint, je suis allée voir le Président et l'ai menacé de démissionner s'il ne me permettait pas d'apporter une contribution significative aux affaires du pays. Deux semaines plus tard, je lui proposais le Programme de désarmement et de démobilisation pour les ex-combattants, et lui expliquais en quoi la situation pourrait entraîner un soulèvement.

Il y avait différents groupes rebelles, mais au moment où je suis devenue ministre de la Pacification du Nord et du Nord-Est en 1988, l'Armée démocratique du peuple ougandais, composée de soldats loyaux à Obote, s'était rendue. Alice Lakwena, une jeune femme dans la vingtaine, considérée comme une sorte de Jeanne d'Arc, professait de diriger l'Ouganda en accord avec les Dix Commandements. Elle avait été vaincue et les restes de ces groupes ont rejoint Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), qui ne constituait encore qu'une insurrection de faible ampleur.

Les défis qui m'attendaient à ce nouveau poste étaient nombreux, notamment du fait que j'étais une femme. Les rebelles ne se sentaient pas pris au sérieux car le gouvernement leur envoyait une femme pour négocier. Cette nomination faisait de moi une cible et j'étais vue comme une traître envers les habitants du nord, hostiles à un gouvernement dominé par des ressortissants de l'ouest et du centre. Plusieurs tentatives d'assassinat m'ont visée, notamment avec des charges explosives disposées en bordure de route et des attaques frontales sur la base militaire où j'étais logée. Sans surprise, beaucoup de personnes voyaient cette nomination comme mon arrêt de mort.

Dès le début, je savais qu'il était important de gagner la confiance des civils du nord de l'Ouganda qui vivaient dans les camps de déplacés internes, et il m'importait aussi de les entendre exposer directement les problèmes les concernant. Ils vivaient dans des conditions sordides dans les camps, en proie à de graves pénuries alimentaires malgré le soutien d'organisations telles que le Programme alimentaire mondial (PAM). La première fois que j'ai



commencé à vivre dans les camps et à y tenir des réunions, les femmes n'y assistaient pas, car elles étaient occupées à rechercher de la nourriture pour subvenir aux besoins de leurs familles et à s'occuper des malades et des enfants. Pendant mes séjours dans les camps, j'encourageais des discussions ouvertes. Je disais : « Si vous voulez m'insulter ou insulter le Président, n'hésitez pas ; ici, vous pouvez tout dire ». Une femme m'a dit une fois : « *Vous n'arriverez à rien parce que vous ne parlez qu'aux hommes. Ils vous diront tout ce que vous voulez entendre, mais ils n'agissent pas. Nous, les femmes, ressentons les effets de la guerre différemment.* » C'est à ce moment-là que les femmes sont devenues le centre de mon engagement et que notre approche locale a porté ses premiers fruits. Le temps passé dans les camps de déplacés internes m'a aidé à comprendre que tous avaient des membres de leurs familles dans la guerre de brousse, et que les habitants du nord rencontraient des difficultés qu'il ne fallait pas ignorer. Ils avaient perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance, et se sentaient privés de leurs droits. Néanmoins, en gagnant la confiance de la communauté et en impliquant les femmes dans les prises de parole, j'ai fini par mieux comprendre comment communiquer avec la LRA. J'ai changé la nature de mon message en passant de l'idée d'une reddition à celle de paix. J'ai écrit des lettres personnelles aux combattants, leur garantissant sécurité et réinstallation s'ils désertaient. Leurs proches dans les camps ont joué un rôle déterminant en leur transmettant ces lettres. Le résultat s'est élevé à plus de 250 défections en trois mois.

Les occupants des camps m'ont aidé à organiser des réunions secrètes avec des commandants du chef de la LRA, Joseph Kony. Ma première réunion a eu lieu sur le mont Ajulu, à 5 h du matin, le 2 mai 1992. Je m'y suis rendue à pied avec Yusuf Adek, un chef Acholi qui avait organisé les rencontres. Dire que nous avions peur serait un euphémisme. Yusuf avait avancé en éclaireur la nuit d'avant, nouant des herbes le long du sentier pour indiquer que l'endroit était sûr. Je suivais sa trace. Ces rencontres étaient importantes, car je voulais tester la détermination des combattants et comprendre leurs motivations et leur désir de paix. Une fois ces informations acquises, j'ai commencé à envoyer des lettres à Joseph Kony lui-même. Au début, ses réponses étaient hostiles, du fait qu'il redoutait un piège. Deux ans de communication ont été nécessaires pour l'amadouer, mais ce n'est qu'une fois que j'ai pu lui faire parvenir une radio pour instaurer une communication quotidienne que j'ai vraiment gagné sa confiance. Nous préparions les conditions d'un face-à-face. Ces entretiens avec Joseph Kony seraient appelés plus tard les « Pourparlers de Bigombe 1 ».

J'ai fini par rencontrer Joseph Kony. Un petit nombre de civils courageux et non armés m'accompagnaient. Il a fait une entrée spectaculaire et a tenu un discours de quatre heures. Nous avons fini par parler en tête-à-tête, alors que ses gardes personnels me tenaient en joue de leur fusil. Assis sur des bûches, nous

discussions dans l'obscurité et sa voix, d'abord véhémement, est passée progressivement à un ton plus respectueux. À un certain stade de notre conversation, il a commencé à s'adresser à moi en m'appelant « petite mère » et m'a fait part de ses préoccupations au sujet d'une réinstallation pour lui et sa famille. Il souhaitait le pardon du gouvernement et de ses victimes.

Les « Pourparlers de Bigombe 1 » ont abouti à un cessez-le-feu de neuf mois. Il a été rompu lorsque l'armée ougandaise a lancé une attaque préventive contre la LRA. Kony a disparu mais dans le dernier message qu'il m'a adressé, il a déclaré être conscient que j'avais agi de bonne foi. La reprise des combats a vu le massacre de 400 civils. Je me suis sentie totalement anéantie devant ces vies perdues. J'ai quitté l'Ouganda pour Harvard en 1996 et j'ai rejoint la Banque mondiale en 1998.

Le temps passait et la LRA devait se rendre coupable du massacre de 300 autres civils. Je regardais ces actualités sur CNN. Le reporter a mentionné mon nom, comme quelqu'un qui avait presque réussi à mettre fin au conflit. J'ai vu ce reportage à Washington, alors que je m'apprêtais à me rendre au Burundi le lendemain. Je me suis ravisée et me suis rendue en Ouganda pour rencontrer Museveni et relancer le processus de paix. Malheureusement, le contexte avait beaucoup changé et comptait désormais de nouveaux protagonistes. Je n'étais plus ministre et après toutes ces années, ma réputation auprès de la LRA n'était pas affermie. La Cour pénale internationale avait déjà émis un mandat d'arrêt contre Joseph Kony.

En définitive, j'ai décidé d'utiliser mes finances personnelles et j'ai entamé un long processus de persuasion des parties prenantes. Cette fois, j'impliquais la communauté internationale, reconnaissant mon erreur de ne pas l'avoir fait la première fois. J'ai initié le dialogue, réuni toutes les parties et les ai convaincues de discuter de la paix. Je suis restée dans des camps au Soudan pour entrer en contact avec Joseph Kony et le convaincre de se rasseoir à la table des négociations. J'ai persuadé la communauté internationale de s'impliquer pour donner aux pourparlers l'importance requise. Je me suis rendue à la Cour pénale internationale pour demander l'annulation du mandat d'arrêt contre Kony. Ensuite, j'ai rencontré Omar al-Bashir, nouveau Président du Soudan. Tout un processus de persuasion et de négociation s'en est suivi pour répondre aux souhaits et aux besoins des différentes parties prenantes. Finalement, je suis parvenue à lancer les « Pourparlers de Bigombe 2 » qui ont conduit à l'Accord de Djouba. Bien que Kony ne l'ait pas signé, cet accord a apporté la paix dans le nord de l'Ouganda, laquelle perdure aujourd'hui.

La paix est possible !

Dans ma langue, un dicton dit « *Gwok ma dako bene mako lee* » : « *On ne prend pas avec soi une chienne pour aller chasser* », mais j'avais à cœur de mettre fin à la violence en Ouganda. Les conditions

« J'ai dédié ma vie à la lutte pour les droits de l'homme et à la justice pour les personnes défavorisées et les groupes vulnérables comme les femmes et les enfants. »

de vie sordides dans les camps de déplacés internes, dont j'avais été le témoin, avaient forgé ma détermination. Le rétablissement et la consolidation de la paix constituent mes deux passions. J'ai dédié ma vie à la lutte pour les droits de l'homme et à la justice pour les personnes défavorisées et les groupes vulnérables comme les femmes et les enfants. J'ai réussi à réconcilier des communautés fracturées et d'autres touchées par la guerre, en les aidant à se reconstruire, puis à reconstruire leur nation.

J'ai connu des revers et appris de nombreuses leçons, mais l'écho qui résonnera toujours en moi est celui du courage et de la résilience des femmes et des enfants que j'ai rencontrés dans ces régions déchirées par la guerre. Encadrer ces jeunes femmes pour construire la paix et la médiation, au niveau international, mais aussi au niveau local, continue de me motiver et me remplit d'espoir pour l'avenir.

Nous devons investir dans la prévention des conflits pour un avenir pacifique. Des milliards ont été injectés dans des missions d'assistance humanitaire et de maintien de la paix, mais il faut faire davantage en vue de mettre en place des mécanismes d'alerte précoce. Trop souvent, le dialogue entre les parties en présence ne commence qu'après une escalade vers un conflit ouvert. Un changement de paradigme est nécessaire, axé sur la prévention des conflits locaux et sur l'autonomisation des femmes au niveau communautaire. Les femmes ont joué un rôle essentiel pour mettre fin à la guerre dans le nord de l'Ouganda.



© Armée ougandaise / Forces de défense du peuple ougandais.



© Forces de défense du peuple ougandais



AYA CHEBBI



Aya est une féministe panafricaine dont les initiatives ont été saluées à de nombreuses reprises. Elle est la première Envoyée spéciale de l'Union africaine pour la jeunesse. Elle a fondé plusieurs plateformes, telles que l'YPHEM (Youth Programme of Holistic Empowerment Mentoring) et Afresist, un programme de développement de jeunes leaders et une plateforme multimédia documentant le travail des jeunes en Afrique.

Rétrospectivement, je crois que trois tournants ont façonné mon identité de féministe panafricaine et défini ma mission pour la consolidation de la paix en Afrique. J'ai grandi dans une famille musulmane conservatrice. Je suis originaire d'un petit village du nord-ouest de la Tunisie, à la frontière tuniso-algérienne où un rituel traditionnel nommé *tasfiḥ* (ferrure) est pratiqué sur les filles. Ce rituel est sensé protéger la virginité des filles en les empêchant d'avoir tout rapport sexuel. À l'âge de neuf ans, juste avant d'entrer dans la puberté, mes cousines et moi avons subi le *tasfiḥ*. M'entraînant dans une pièce, une aînée a effectué sept petites scarifications sur mon genou avec une lame de rasoir, puis m'a fait manger sept raisins secs trempés dans le sang qui en avait perlé. J'ai mangé les raisins en répétant les paroles « Je suis un mur et il est un fil » et « Sang de mon genou, ferme mon petit trou ». Le sort doit ensuite être levé la veille du mariage de la fille, en répétant la même pratique tout en prononçant les mots « Il est un mur et je suis un fil ».

Subir le *tasfiḥ* a marqué le début d'un long traumatisme pour moi. La violation de nos corps pouvait guérir de la douleur physique, mais le traumatisme psychologique, les dommages faits à nos esprits et la violation de notre droit à choisir sont des cicatrices qu'il est difficile d'effacer. Le temps ne permettait pas de guérir dans une société qui ne considérait pas la guérison des traumatismes comme un élément nécessaire à la croissance des enfants ! Après avoir pleuré cette nuit-là, j'ai réalisé à ce jeune âge que j'avais subi une forme de violence due à ma condition féminine. Des années plus tard, j'ai acquis la conviction que les pratiques telles que le *tasfiḥ* étaient des armes du patriarcat servant à maintenir les femmes enfermées dans l'inégalité. Mon activisme, en prenant fait et cause pour mes droits et en défiant les normes traditionnelles, est né ce jour-là.

Depuis lors, j'ai été perçue comme une rebelle au sein de ma famille élargie, alors que je brisais les barrières pour vivre différemment de ce que ma culture et ma société attendaient. À son unique enfant,

mon père, colonel-major à la retraite ayant servi 40 ans dans les forces armées tunisiennes, avait insufflé un fort sentiment d'estime de soi et la conviction profonde que je méritais les mêmes chances que quiconque dans la vie. En tant que « chef de famille », il a utilisé ses privilèges et son pouvoir d'homme pour m'ouvrir la voie. Il m'assurait sa protection face aux conséquences possibles de mes actions « radicales » (telles que perçues par les autres), quels que soient nos désaccords fondamentaux, me garantissant ainsi le droit de choisir. Il a nourri mon courage d'oser et pour une jeune femme dans cette société, il faut beaucoup de courage pour élever la voix. Il faut du courage au quotidien pour étaler sa vérité à la face du monde. Quand je pense à un homme féministe, je pense à mon père. En 2010, la « rebelle » en moi est devenue une voix politique qui pouvait se manifester pendant la révolution, d'une façon que je ne pensais alors pas possible. Ils ont appelé cela le « Printemps arabe », mais c'est là un récit occidental.

Nous l'appelons la « *Révolution de la Dignité* » parce que nous nous sommes révoltés pour la dignité et la liberté. Agir pour la Révolution de la Dignité m'a permis de croire que le changement peut arriver avec des jeunes femmes comme moi en première ligne. J'étais sans peur, rien ne me semblait impossible. Nous sommes descendus dans la rue et faisons face, sans crainte, à l'éventualité de mourir pour la liberté. Malgré une histoire qui refusait aux femmes une véritable égalité des chances, nous avons décidé de réécrire notre destin pour les générations suivantes. J'embrassais la conviction que nous devons cesser d'observer et de blâmer les systèmes d'oppression, qu'ils soient économiques, politiques ou patriarcaux, et prendre notre avenir en mains, car le changement s'opérerait finalement dans un mouvement ascendant, conduit par les jeunes et les femmes et avec l'appui du peuple. Pendant la révolution, j'ai également appris à m'approprier mon récit. J'ai commencé un blog appelé *Proudly Tunisian* (« fièrement Tunisienne »), lu par des millions de personnes, rapportant au monde ce qui se passait dans

mon pays, dénonçant l'injustice et contestant les récits traditionnels. J'ai découvert le pouvoir de ma voix et le monde numérique est devenu mon outil pour exprimer ma version de l'histoire et appeler à la paix et à l'égalité. Ce blog a stimulé le débat et guidé la politique sur la question des violences sexistes, mettant en lumière les problèmes du viol, du racisme et des règles successorales inégales, tout en documentant notre contribution en tant que jeunes femmes.

J'ai créé de nombreuses autres plateformes pour que les jeunes femmes puissent s'exprimer et aient accès à l'espace numérique. L'une d'entre elles est Voice of Women Initiative, un collectif féministe où nous formons des correspondantes du monde entier à documenter les récits de femmes ordinaires faisant des choses extraordinaires. En tant que collectif féministe, nous avons jeté les bases d'une nouvelle culture du débat. L'utilisation d'outils en ligne et la conquête de l'espace numérique sont la clé de mon activisme et de la révolution des méthodes permettant de faire campagne et d'organiser l'activisme. Nos efforts s'appuient sur notre sentiment identitaire multicouche ; mon identité en tant que jeune femme tunisienne, méditerranéenne, maghrébine, aux racines indigènes amazighes, parlant arabe, vivant en Afrique post-coloniale et ayant subi des pratiques néfastes, des violences sexistes et une dictature. Mais il manquait une pièce à mon identité – mon africanité.

Quelques semaines après la révolution tunisienne, un mouvement sénégalais *Y'en A Marre* et un mouvement burkinabé *Balai Citoyen*, entre autres pays africains, ont véhiculé le même slogan, « *Dégage !* », au service desquels j'ai mis mes compétences les huit années suivantes. Ma vision de la paix m'a conduite dans plus de trente pays d'Afrique où j'ai soutenu, formé et assisté des milliers de leaders de mouvements sociaux, de groupes féministes, de collectifs d'artistes et de jeunes activistes dans l'ensemble du continent sur la mobilisation non-violente, les blogs et le leadership, tout ce que j'avais appris dans ma propre expérience. Traverser les frontières coloniales, habiter avec des gens que je n'avais encore jamais rencontrés et vivre l'africanité m'ont fait me sentir chez moi aux quatre coins de l'Afrique. J'ai commencé à me voir comme un pont, à travers les langues, les cultures, les récits et les rythmes, par-dessus le Sahara, qui est un espace censé nous relier et non nous diviser.

Notre histoire africaine m'a appris qu'il n'y a pas de panafricanisme sans féminisme. Il est anti-panafricain de réduire les femmes au rôle de mères et de chercher à contrôler leur corps, leur esprit et leurs désirs au nom d'une culture, d'une foi ou de toute autre excuse. Il est anti-panafricain d'objectiver les femmes. L'objectivation tire ses racines du colonialisme et du racisme contre lesquels l'africanisme a émergé pour lutter. Par conséquent, le patriarcat est une menace pour le panafricanisme.

« Notre histoire africaine m'a appris qu'il n'y a pas de panafricanisme sans féminisme. »



Visite de solidarité sur le site 3 de PdC, à Djouba, au Soudan du Sud
© Bwette Daniel Gilbert

Plus je voyageais, mieux je comprenais que dans notre marginalisation partagée en tant que jeunesse africaine, nous pouvions développer un sentiment d'identité commune et une conscience critique qui nous permettraient de défier le statu quo et d'ouvrir une nouvelle voie. C'est ainsi qu'est né le Mouvement de la Jeunesse Africaine (AYM). Le 7 août 2012, j'ai créé un groupe Facebook pour y ajouter les jeunes passionnés que je rencontrais ou formais. Le 15 juillet 2014, j'ai lancé la première vidéo-bulle Google avec la vision de bâtir une communauté de jeunes africains audacieux et de créer un pont entre l'Afrique du Nord et le reste du continent. La vision et la mission de ce mouvement ont été façonnées via des dialogues participatifs en ligne inclusifs, des conversations sur les réseaux sociaux et des séries de vidéo-bulles Google pendant les six premiers mois. De nombreux jeunes Africains inspirants se sont joints à moi pour concrétiser cette vision et transformer leur frustration, leur colère et leur conscience des luttes politiques et économiques en une action positive collective pour l'Afrique. Aujourd'hui, le mouvement est passé de 500 membres en ligne à plus de 10 000 leaders locaux, issus de quarante-deux pays d'Afrique et de la diaspora.

Nous avons célébré de nombreuses victoires en soutenant l'élection de certains jeunes dans leurs fonctions, en empêchant des violences électorales, en protégeant des défenseurs des droits de l'homme, en présentant un récit différent et en ralliant davantage de jeunes vers notre mouvement panafricain au lieu de les laisser dériver vers l'extrémisme violent. Cependant, nous avons également traversé des moments difficiles ces dix dernières années, où beaucoup de gens autour de moi ont perdu espoir en la paix devant la montée du terrorisme à une échelle sans précédent, où de jeunes activistes ont sombré dans le désespoir et la dépression. Certains jeunes se sont laissés canaliser vers un extrémisme violent, comme mon cousin de 22 ans, recruté par *Daesh*, tandis que d'autres mouraient en Méditerranée. Réalisant que les jeunes ont besoin de voir des modèles et des récits positifs pour réfléchir à leur compréhension de la violence et de son impact, j'ai lancé le *projet Africa Inspire*. J'ai produit mon premier long documentaire intitulé *Transformation consciente du Kenya*, avec une caméra, un trépied cassé et un micro bon marché. Ce documentaire est centré sur le rôle des jeunes et des femmes dans le processus de consolidation de la paix des élections de 2013, que j'oppose à la violence survenue après les élections de 2007. J'ai fait la promotion du modèle kenyan de choisir la paix plutôt que la violence. Ce documentaire a été projeté et a fait l'objet de débats dans de nombreux pays africains, dans des établissements scolaires et universitaires.

En novembre 2018, j'ai été nommée première Envoyée de l'Union Africaine pour la jeunesse. Dès le début, j'ai compris que seule une collaboration intergénérationnelle pourrait nous permettre de réaliser l'Agenda 2030 des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. J'ai fait la promotion d'un concept que j'appelle le « co-leadership intergénérationnel ». L'âge moyen des dirigeants africains est de 64 ans et celui de la population est de 20 ans, ce qui constitue un écart générationnel de 40 ans au niveau du leadership sur le continent. Le système politique a tendance à considérer la jeunesse comme une menace, tandis que les jeunes ont l'impression de ne pas être entendus et que leurs besoins sont ignorés. Nous devons combler cet écart et en faire un puissant espace d'action. Le co-leadership ne consiste pas à hériter de systèmes que nous ne comprenons pas, il s'agit de co-concevoir et de réformer ensemble le système. Les tensions intergénérationnelles existantes des relations de pouvoir peuvent être surmontées via une coopération générationnelle.

En tant qu'Envoyée de la jeunesse de l'UA, mon rôle est d'établir un dialogue sur l'importance du co-leadership en soutenant des opportunités dans les pays en transition démocratique, où les jeunes et notamment les jeunes femmes mènent des changements positifs et des révolutions pacifiques, et méritent de prendre la place qui leur revient dans la gouvernance et dans la société.

Je continuerai de stimuler la solidarité intergénérationnelle comme approche pour la prévention des conflits, de réformer les processus décisionnels, de faire face aux crises actuelles et émergentes, et de faire entendre la voix des jeunes. Cela permettra aux dirigeants de réaliser l'urgence et la nécessité de répondre aux aspirations de leur jeune population. En favorisant l'instauration d'une relation de confiance avec les jeunes, les institutions éviteraient d'être rejetées par la jeunesse, rejet qui pourrait entraîner à long terme une recrudescence de la violence.

Nous avons tous des parcours différents et uniques vers le domaine de la consolidation de la paix. Celui-ci est le mien. Je viens d'une génération audacieuse qui a lancé la première série de révolutions pacifiques du 21^e siècle et a changé le cours de l'histoire. J'espère sincèrement pouvoir continuer à apporter ma modeste contribution à la réalisation des « Aspirations de l'Afrique » en unissant et en galvanisant le pouvoir collectif de la jeunesse africaine autour de l'action positive, et en créant des espaces panafricains pour que les jeunes puissent s'épanouir, exercer un co-leadership et mettent à profit leur énergie et leur créativité. La paix est possible car nous n'avons pas besoin d'autorisation pour servir notre continent.

EUPHEMIA AKOS DZATHOR



Euphemia est une praticienne du développement dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité, ainsi que du développement communautaire. Elle possède plusieurs années d'expérience dans la gestion de programmes d'autonomisation des femmes à l'échelle communautaire, national et continental. Elle est reine mère et cheffe traditionnelle d'Alavanyo Deme dans la Région de la Volta au Ghana.

Le Ghana est souvent décrit comme un îlot de paix dans le tumulte des pays ouest-africains, mais il a eu sa part de conflits violents internes, avec des effets dévastateurs sur les communautés affectées. Ma communauté, Alavanyo, une ville située à 174 km de la capitale Accra, est en lutte contre une ville voisine, Nkonya, pour des droits fonciers depuis près d'un siècle. Ce différend a dégénéré en attaques violentes intermittentes et sporadiques, qui laissent derrière elles des orphelins et des veuves dans la communauté. En tant que femme, je n'ai jamais pensé pouvoir contribuer de quelque manière que ce soit à mettre fin à ce conflit, si ce n'est en priant.

En septembre 2003, j'ai accepté un poste auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Ghana, dans le cadre d'un projet d'éducation pour la paix dans le camp de réfugiés de Buduburam, 44 km à l'ouest d'Accra. Le camp abritait des milliers de Libériens qui avaient fui le conflit dans leur pays. Ce projet d'éducation pour la paix fut une révélation et m'a apporté de nombreux éclairages sur le rôle des femmes dans les situations de conflit. Je découvrais aussi que les femmes pouvaient également être des bourreaux lors de conflits violents, et pas seulement des victimes. Cela a également été pour moi l'occasion d'un premier contact avec la RCSNU 1325. Le projet consistait à renforcer les capacités des réfugiés et, en particulier, à autonomiser les femmes dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix. J'ai organisé un certain nombre d'ateliers visant à instiller une culture de la paix parmi les réfugiés et à mettre en commun les compétences nécessaires pour une vie harmonieuse dans le camp.

En février 2007, je suis devenue reine mère (Alavanyo Deme) de ma communauté, avec une autorité traditionnelle sur une population d'environ 1 500 personnes, dont environ 51 % de femmes. La communauté a deux niveaux de leadership, le chef et la reine mère. Mon rôle en tant qu'Alavanyo Deme est de fournir des conseils avisés au chef et aux anciens, traditionnellement sur les questions relatives aux femmes et aux filles, de garder un œil sur

les conditions sociales au sein de la communauté, et de servir de modèle pour les femmes et les filles de la communauté. J'y ai vu une occasion de tirer parti de ma position et de mon autorité pour faire face au patriarcat tout en maintenant la paix et la sécurité dans ma communauté. J'ai conçu une triple approche pour mettre en œuvre localement la RCSNU 1325.

La première approche consiste à assurer la participation des femmes aux processus de gestion des conflits au sein de la communauté. J'ai organisé un groupe d'anciennes et leur ai demandé de servir de médiatrices dans les conflits quotidiens qui éclataient entre les femmes de la communauté. La sagesse traditionnelle et l'expérience pratique les aident dans cette tâche, ainsi que mes connaissances des processus modernes de résolution des conflits. Jusqu'à ce jour, elles sont parvenues à rétablir l'harmonie entre les femmes de la communauté.

La deuxième approche consiste à plaider pour sensibiliser les membres de la communauté au respect et à la promotion des droits humains des femmes et des hommes, des garçons et des filles. Même si je ne vis pas dans la communauté, chaque visite est pour moi l'occasion de parler aux gens du devoir des parents de subvenir aux besoins élémentaires de leurs enfants et de les empêcher de prendre part au conflit entre Alavanyo et Nkonya. Je parle également des effets de la violence à caractère sexiste et de la violence à l'égard des femmes au sein de la communauté. À titre personnel, j'ai aidé certaines femmes à payer les frais de scolarité de leurs enfants et soutenu l'autonomisation économique de certaines d'entre elles.

La troisième approche, plus stratégique, consiste à restructurer l'enseignement dans la communauté, en veillant à ce qu'un maximum de jeunes reçoivent une éducation, laquelle leur permettra d'accéder à un emploi rémunérateur et réduira, il faut l'espérer, leur intérêt pour la lutte armée. Je suis persuadée qu'une bonne éducation et un emploi permettront d'émousser l'intérêt des jeunes pour le conflit





© Euphemia Akos Dzathor

« Je sais que je ne peux pas changer le monde, mais mon plaidoyer et mes actions de sensibilisation permanentes fédéreront un jour une masse critique de femmes dans ma communauté, qui poursuivront le parcours que j'ai embrassé. »

territorial et de mettre fin au conflit. Par conséquent, en partenariat avec les autorités pédagogiques et l'administration du district, j'ai insisté pour que de nouveaux enseignants soient affectés à l'école dans la communauté. La plupart des professeurs étaient partis en raison des attaques et les nouveaux refusaient d'être affectés dans la communauté. J'ai collecté des fonds pour fournir le mobilier requis par les élèves et les professeurs, et j'ai renforcé la capacité des enseignants via des formations internes.

En 2015, avec 13 hommes respectés d'Alavanyo – j'étais la seule femme – nous avons identifié des habitants de Nkonya bien intentionnés et pacifiques, et avons créé le Forum d'Alavanyo-Nkonya pour la paix. Nous nous sommes engagés dans des plaidoyers intracommunautaires pour la paix, en particulier parmi les jeunes et avons tenu des réunions conjointes périodiques dans

le but de partager nos expériences. Nous avons également organisé des visites conjointes dans les deux communautés pour rencontrer des leaders d'opinion et les convaincre de la nécessité d'empêcher les jeunes de se joindre aux attaques. Je suis fière de pouvoir dire que tous ces efforts ont contribué à faire prévaloir aujourd'hui la paix et la sécurité dans les deux communautés, sans qu'aucune nouvelle attaque n'ait été signalée ces deux dernières années.

En juin 2007, quatre mois après être devenue reine mère, j'ai accepté un nouveau poste en tant que Coordinatrice régionale pour l'Afrique dans le cadre du Programme Femmes Artisanes de la Paix (WPP-Afrique), fièrement hébergé par le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) pour quatre ans. Le projet OMD3 (objectifs du Millénaire pour le développement 3), financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, était un programme panafricain dans lequel j'étais chargée de concevoir et de coordonner des projets dans toutes les régions d'Afrique. L'objectif était d'autonomiser les femmes via une consolidation de la paix active et non violente, ciblée sur l'égalité des sexes. Je dois dire que ce travail constituait la cerise sur le gâteau de ma carrière de praticienne dans les domaines du développement communautaire, de la condition féminine, de la paix et de la sécurité. Dans l'objectif global de promouvoir une consolidation de la paix active et non violente en Afrique dont les femmes seraient les protagonistes clés, j'ai travaillé avec des femmes issues de 36 pays dans quatre régions d'Afrique. J'ai



© Euphemia Akos Dzathor

concentré mes efforts sur le renforcement des capacités des femmes dans les processus de consolidation de la paix avec un engagement particulier pour la non-violence active et l'amélioration de la paix en Afrique. Les femmes du Libéria, de Sierra Leone, de Côte d'Ivoire, d'Ouganda, du Burundi, du Rwanda, d'Angola, d'Érythrée et du Soudan ont fait l'objet d'une attention particulière en raison des situations de conflit ou d'après-conflit dans leurs pays. En organisant des espaces physiques et virtuels pour se réunir et partager expériences et idées, j'ai pu créer des plateformes de réseautage dont les femmes ont profité pour soulever des problèmes nécessitant plaidoyers et lobbying afin d'influencer les politiques publiques sur des questions concernant la paix dans leurs pays.

Au plan mondial, ce programme a été reconnu comme une mise en œuvre exemplaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Suite à cela, j'ai pris part à plusieurs réunions internationales sur ces instruments et je suis devenue membre du Réseau mondial des femmes pour la paix (GNWP). Parmi les autres réalisations de ce programme, citons l'élaboration d'un manuel de formation standard sur l'égalité des sexes et la non-violence, et la publication d'un ouvrage intitulé « *Every Woman Has a Story* », également traduit en français, sous le titre « Chaque femme a une histoire ». Ce livre est une compilation d'expériences vécues par des femmes africaines artisanes de la paix dans le cadre d'efforts actifs et non violents de consolidation de la paix, axés sur l'égalité des sexes.

À la retraite depuis 2016, on fait encore appel à moi en matière d'égalité des sexes, de paix et de sécurité au Ghana. Je continue à participer à des réunions régionales et continentales sur la paix et la sécurité. J'ai participé à l'élaboration du premier plan d'action national du Ghana sur la mise en œuvre de la RCSNU 1325, nommé GHANAP 1, et j'ai dirigé le processus de développement de GHANAP 2. J'ai eu l'occasion de soutenir les activités du Conseil national pour la paix via le renforcement des capacités des membres du conseil, du personnel et de certains membres de la communauté sur la manière d'intégrer les questions de genre dans les efforts de consolidation de la paix. En 2019, j'ai eu le privilège d'élaborer une politique de genre pour le Service de police du Ghana, dans le cadre de son programme de transformation.

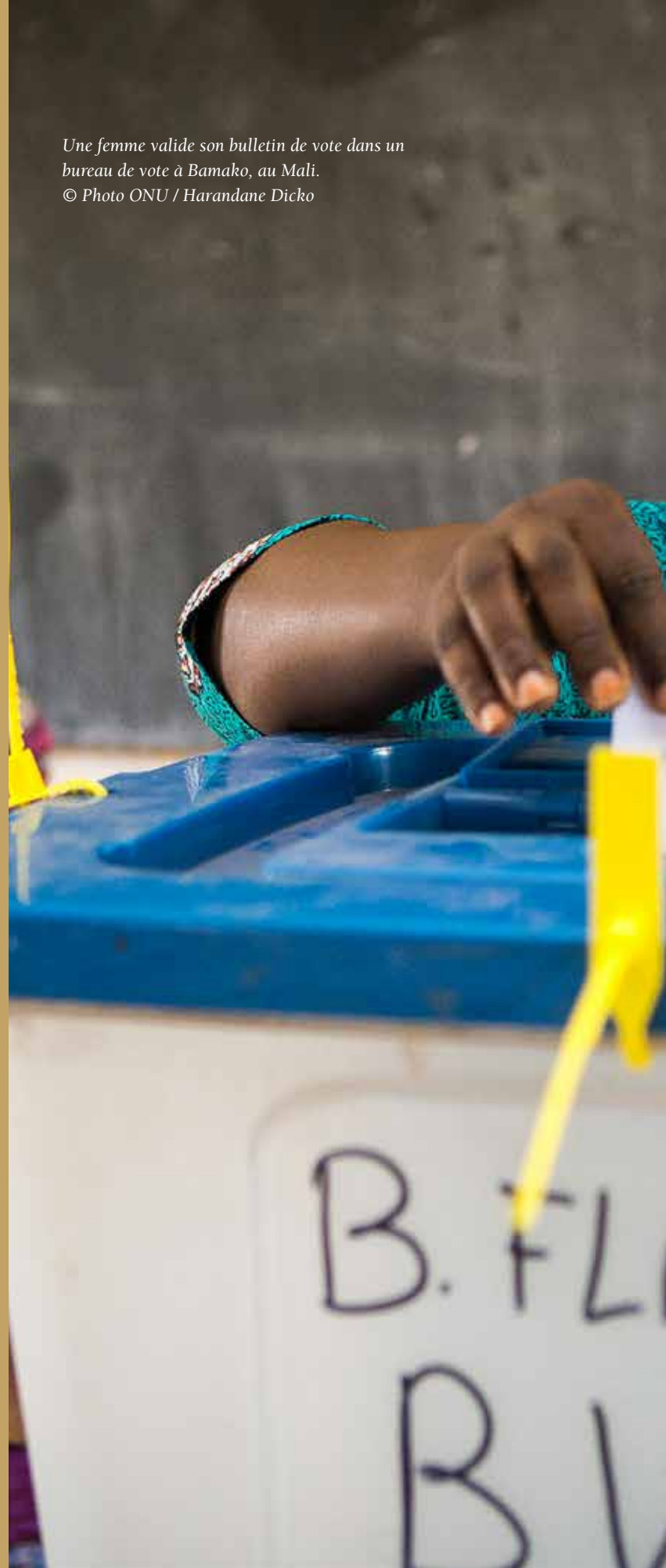
Quand je me penche sur mon parcours global, je vois qu'il me reste encore beaucoup à faire pour amener les femmes, notamment celles de mon village, à accepter et à prendre l'initiative de promouvoir la paix ainsi que d'affronter le patriarcat profond, ses perceptions et ses normes en matière de rôles sexospécifiques. Je sais que je ne peux pas changer le monde, mais mon plaidoyer et mes actions de sensibilisation permanentes fédéreront un jour une masse critique de femmes dans ma communauté, qui poursuivront le parcours que j'ai embrassé. Rome ne s'est pas construite en un jour. Assurément, nous vaincrons.

« Le leadership politique des femmes améliore les processus décisionnels. Nous devons tirer parti de la richesse des expériences des femmes africaines pour renforcer leur contribution au développement et pour maintenir la paix, la sécurité ainsi que des processus politiques, économiques et sociaux efficaces sur le continent. »

Catherine Samba Panza,
Coprésidente de FemWise-Africa,
Forum d'Assouan 2019

Une femme valide son bulletin de vote dans un bureau de vote à Bamako, au Mali.

© Photo ONU / Harandane Dicko





ABOU 604

101



DR. OBIAGELI EZEKWESILI



Obiageli (« Oby ») est cofondatrice du mouvement #BringBackOurGirls et s'est battue sans relâche pour la libération des 276 lycéennes de Chibok enlevées par Boko Haram en 2014. Elle a également occupé divers postes de direction et travaille actuellement à la construction d'une coalition citoyenne de bonne gouvernance et à la création d'une École d'études politiques et de gouvernance spécialisée sur l'Afrique.

Lorsque la guerre a éclaté en 1967, j'avais quatre ans et j'habitais à Port Harcourt. Ma famille a dû s'enfuir vers notre ville natale d'Ukpor, Nnewi, au sud de l'État d'Anambra. Ce devait être ma première expérience des conflits et elle est au cœur de mon empathie profonde pour les populations du nord-est du Nigeria, qui vivent sous les assauts répétés du groupe terroriste islamiste Boko Haram. Je n'ai eu de cesse de dénoncer les conditions dans lesquelles elles vivent et je continue d'insister pour que notre gouvernement prenne fait et cause pour les citoyens nigériens touchés par le terrorisme.

Lorsque les filles de Chibok ont été enlevées en avril 2014, j'ai ressenti que nous avions le devoir de les sauver au plus vite. Quand le gouvernement a échoué dans cette tâche, j'ai mis à profit ma voix à l'échelle internationale pour attirer l'attention sur le rapt de ces jeunes filles et la détresse de leurs familles. J'ai appelé sans relâche le gouvernement à prendre les mesures appropriées.

Environ deux semaines après les enlèvements, je co-animais un événement de l'UNESCO célébrant la nomination de la ville de Port Harcourt, capitale de l'État de Rivers, dans le sud du Nigeria, comme Capitale mondiale du livre 2014. J'ai profité de cette occasion pour demander aux 2 000 personnes présentes de se lever et de se joindre à moi pour appeler le président Goodluck Jonathan et le gouvernement à secourir les lycéennes. Il était choquant de voir qu'autant de temps s'était écoulé sans qu'aucune action concrète ne soit prise par le gouvernement. Le hasard a voulu que l'écrivain et lauréat du prix Nobel, Wole Soyinka, conférencier d'honneur de cet événement, ait choisi de parler de religion, de civilisation et de connaissance. Nous l'avons entendu prononcer les paroles : « ... et les filles qui sont allées à l'école et dont personne ne sait ce qu'il est advenu ». Je ne crois pas à la providence, mais cet instant avait un côté fascinant. À peine avait-il quitté la scène que j'ai rejoint le secrétaire exécutif du Book Readers Club. Ensemble, nous avons demandé au public de se joindre à nous pour exiger du gouvernement qu'il fasse revenir nos enfants, des filles qui sont allées à l'école et

qui ne sont pas rentrées. Je leur ai parlé de mon parcours en tant que ministre de l'Éducation et des programmes que j'avais dirigés à Adamawa, Borno et Yobe, États clés du nord du Nigeria, où j'avais mis en œuvre le programme de parité dans l'éducation. Savoir que les jeunes filles kidnappées avaient été scolarisées dans l'un de ces États et ne voir aucune mesure de sauvetage crédible être mise en place était totalement inacceptable pour moi. Par conséquent, à Port Harcourt, j'ai demandé au public dans la salle et aux téléspectateurs chez eux de scander avec nous : « Ramenez-nous nos filles ! ». Un de mes followers sur Twitter, un jeune avocat qui nous regardait en direct, a ensuite tweeté ce que j'ai dit. C'est ainsi qu'est né le hashtag #BringBackOurGirls.

Quand je suis descendue du podium et que j'ai vu son tweet, je l'ai retweeté en demandant à mes très nombreux followers de nous rejoindre en tweetant #BringBackOurGirls. En quelques heures, ce hashtag a fait le tour du monde. Une initiative a suivi via un réseau de femmes pour organiser une manifestation #BringBackOurGirls à Abuja, la capitale du Nigeria. Nous avons demandé à tous d'organiser des marches aux quatre coins du monde le 30 avril 2014. La réponse et le soutien mondiaux ont largement dépassé nos attentes et de nombreuses villes du monde ont participé au mouvement et organisé des marches de protestation. Depuis cinq ans et demie, le groupe BringBackOurGirls se réunit quotidiennement autour de la fontaine de l'unité à Abuja pour exiger le sauvetage des filles de Chibok et d'autres citoyens enlevés, comme Leah Sharibu. Nous nous sommes engagés à ne cesser qu'une fois qu'elles auront été retrouvées. Sur les 276 filles de Chibok qui ont été enlevées, 112 sont toujours portées disparues à la fin 2019. Je supervise les progrès et l'éducation de celles qui ont été secourues et libérées. Certaines étudient pour devenir avocates, médecins ou enseignantes, et elles ont d'excellents résultats scolaires. Néanmoins, nous ne devons pas oublier celles encore en captivité et dont les familles ont besoin de notre soutien.

L'idée de l'accès universel à l'éducation consiste à exclure toute forme de discrimination. De ce fait, les chances d'éducation devraient être les mêmes pour les garçons et les filles. Malheureusement, dans certaines parties de notre pays, les écoles comptent un taux beaucoup plus élevé de garçons. Souvent pour des raisons économiques, culturelles ou religieuses, certaines sociétés privilégient l'éducation des garçons et préparent les filles à se marier. Ministre de l'Éducation en 2006 et 2007, je notais que cette pratique était courante dans les États du nord du Nigeria comme Adamawa, Borno, Sokoto, Jigawa et, dans une moindre mesure, Kano. Le taux d'achèvement des études des filles était terrible, de 30 % seulement, souvent parce qu'elles devaient quitter précocement l'école pour se marier. L'éducation des filles est aussi importante que celle des garçons et devrait être perçue comme telle. Tel était l'objectif du programme de parité que je dirigeais comme ministre. Les jeunes filles munies d'une éducation sont en mesure de faire des choix qui

leur permettront de prendre soin d'elles-mêmes et de leurs enfants, ainsi que de faire progresser leur communauté et leur nation. Les avantages liés à l'éducation des filles sont trop nombreux pour être ignorés par la société.

Dans les États où un retard était constaté, je redoublais d'efforts pour démentir le discours prétendant que l'éducation des filles n'avait pas d'importance, car elle en a ! Déterminée à lutter contre les disparités de genre dans l'éducation, j'ai engagé Aisha Umar pour mener l'action en faveur de l'équité et de l'égalité de genre sous ma direction. Avant de quitter ce poste, nous avons assisté à une réduction significative du nombre d'enfants non scolarisés, principalement des filles.

Lorsque les enfants vont à l'école, leur esprit devient moins perméable à ceux qui tentent de les recruter pour commettre des violences. Ils sont formés à mieux raisonner et sont mieux armés contre les manipulations. Les connaissances cumulées de leur



Vice-secrétairer générale Asha-Rose Migiro (devant, au centre) avec le Groupe de travail pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en Afrique, au siège des Nations Unies à New York. Premier rang, de gauche à droite : Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ; Obiageli Ezekwesili, Vice-présidente du programme Région Afrique de la Banque mondiale ; Mme Migiro ; Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique au Département des affaires économiques et sociales (DESA) ; Mohammed Ennifar, Directeur du Département de la planification des opérations et des services à la Banque islamique de développement. Deuxième rang, de gauche à droite : Louis Kasekende, Économiste en chef de la Banque africaine de développement ; Jeffrey Sachs, Consultant spécial du secrétaire général sur les objectifs du millénaire pour le développement ; Abdoulaye Bio-Tchané, Directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI) ; Gilbert Fossoun Hounbo, Administrateur adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique ; Bernard Petit, Directeur général adjoint, Direction générale du développement, Commission européenne ; Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine.

Nations Unies, New York

© Photo ONU / Cia Pak

communauté augmentent et, par là même, ses perspectives. Ainsi, la communauté entière est moins propice au phénomène de dislocation sociale. L'éducation contribue à protéger les communautés et constitue indubitablement une mesure préventive contre la violence.

Au cours de mes diverses missions ministérielles, entre 2000 et 2007, j'ai participé à l'initiative Women Waging Peace, soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Je veillais à refléter les enseignements tirés de cette initiative dans les politiques sectorielles de l'administration à laquelle j'appartenais. J'ai été ministre des Ressources minérales solides en 2005, puis ministre de l'Éducation en 2006 et 2007. À ces deux postes, renforcer la représentation des femmes était une question fondamentale à mes yeux. Entre autres, nous avons mené une initiative contre les violences sexistes dans le secteur minier. J'ai lancé ce programme dans le cadre de l'Initiative pour le développement durable de l'industrie minière, dans le but d'établir des pratiques soutenant l'entrepreneuriat féminin et la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Au-delà du Nigeria, comme vice-présidente du programme Région Afrique de la Banque mondiale, j'ai eu le privilège de diriger de nombreux programmes visant à soutenir les femmes dans les environnements de conflit et d'après-conflit. J'intervenais ainsi en Guinée, en Guinée-Bissau, en République centrafricaine, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Burundi et, à un degré moindre, au Rwanda, qui sortait alors du conflit. Pour d'autres pays, tels que le Liberia, des programmes étaient mis en place pour soutenir le développement des capacités économiques et l'inclusion financière des femmes. Nous examinions également les infrastructures matérielles pour renforcer la productivité des femmes entrepreneures. Je voulais soutenir la mobilité des femmes jusqu'au leadership économique. Nous avons garanti la présence de leaders femmes aux tables rondes nécessaires aux dialogues de paix. Nous savions que plus les femmes seraient représentées à ces pourparlers, meilleure serait la qualité des informations reçues et des solutions développées. Ainsi, un aspect important de mon travail consistait à faire progresser la cause des femmes dans les environnements de conflit et d'après-conflit, et à garantir leur présence et leur participation en nombre dans les discussions.

L'une de mes interventions les plus mémorables en faveur de la participation des femmes s'est déroulée en Côte d'Ivoire. C'était en 2011, alors que la situation politique avec l'ex-président Laurent Gbagbo atteignait un paroxysme. La Banque mondiale soutenait la conception d'un programme de réconciliation nationale, et mon objectif principal était de garantir que les femmes seraient pleinement associées à la gestion du processus de réconciliation. Nous portions notre attention sur le cacao, un aspect clé de l'économie ivoirienne. Les agricultrices jouaient un rôle important ici, mais elles étaient

« Les jeunes filles munies d'une éducation sont en mesure de faire des choix qui leur permettront de prendre soin d'elles-mêmes et de leurs enfants, ainsi que de faire progresser leur communauté et leur nation. »

marginalisées et ne tiraient qu'un faible revenu de leurs efforts en raison du rôle du gouvernement et des intermédiaires. J'ai organisé des rencontres avec les productrices de cacao et j'ai été ravie de constater que beaucoup de femmes qui avaient subi une baisse de leur rendement agricole remontaient la pente grâce à notre soutien pour améliorer les pratiques agricoles. L'une des interventions clés que nous avons faites visait à modifier la façon dont le gouvernement fixait le prix du cacao et à appuyer la suppression des intermédiaires dont les bénéfices dépassaient ceux des agricultrices. Nos efforts pour accroître le revenu potentiel des femmes s'appuyaient aussi sur la prémisse empirique selon laquelle, dans ces communautés, les femmes qui gagnent plus, investissent dans l'éducation et la santé des enfants. Des preuves existent qui démontrent que les femmes peuvent contribuer grandement à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. En outre, le pouvoir économique des femmes peut favoriser directement une meilleure représentation politique. Par exemple, parmi les agricultrices de Côte d'Ivoire, certaines représentaient le Programme de réconciliation nationale du pays. Une chose est claire : toutes les données requises sont aujourd'hui réunies pour démontrer les bénéfices qu'il y a à accorder toute notre attention aux droits et aux besoins des femmes. Des preuves tangibles montrent que l'inclusion des femmes comme stratégie d'égalité pour le développement ne peut plus être une simple notion sentimentale qui nous inciterait à « prier les gouvernements de soutenir les femmes ». Il est prouvé que les sociétés qui pratiquent l'autonomisation économique des femmes, soutiennent l'éducation des filles, encouragent les femmes à utiliser leur voix et préviennent et combattent de manière décisive les violences contre les femmes figurent en tête du classement économique mondial et du classement des pays stables et harmonieux. Ainsi, nous pouvons conclure que l'élévation des femmes dans une société constitue la base d'une politique économique avisée. Tout pays qui souhaite rester stable et prospérer de façon durable doit mettre en œuvre ce processus. Ce n'est pas simplement un cadeau fait aux femmes, c'est un cadeau pour toute la société.

NETUMBO NANDI-NDAITWAH



Netumbo est vice-Premier ministre namibien, ministre des relations internationales et de la coopération, et vice-présidente du parti SWAPO. Elle a servi le gouvernement namibien dans le cadre de divers portefeuilles, notamment en tant que ministre de la Condition féminine et de la Protection de l'enfance, de l'Information et de la Radiodiffusion, de l'Environnement et du Tourisme. Elle a joué un rôle clé dans l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ma vie dans la communauté et la lutte de libération m'ont fait prendre conscience du rôle important que jouent les femmes dans tous les secteurs de la vie publique. À dessein ou de façon involontaire, les femmes sont les principales protagonistes de la résolution des conflits, notamment au niveau familial. Je crois que les femmes peuvent façonner leur contribution à la vie publique en mettant à profit les mêmes compétences que dans leur foyer.

La configuration politique imposée en Namibie par les lois d'apartheid avait une incidence particulièrement négative sur les femmes. Alors que les Noirs étaient traités de façon inhumaine, tous les droits et services reposant sur la couleur de la peau, les femmes souffraient doublement lorsque les hommes étaient emmenés pour travailler dans les mines, les usines, les fermes ou comme domestiques. Pendant des mois, les femmes restaient seules à prendre soin des familles. Mes frères ont connu ce type d'affectation et je me souviens de la douleur que j'avais ressentie, enfant, en les voyant rentrer à la maison avec quasiment rien à offrir pour la survie de la famille. Cette expérience a façonné mon approche de la lutte pour la libération.

Il est naturel que des conflits puissent éclater entre les hommes en communauté et il incombe au leader de veiller à ce que ces conflits soient résolus à l'amiable. J'ai découvert le rôle d'un leader déjà à l'école. J'ai été élue présidente de l'Association du mouvement de jeunesse chrétienne, j'ai servi comme capitaine du club de netball de l'école et j'ai dirigé l'école Home Riggers (guide scout). C'est à cette époque que j'ai appris que les jeunes, en particulier les jeunes femmes, constituaient un atout précieux pour la nation.

Grâce au travail d'équipe que je dirigeais, notre école a commencé à obtenir de bons résultats sportifs, notamment en netball et dans d'autres activités sociales comme les compétitions scolaires dans la région Centre-Nord. À cette époque, les activités étaient centrées sur la région, en raison du système colonial d'apartheid mis en place par le gouvernement sud-africain. Les compétitions scolaires

nationales n'étaient pas courantes et nous nous concentrons sur la région Centre-Nord (Ovamboland).

Ma vocation m'est venue aussi de mon homonyme, Netumbo Francina Kanime, qui était mariée au secrétaire de l'autorité tribale d'Oukwanyama, également chef coutumier du district d'Omhedi. Au début de la lutte de libération, le plus souvent, les militants politiques arrêtés étaient envoyés aux chefs coutumiers pour être emprisonnés. Une fois, un membre de haut rang de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), Eliaser Tuhandeleni (également connu sous le nom de Kaxumba Kandola), a été arrêté et amené au chef coutumier Kautwima. Apprenant que Tuhandeleni se trouvait en cellule de détention, Netumbo Kanime, la femme du chef coutumier Kautwima, a fait face à son mari et lui a demandé à ce que Tuhandeleni puisse attendre son procès dans leur propriété familiale plutôt que dans une cellule, étant donné qu'il se battait pour instaurer la paix dans le pays. Tuhandeleni a été amené dans leur maison familiale. Cette histoire me rappelle le rôle que les femmes peuvent jouer dans la vie publique et la consolidation de la paix lorsque du pouvoir leur est donné. Dans les années 70, la lutte de libération en Namibie a atteint un point décisif. Lors de sa conférence consultative à Tanga, en Tanzanie, du 26 décembre 1969 au 2 janvier 1970, la SWAPO a décidé, entre autres choses importantes, de fonder les ailes du parti. Ces ailes sont le Conseil des aînés, la Ligue des femmes et la Ligue des jeunes de la SWAPO. En tant que jeune, je suis devenue membre actif de la Ligue des jeunes de la SWAPO et j'ai ensuite été élue présidente dans le Centre-Nord de la Namibie, poste que j'ai occupé jusqu'à mon départ en exil en mai 1974 dans le but de rejoindre d'autres membres de la SWAPO pour préparer la lutte pour l'indépendance du pays.

Les manifestations pacifiques constituaient l'approche principale que nous utilisions en tant que jeunes. Nous l'utilisions pour afficher notre désapprobation du régime raciste d'apartheid de l'Afrique du Sud en Namibie. Les années 70 en Namibie avaient été le théâtre de plusieurs manifestations étudiantes et le public commençait à y

Netumbo Nandi-Ndaitwah, vice-Premier ministre de la République de Namibie, s'adresse au sommet des Nations Unies en faveur de l'adoption du programme de développement pour l'après-2015.

© Ministère des Relations internationales et de la Coopération





© Ministère des Relations internationales et de la Coopération

« Alors que nous célébrons le 20^e anniversaire de la Résolution 1325, la Namibie ouvrira un Centre international pour les femmes, la paix et la sécurité, afin de contribuer au progrès du programme Femmes, paix et sécurité. »

participer. Nous avons vécu de violents affrontements entre jeunes et forces d'occupation. Cependant, le principe de manifestation pacifique a été respecté globalement. Ainsi, nous n'avons pas eu recours à la destruction de biens matériels. Il ne fait aucun doute que le succès de ces actions pacifiques revient à tous les jeunes qui y participaient. En tant que leader, j'avais la responsabilité de maintenir la mobilisation et l'unité de l'équipe. L'avis consultatif du 21 juin 1971 de la Cour internationale de justice (CIJ) a renforcé notre détermination. Il déclarait que « la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud était tenue de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de mettre ainsi fin à son occupation du territoire ».

En 1972, Kurt Waldheim, alors Secrétaire général des Nations Unies, s'est rendu en Namibie pour examiner la mise en œuvre de l'avis consultatif de 1971 de la CIJ sur la Namibie. En tant que présidente, j'étais cheffe de file de la jeunesse lorsque la SWAPO a organisé une manifestation de masse à Ondangwa, une ville du Centre-Nord de la Namibie, pour accueillir M. Waldheim lors de sa visite. Lorsque, la même année, en août 1972, Alfred Escher s'est rendu en Namibie en tant que Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, je lui ai fait une présentation au nom des jeunes et des femmes de Namibie. Le message principal était d'appeler le

régime sud-africain à quitter la Namibie et à permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination pour gérer ses propres affaires et assurer la paix et la stabilité de son pays.

En raison de mes activités politiques, j'ai été arrêtée en 1973 avec de nombreux autres dirigeants et militants de la SWAPO. J'ai été remise en liberté mais condamnée à trois ans de prison avec sursis, ce qui signifiait que toute nouvelle arrestation pour motif politique entraînerait mon incarcération immédiate. Pour continuer à contribuer à la libération de mon pays, j'ai alors décidé de rejoindre d'autres membres de la SWAPO en exil. J'ai donc quitté la Namibie en mai 1974 pour aller en Zambie via l'Angola. En tant que présidente de la Ligue des jeunes de la SWAPO dans ma région, je dirigeais un groupe de cinq personnes, dont quatre hommes et moi-même. La route jusqu'en Zambie s'est avérée longue et sinueuse.

Du fait de ma grande taille et de ma minceur, beaucoup de camarades que je rencontrais en exil s'exclamaient : « *C'est toi la grande maigrelette qui terrorise les Boers en Namibie ?* ». À mon arrivée à Lusaka, en Zambie, ma première affectation a été celle d'Administratrice adjointe au bureau du Secrétaire administratif de la SWAPO, Moses Garoëb. Cela m'a offert l'occasion de mieux comprendre et d'apprécier le fonctionnement du Parti et d'y apporter ma contribution. L'administration étant le cœur de toute institution, je

me sentais à ma place dans ce bureau, car servir le peuple a toujours été ma grande passion.

En septembre 1974, je faisais partie de la délégation de la SWAPO à la 29^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). La délégation était conduite par Peter Mweshihange, alors Secrétaire des relations extérieures de la SWAPO, et comprenait cinq camarades qui venaient d'arriver de Namibie, deux hommes et trois femmes. Les femmes étaient Ulitala Hiveluah (Namusega à l'époque), Taati Ithindi et moi-même.

Cette mission à l'ONU a été une exposition qui a marqué le début d'un nouveau chapitre pour moi, autant dans ma vie personnelle que politique. Sur le plan politique, il s'agissait de mon premier contact direct avec la communauté internationale et l'occasion m'était donnée de m'adresser au Comité de décolonisation pour informer l'ONU des nouveaux développements en Namibie en rapport avec la lutte pour l'indépendance. Ce voyage constituait aussi mon premier déplacement intercontinental, un très long voyage, en avion, de Lusaka à New York via Rome.

À l'ONU, les conseils que nous ont prodigués des camarades comme Hage Geingob, qui travaillait alors pour le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et qui est maintenant Président de la Namibie, et Theo Ben Gurirab, qui représentait la SWAPO à l'ONU et dans les Amériques, se sont avérés très utiles. En assistant à la 29^e Assemblée générale de l'ONU, j'étais loin de me douter que je ferais un jour partie de l'équipe de la SWAPO qui prendrait part aux négociations qui ont conduit à l'adoption de la Résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'indépendance de la Namibie.

Ma deuxième intervention sur la scène internationale a eu lieu en 1975, à l'occasion de la Conférence des jeunes femmes à Moscou, dans ce qui était alors encore l'URSS. Cette mission était elle-aussi intéressante, bien que différente de mon expérience à l'ONU, car j'étais la seule représentante de la SWAPO / Namibie et l'accent était mis sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. J'ai pu délivrer le message que je voulais et j'ai fait une référence particulière aux conditions des femmes en Namibie et à leur participation à la lutte de libération. Suite à cette conférence, des contacts et une coopération se sont développés entre les femmes namibiennes, par le biais du Conseil des femmes de la SWAPO, et les femmes des pays socialistes et des organisations d'inspiration socialiste.

J'ai également assisté à la troisième Conférence mondiale des femmes qui s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, en 1985, où je dirigeais la délégation de la SWAPO / Namibie au Forum des ONG, tandis que la camarade Pendukeni Iivula-Ithana conduisait notre délégation à la réunion gouvernementale. L'émancipation des femmes était le sujet majeur des débats. J'ai beaucoup appris à cette conférence et j'ai également pu partager mon expérience sur les questions ayant trait aux femmes.

Lors de la quatrième Conférence mondiale des femmes, qui s'est tenue à Pékin, en 1995, la question des femmes et de la paix a

été traitée notamment dans le cadre du Forum des ONG. En tant que Cheffe de la délégation namibienne et Rapporteur général à la Conférence de Beijing, j'ai apporté ma contribution à la finalisation en temps voulu de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, et j'ai également veillé à ce que les préoccupations de l'Afrique figurent dans les documents finaux.

Après les élections supervisées par l'ONU en Namibie, remportées par la SWAPO, il a fallu du temps pour travailler à la constitution. À cette époque, je suis retournée dans mon village, au cœur de la Namibie rurale. Un matin, alors que je travaillais au champ, une voiture s'est arrêtée devant la maison de mes beaux-parents. Le camarade Sam Nujoma, alors Président élu, avait demandé qu'on me ramène à Windhoek. Le trajet jusqu'à Windhoek s'est avéré éprouvant pour mes nerfs, car je ne savais pas pourquoi on me faisait venir.

Le Président élu avait formé un cabinet fantôme et m'avait nommée au poste de vice-ministre des Affaires étrangères, faisant ainsi de moi la première vice-ministre de ce portefeuille depuis l'indépendance. Alors que j'occupais ce poste, la Namibie a été élue à la Commission sur la condition de la femme des Nations Unies et le Président namibien m'a mandatée pour représenter la Namibie auprès de la Commission pendant trois ans. En l'an 2000, lorsque la Namibie a été élue au Conseil de sécurité de l'ONU, le camarade Theo Ben Gurirab, alors ministre des Affaires étrangères de la Namibie, m'a demandé sur quoi la Namibie devrait se concentrer pendant notre mandat au Conseil. Convaincue du rôle positif que les femmes peuvent jouer dans la vie publique et mue par mon engagement pour la paix dans le monde, je lui ai répondu que la Namibie devait aborder la question des femmes et de la paix. Il a acquiescé et du personnel de la mission namibienne à l'ONU a été mandaté pour travailler sur le document conceptuel. La camarade Selma Ashipala-Musavyi, actuellement Directrice exécutive du ministère des Relations internationales et de la Coopération, alors Représentante permanente adjointe, dirigeait le processus. Par la suite, le 31 octobre 2000, sous la présidence de l'Ambassadeur Martin Andjaba, Représentant permanent pour la Namibie et Président du Conseil pour le mois, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité.

Depuis, la Résolution 1325 a été au cœur de l'élaboration des programmes et projets mondiaux et régionaux de paix, ainsi que des plans d'action nationaux (PAN). La Namibie compte parmi les États membres de l'ONU qui ont mis en place un plan national d'action pour les femmes, la paix et la sécurité. De plus, alors que nous célébrons le 20^e anniversaire de la Résolution 1325, la Namibie ouvrira un Centre international pour les femmes, la paix et la sécurité, afin de contribuer au progrès du programme Femmes, paix et sécurité.

Je suis honorée et émue d'avoir contribué au succès d'une entreprise aussi importante.



MARIE KINYABUKU



Marie est cofondatrice de l'Association Ntarambirwa, qui a accueilli, suivi et éduqué plus de 5 000 orphelins et enfants vulnérables à Bujumbura. Elle a mené la mobilisation des femmes pour participer au dialogue inter-burundais et a amorcé la mise en œuvre d'un projet de création d'espaces de parole pour les femmes.

J'avais six ans lorsque le Premier ministre burundais, le prince Louis Rwagasore, a été assassiné le 13 octobre 1961. Je venais d'entrer en deuxième année d'école primaire à l'Institut des Sœurs blanches, un pensionnat à Mugera, au Burundi. L'assassinat a secoué le pays et des décennies de crises socio-politiques ont suivi. Pour beaucoup, le prince Louis Rwagasore était le héros qui avait jeté les bases de l'indépendance du pays vis-à-vis de la Belgique le 1er juillet 1962. Quelques jours après cet assassinat, mon père, Kinyabuku Roger, est venu nous voir, mes frères et sœurs et moi-même, à l'école. Il amenait avec lui une petite fille appelée Jeanne. Elle avait cinq ans et était la sœur d'une autre élève, Rose. Mon père ne souriait pas comme d'habitude et les visages des révérendes sœurs s'étaient métamorphosés également. Je ressentais que quelque chose n'allait pas. On nous a expliqué plus tard que le père de Jeanne et Rose avait été tué. Mon père est parti sans nous dire au revoir. Il est rentré précipitamment pour retrouver ma mère et mes autres frères et sœurs, et n'était venu que pour confier Jeanne aux soins des Sœurs blanches. Pendant les troubles, mes parents sont venus en aide aux veuves et aux femmes âgées de notre communauté. Ce remarquable sacrifice de soi reflète l'éducation que nous avons reçue et constitue le fondement sur lequel repose une grande partie de mon travail pour la paix et la sécurité en Afrique. L'image de mon père, technicien médical aisé à l'époque, venant mettre à l'abri la petite Jeanne dans mon école, m'accompagne encore aujourd'hui.

Dans les premières années de la guerre civile burundaise (1994-2005), ma famille et moi avons fui à Uvira dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo. Après la guerre civile, je voyais de nombreux enfants non accompagnés, orphelins et veuves sans ressources. Le point de vue et l'approche que j'avais de l'aide à apporter aux plus vulnérables de ma communauté ont changé. À cette époque, je remarquais qu'un très grand nombre de mendiants, principalement des femmes et des enfants, erraient dans le centre-

ville de Bujumbura, grande ville portuaire du Burundi. C'était là une conséquence de la guerre. Je souffrais profondément de les voir ainsi et voulais les aider, mais je comprenais que je ne pouvais rien faire seule. De nombreuses organisations internationales se sont installées dans le pays pour aider. Un grand nombre d'organisations locales ont également été créées.

Vers la fin de l'année 1998, à Kinama, une province de Bujumbura, un groupe de femmes m'a contactée. Elles voulaient que l'on crée une association de femmes qui lutterait contre la pauvreté et aiderait les enfants touchés par la guerre. L'Association Ntarambirwa (Association de prévention) est née dans le but de venir en aide aux femmes, aux orphelins et aux enfants vulnérables (OEV).

Notre première tâche a été de susciter une prise de conscience au sein de l'administration provinciale et parmi les parents afin que les enfants de Kinama et des environs n'aient plus besoin de mendier en ville. Nous avons apporté notre soutien à 53 % de ces enfants, dont la plupart avaient abandonné l'école et avaient ensuite dépassé l'âge légal de scolarisation. Il était important de leur trouver des occupations en attendant leur réintégration scolaire. Cela a nécessité l'intervention de parents et de l'administration provinciale.

Nous avons commencé avec nos ressources personnelles, mais après un certain temps, le ministère de la Solidarité nationale nous a apporté un soutien précieux. En septembre 2000, tous les enfants que nous avons sortis de la rue avaient réintégré une école. Nous avons secouru 621 enfants dont 406 filles. C'était notre premier succès et nous avons fait tout notre possible pour maintenir les enfants à l'école et certains en apprentissage professionnel de couture. Nous apportions également un soutien aux orphelins qui avaient contracté le VIH/SIDA et aux jeunes filles qui avaient été violées. Nous avons travaillé avec des organisations comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Association française de solidarité, l'Organisation

des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Gouvernement du Burundi. Le gouvernement a construit des logements pour les femmes et les orphelins. Aujourd'hui, plusieurs orphelins et enfants vulnérables que nous avons aidés ont fini leurs études. Beaucoup d'entre eux gagnent bien leur vie, profitant des opportunités qui s'offrent à eux.

Je me souviens de la première fois qu'on m'a appelée « Mère d'orphelins ». C'était par un soldat en 2005. Un camion transportant des soldats passait devant chez moi et quelqu'un a crié du haut du camion « mère, mère ». Je me suis retournée et il m'a lancé : « Mère d'orphelins, merci de m'avoir aidé. C'était vous à Ntarambirwa... ». Quand j'ai raconté plus tard cette histoire à l'association, j'ai découvert que tout le monde connaissait ce surnom sauf moi. Même les responsables locaux du gouvernement l'utilisaient quand ils venaient me chercher.

Lorsque la population a commencé à se réinstaller à Kinama en 1997, elle était composée principalement de femmes démunies, de veuves et de personnes âgées. Les hommes avaient peur de rentrer. La plupart des femmes avec lesquelles nous travaillions étaient veuves. Kamenge, une ville à cinq kilomètres au nord-est de Bujumbura et les quartiers environnants avaient été le théâtre de combats. Les femmes y avaient été témoins et victimes de nombreuses atrocités et lorsqu'elles avaient fui, leurs droits avaient été cruellement bafoués. À un certain moment en 1999, ces atrocités ont repris à Kinama. Les gens ont fui et sont revenus peu après.

En février 2001, Kinama a subi une nouvelle attaque d'envergure, les gens se sont enfuis une nouvelle fois, alors que d'autres décidaient de rester à la périphérie pour attendre que les armes se taisent. Cette situation a duré trois mois. Les maisons ont été de nouveau détruites. Je me suis enfuie avec les autres mais j'étais inquiète au sujet des femmes et des orphelins de Ntarambirwa. Deux jours après les attaques, trois jeunes orphelins, âgés de quinze et seize ans, que nous soutenions, sont venus me voir dans la famille d'accueil qui m'hébergeait. Ce qui m'a le plus frappé, c'est la maturité que je sentais en eux alors que nous parlions de la situation actuelle.

Quatre mois plus tard, les gens sont revenus s'installer. Une nouvelle fois, les orphelins et les enfants vulnérables avaient été déplacés et les femmes brutalisées. Nous étions de nouveau à la case départ. Le siège de Ntarambirwa avait été pillé comme les autres maisons. Plus de matériel scolaire, plus de machines à coudre. Plus rien. Malgré tout, les autres femmes et moi ne voulions pas abandonner. Nous avons persévéré et petit à petit, le mouvement a repris. Toutefois, nous devons trouver un soutien matériel et moral. Nous avons cherché à travailler avec d'autres femmes. Les défis étaient nombreux. Comment commencer à aider des femmes dont les droits ont été bafoués à maintes reprises ? Comment aider ces femmes à repenser leur avenir ?

Le Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi (CAFOB) nous a aidé à trouver des solutions. Je connaissais vaguement le CAFOB, car certaines de mes amies en étaient membres et avaient courageusement participé au dialogue de paix à Arusha, en Tanzanie en 1999 et 2000. Nous avons discuté ouvertement des accords de paix avec Euphrasie Havyarimana et Catherine Mabobori, toutes deux très actives et influentes dans le groupe de femmes à Arusha. J'avais des liens avec ces deux femmes. Euphrasie Havyarimana m'avait vue en exil au Congo en 1995. Elle m'avait également vue dans une situation délicate à Kinama. Catherine Mabobori avait été mon élève dans une école secondaire de Busiga, au nord du Burundi. Nous avons la même vision concernant la position des femmes et les solutions envisagées, notamment au sujet de la participation et la représentation des femmes aux pourparlers de paix. Les femmes qui se sont rendues à Arusha ont été vues comme de simples observatrices. Malgré cela, je suis parvenue à m'entretenir avec le médiateur et même, à une occasion, avec le regretté président Nelson Mandela, à qui j'avais écrit à propos des propositions de paix avancées par les femmes. J'étais fière de contribuer de cette manière. Le jour de la signature de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha pour le Burundi était indescriptible. C'était le 28 août 2000.

En 2003, nous avons rejoint le CAFOB et lancé un vaste programme de renforcement des capacités des femmes autour du leadership féminin. Nous avons participé à de nombreux ateliers sur les femmes et les conflits, la résolution pacifique des conflits, la recherche de la paix et la reconstruction du pays. Les femmes membres de mon association comprenaient les effets de la guerre sur les femmes et les enfants. Nous en avons fait nous-mêmes l'expérience et cela a été l'occasion d'échanger nos expériences. Nous avons appris à soutenir les femmes et les filles victimes de violences sexistes et sexuelles. Nous avons dès lors la même vision et des préoccupations similaires. J'étais pleine d'espoir.

Le CAFOB a été pour moi une véritable école où j'ai appris à me connaître et à trouver ma place en tant que femme dans mon pays. J'y ai progressivement découvert ma véritable identité et ma mission. Aux prises avec ce que j'avais vécu à Kamenge et à Kinama, je voulais agir pour la paix. La mission du CAFOB de lutter pour la promotion des droits des femmes et des filles m'a intéressée. J'ai compris que ce que je faisais pour les orphelins, les enfants et les femmes vulnérables était aussi un moyen de contribuer à leur guérison et au rétablissement de leurs droits. Je voulais aller plus loin. Je voulais plaider pour une paix durable. Les projets de défense du respect des droits des femmes m'intéressaient particulièrement. J'avais les compétences nécessaires en matière de renforcement des capacités. Je me suis mise au travail en prenant part à des réunions de haut niveau pour représenter le CAFOB. La mise en œuvre des

projets de campagne des femmes que j'avais initiés m'a été confiée pour les élections de 2010 et 2015. D'autres associations m'ont demandé d'animer des ateliers, notamment sur la paix. J'ai participé au comité exécutif du CAFOB à deux reprises entre 2008 et 2011. J'ai été recrutée en tant qu'animatrice dans le cadre de dialogues organisés aux quatre coins du pays pour les jeunes et les adultes, dans un projet piloté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Je me suis mobilisée pour la paix.

L'ONG Femmes Africa Solidarité (FAS), fondée en 1996, a grandement aidé les femmes burundaises à comprendre leur rôle dans le cadre de la résolution des conflits et dans la recherche de la paix. La FAS était partenaire du CAFOB. Les femmes de la FAS sont venues au Burundi pour nous parler en détail de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elles nous ont aidées à sensibiliser le Gouvernement du Burundi à sa mise en œuvre. Le premier comité directeur sur la Résolution 1325 a été mis en place avec leur soutien. Aujourd'hui, je fais partie de ce comité et je représente Ntarambirwa. En 2004 et 2006, j'ai eu le privilège de profiter d'une double formation sur la Résolution 1325 du CSNU, à Dakar, sur invitation de la FAS. J'ai assisté plusieurs fois aux discours de Mme Bineta Diop, Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité. Elle a aidé et accompagné les femmes burundaises dans leurs médiations vers le dialogue de paix d'Arusha.

C'est sur la base de ces formations à Dakar et des échanges d'expériences qui en ont suivi avec d'autres femmes africaines que j'ai décidé d'aider à inclure la parité hommes-femmes dans les textes fondamentaux du Burundi. Dès mon retour au Burundi, j'ai commencé à en parler avec le CAFOB et une autre association appelée Dushirehamwe. Avant de commencer à défendre cette cause, nous avons développé et mis en œuvre des projets de renforcement des capacités sur la parité hommes-femmes dans les programmes et les textes politiques du pays. Les participants étaient issus de ministères et de commissions, et ont participé à l'élaboration des programmes et politiques du pays.

Depuis les accords de paix d'Arusha pour le Burundi en 2000, la question du taux de participation des femmes dans les organes de décision est devenue une préoccupation quotidienne des femmes. Le quota minimum de 30 % de représentation des femmes aux postes électoraux, reconnu par la constitution, constitue une base d'incitation qu'il convient de dépasser pour atteindre l'égalité. Toutes les femmes du CAFOB et d'autres associations en conviennent. En 2005, nous avons organisé les premières élections après la crise de 1993. Nous devons faire prendre conscience aux femmes de leurs droits et devoirs, y compris de leur droit d'élire et de se faire élire. Nous nous sommes mobilisées autour de la Synergie pour la participation politique des femmes (SPPDF), en travaillant en équipe.

« Le CAFOB a été pour moi une véritable école où j'ai appris à me connaître et à trouver ma place en tant que femme dans mon époque et mon espace géographique, dans le contexte de mon pays. »

En 2010, le CAFOB a pris la tête de la campagne de mobilisation et a commandité une étude sur l'expertise des femmes. Cette campagne s'appelait « Campagne Arashoboye » (Elle est capable) et j'étais cheffe de projet. Nous voulions prouver qu'il y avait suffisamment de femmes compétentes pour atteindre le quota de 30 %, ce que certains avaient contesté. Nous l'avons prouvé.

Peu avant les élections présidentielles prévues au Burundi en mai 2015, une crise politique a éclaté avec une tentative de coup d'État. Les voix des femmes ont été de nouveau réduites au silence. Face à cette situation, nous avons créé la Plateforme Femmes Paix et Sécurité (PFPS). La PFPS est un regroupement d'associations travaillant main dans la main pour lutter pour les droits des femmes et contribuer à la consolidation de la paix. Les femmes m'ont choisie presque à l'unanimité pour coordonner cette plateforme.

Dans le cadre de la PFPS, j'ai participé au dialogue inter-burundais. Malheureusement, l'unité entre les femmes dont j'avais été témoin lors du dialogue d'Arusha en 2000 avait disparu. J'ai essayé de rassembler un groupe de femmes pour convenir de la manière de répondre collectivement aux questions posées par le médiateur. La tâche pour mettre en place une cohésion s'avérait difficile. Certaines doutaient de moi, mais j'ai persévéré. Malgré toutes ces difficultés, nous commençons progressivement à élaborer un programme commun pour la consolidation de la paix. Nous avons constitué ce que nous avons appelé le Groupe Femmes, qui est parvenu à réunir les deux factions. Les représentantes des femmes burundaises ont envoyé un message commun au facilitateur du dialogue lors de sa visite au Burundi, sous le titre « Message du Groupe Femmes » en mai 2018. ONU Femmes a contribué grandement à l'élaboration de l'Agenda commun.

Heureusement, la Plateforme a reçu une contribution de 60 millions de francs burundais (31 920 USD) de l'Ambassade de France au Burundi en septembre 2019. Notre projet s'intitule « Création des espaces de parole des femmes pour porter haut et loin leur voix dans le contexte électoral de 2020 ». Les femmes se mobilisent. La situation politique est très délicate, mais nous sommes résilientes.

TEGLA CHEPKITE LOROUPE



Tegla est la fondatrice de la Fondation Tegla Loroupe pour la Paix (TLPF), qui prône la coexistence pacifique par le sport. Athlète et coureuse de fond, elle est la première femme africaine à avoir remporté le prestigieux Marathon de New York.

Je suis née dans le village isolé de Kapsait, dans une localité montagneuse et froide de la division de Lelan, dans le comté de West Pokot, au Kenya. La vie était rude dans ce village et mes parents s'efforçaient tant bien que mal de faire vivre leur famille. Pour la nourriture, nous dépendions totalement de l'agriculture à petite échelle, et nous habitions une petite maison de boue au toit de chaume, où nous couchions par terre, allongés sur des peaux d'animaux. Une de mes sœurs et moi devons partager une vieille couverture. La première fois que j'ai dormi sur un vrai matelas, c'était en intégrant l'internat, à mon adolescence.

J'ai commencé à courir à l'école primaire. Mes capacités athlétiques m'ont valu d'être admise à Nasokol Girls, l'une des meilleures écoles du comté de West Pokot. Ensuite, je suis allée à l'université dans le comté de Nakuru où j'ai continué à pratiquer la course, disputant des compétitions au Kenya et à l'étranger. En 1994, je suis devenue la première africaine à remporter le prestigieux Marathon de New York, alors dominé depuis longtemps par les meilleures coureuses européennes et américaines. J'avais déjà vu des records être battus, mais je n'aurais jamais imaginé qu'un jour je ferais partie de celles qui les battraient. J'ai gagné en 2 heures, 27 minutes et 37 secondes. Ensuite, j'ai défendu ce titre avec succès en 1995 et remporté le Marathon de Rotterdam à trois reprises de 1997 à 1999. En 2000, j'ai remporté le Marathon du Millénaire de Rome et le Marathon de Londres.

En 2003, le ministre indonésien du Tourisme, Gede Ardika, m'a invitée à Bali, pour participer à une course pour la paix. Plus de 200 personnes, principalement des touristes, avaient été tuées en Indonésie dans un attentat à la bombe. Le pays était placé sous haute sécurité. L'Indonésie avait décidé d'utiliser le sport comme moyen d'unir les gens et de restaurer la confiance des touristes. Lors d'une discussion que j'ai eu avec le ministre, nous avons reconnu que, plus que toute autre chose, le sport était capable d'unir les gens. La course pour la paix en Indonésie a été un grand succès et elle m'a

montré comment le sport peut rassembler les gens et soigner les blessures du passé. J'ai ramené cette conviction chez moi et j'ai créé la Fondation Tegla Loroupe pour la Paix (TLPF) afin de promouvoir la coexistence pacifique par le sport.

Le mandat principal de notre fondation porte sur les efforts de consolidation de la paix entre les éleveurs de bétail. Nous avons réussi à amener des guerriers à abandonner leurs activités de vol de bétail grâce à des réunions de sensibilisation. J'ai visité des zones de conflit comme Alale où j'ai parlé à des guerriers Pokot et Turkana. J'ai également organisé des rencontres entre les Pokot et les Sebei à Adurkoit, et je suis allée à Moroto dans l'est de l'Ouganda pour rencontrer des guerriers Turkana et Karamojong. À Kapedo et à Lomut, j'ai également pris part à des réunions avec les résidents locaux.

Pour améliorer nos programmes de paix et toucher une population plus large, nous avons formé plus de 25 groupes locaux visant à promouvoir une coexistence pacifique entre les éleveurs de bétail. Environ 1 000 anciens guerriers ont été formés comme ambassadeurs de la paix et ont acquis des compétences et des connaissances pratiques en la matière. La fondation a contribué à la création de comités de paix et de développement à Pokot, Marakwet et Turkana. Les résidents locaux ont été les fers de lance de cette initiative. La TLPF n'est intervenue que pour leur apporter son soutien matériel et moral.

Lorsque j'ai entrepris mes premières missions pour la paix en 2004, j'ai eu beaucoup de mal à rassembler les parties belligères. Certains opposaient une résistance farouche, tandis que d'autres faisaient preuve de bonne volonté. Parfois, ils se battaient dès la réunion terminée. Cela a été pour moi un échec douloureux, mais je n'ai pas renoncé à prêcher la paix. Une situation de ce type a eu lieu le long de la frontière entre Pokot et Turkana en 2005. Nous avons reçu des informations faisant état d'affrontements entre des éleveurs Pokot et Turkana de Marich et Orwa jusqu'à Turkwel et Kainuk. Nous avons organisé une rencontre



« En tant que femme et ambassadrice de la paix, je pense que la plus grande forme de libération dont les Africains ont besoin est de couper les liens qui les relient aux conflits armés. »



© La Fondation Tegla Loroupe pour la Paix

entre les deux communautés à Kainuk pour les réunir et apaiser les tensions. Plus de 500 personnes étaient présentes et nous avons passé la journée entière à parler de paix. Nous avons cuisiné et mangé ensemble. Les femmes de Pokot et Turkana chantaient et dansaient de joie. La rencontre était un succès, le message positif.

Je suis retournée à Kapenguria, fatiguée mais joyeuse. J'ai fait le trajet avec des femmes de Kapenguria qui ont chanté tout du long. Le lendemain matin, à mon réveil, j'ai appris qu'une dizaine de personnes avaient été tuées et des centaines d'animaux volés. J'ai reçu des renseignements indiquant que les Pokot avaient juré de mener une attaque en représailles. C'était décourageant et déstabilisant. Nous avons continué sur notre voie, prêchant le même message de paix sans relâche.

De manière générale, nous avons noté des résultats positifs dus à notre résilience et je considère le succès de cette fondation comme l'une de mes plus grandes réalisations. J'ai pu toucher des milliers de vies et je remercie Dieu de m'avoir choisie comme instrument de paix. Je suis désormais persuadée que les artisans de la paix sont des bienheureux. Depuis sa création en 2003, la Peace Foundation a organisé des courses annuelles pour la paix dans les comtés de West Pokot, Turkana, Tana-River et Moroto, en Ouganda, entre autres zones instables. Nous avons réhabilité des milliers de guerriers réformés en les encourageant à vivre différemment. Nous les formons dans divers domaines, tels que le sport, l'agriculture, la charpente, la couture et la maçonnerie, entre autres compétences. Nous défendons les droits des filles, en sensibilisant les gens à la nécessité d'abandonner les pratiques culturelles rétrogrades telles que l'excision. Nous avons également participé à des campagnes de sensibilisation au VIH/SIDA et à la sensibilisation des membres de la communauté des zones arides et semi-arides sur les modes de prévention de la dégradation de l'environnement.

En 2003, j'ai visité les comtés de West Pokot et Turkana. Lors de rencontres avec les résidents locaux et les forces de sécurité, le nom de Robert Matanda ressortait à maintes reprises, chaque fois en rapport avec quelque méfait. On m'expliquait qu'il était un voleur de bétail très dangereux à la tête d'un très grand groupe d'hommes, et qu'il était la personne la plus recherchée par la police. Grâce à des contacts privés et à des enquêtes discrètement menées, j'ai été informée de la cachette de Matanda à Katikomor, à 430 km de Nairobi. Au début de l'année 2005, j'ai décidé d'aller le trouver et de l'exhorter à abandonner ses activités criminelles. Nous avons roulé de Kapenguria à Katikomor aussi loin que notre véhicule pouvait aller. Abandonnant la voiture, nous avons continué le chemin à pied encore une heure dans la brousse. J'étais accompagnée d'un adolescent et d'une autre femme. Effrayés, nous marchions en silence. Enfin, je me suis retrouvée face à Matanda, tenant à la main un fusil AK-47. Je l'ai salué et me suis présentée comme artisanne de la paix. J'ai essayé de l'amadouer par quelques mots gentils, mais il n'était pas intéressé et il m'a demandé comment nous l'avions trouvé. J'esquivais la question et allais droit au but : « *Je t'en supplie, mon frère, arrête de tuer des gens, arrête les raids sur le bétail et reviens vivre chez toi.* » Il m'a fixé de ses yeux injectés de sang et, désinvolte, a commenté : « *Est-ce que tu essaies de m'attirer hors d'ici pour que la police puisse m'attraper et me tuer ?* ».

Cette rencontre dans la jungle a duré moins de 15 minutes. À la fin, Matanda s'est adouci miraculeusement et a exprimé des remords, mais il m'a demandé de lui garantir sa sécurité. Convaincue qu'il était disposé à se rendre, je suis allée voir le commissaire du district de Kapenguria et lui ai demandé de signer une lettre d'amnistie stipulant qu'aucun voleur de bétail disposé à se rendre ne serait poursuivi pour ses actes passés.

Lorsque Matanda est sorti de la brousse, je l'ai conduit chez moi à Siyoi, où se trouve l'Académie Tegla Loroupe pour la Paix. Il y a



© La Fondation Tegla Loroupe pour la Paix



© La Fondation Tegla Loroupe pour la Paix

suivi toute une série d'ateliers de réadaptation pour réapprendre à mener une vie normale. Il a commencé à pratiquer l'athlétisme, s'est entraîné et a participé au Marathon Standard Chartered de Nairobi en 2005.

En 2006, la TLPF a lancé un Programme de réhabilitation des guerriers (WAREP) pour offrir aux combattants réformés une transition en douceur vers une vie conventionnelle. J'ai nommé Matanda à la tête de ce Programme et l'ai chargé d'établir des comités de paix pour promouvoir des activités en faveur de la paix parmi les éleveurs de bétail. Plus important encore, le programme WAREP était un outil destiné à faire sortir les guerriers de la brousse. En 2015, nous comptons plus de 25 groupes de paix répartis entre Marakwet, East Pokot, Chesegon, Masol, Samach, Nasolot, Kamrio, Katikomor, Kanyarkwat, Adurkoit, Nauyapong et d'autres localités.

Matanda est devenu un pilier de la TLPF. Il a témoigné dans de nombreux forums pour la paix et exhortait les habitants à vivre en paix.

On dit que celui qui déplace une montagne commence par déplacer de petites pierres. Grâce au sport et aux réunions de paix locales, j'ai déplacé lentement et patiemment beaucoup de petites pierres et, finalement, la montagne avait bougé. La Fondation a aujourd'hui déjà organisé une trentaine de courses pour la paix, rassemblant des milliers d'éleveurs du Kenya, d'Ouganda, du Soudan du Sud, d'Éthiopie et d'autres communautés en conflit. Les courses permettent aux communautés locales de rivaliser amicalement, de mettre en valeur leurs talents, de s'amuser et de créer des liens. Ici, le but est de courir et aussi de trouver la paix. L'objectif est de créer une appréciation mutuelle progressive et de faire comprendre les effets négatifs de la violence. Les guerriers armés finissent souvent

par rendre leurs armes illégales et par s'engager à vivre en paix.

Je considère que le vol de bétail dans le cadre de raids armés est la chose la plus malheureuse qui soit jamais arrivée aux éleveurs. En tant que femme et ambassadrice de la paix, je pense que la plus grande forme de libération dont les Africains ont besoin est de couper les liens qui les relient aux conflits armés. Il est impossible pour les femmes de s'investir dans des activités économiques constructives dans une société de violence. Les femmes et les enfants sont toujours vulnérables dans les conflits. Ils sont victimes de sévices sexuels et souffrent de traumatismes psychologiques. Nous devons défendre la paix comme un moyen de protéger les femmes.

Aujourd'hui, je suis Ambassadrice d'Oxfam (R.-U.) pour la paix dans la région du Darfour, ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, ambassadrice des Nations Unies pour la paix et membre du Comité International Olympique (CIO). En 2016, j'ai été nommée cheffe de mission (cheffe de délégation) de l'équipe olympique des réfugiés lors des Jeux olympiques de Rio. J'emmènerai la même équipe aux Jeux olympiques de 2020 au Japon. Cela offre aux athlètes qui ont été contraints de fuir leur patrie la possibilité de poursuivre leur carrière sportive. Ces athlètes viennent du Soudan du Sud, de Syrie, d'Éthiopie et de la République démocratique du Congo (RDC).

Bien que j'aie battu des records et remporté de nombreuses courses, pour moi, le véritable marathon est celui que je cours aujourd'hui, pour restaurer la paix parmi les éleveurs de la Grande Corne de l'Afrique. J'espère un jour gagner cette course.



JULIENNE LUSENGE



Julienne est présidente et cofondatrice de l'ONG Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral. Elle a joué un rôle déterminant pour l'obtention de la condamnation par la Cour pénale internationale de Germain Katanga pour esclavage sexuel et de Thomas Lubanga pour enrôlement d'enfants soldats. Elle a également contribué à obtenir la condamnation de 800 auteurs de violences sexuelles contre des femmes à l'échelle nationale.

J'ai travaillé à la mise en place du Programme Femmes, paix et sécurité en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs depuis 1976. Cette vocation tire ses racines de mon enfance. Mon père m'encourageais à m'exprimer et à ne jamais avoir peur de faire entendre ma voix. Mes parents nous ont donné la liberté de nous défendre nous-mêmes et cela constitua le terreau de ma vocation à défendre autrui, sans jamais rester les bras croisés devant la souffrance d'autrui. Ces premières leçons ont également nourri mon engagement en tant que journaliste radio, notamment les premières années où je travaillais avec peu ou pas de salaire pour veiller à ce que les femmes des villages les plus isolés de l'est de la RDC aient accès à des informations essentielles en matière de santé et de droits humains. Cela a également alimenté ma conviction que toutes les femmes devraient avoir le droit de s'exprimer et devraient pouvoir le faire sans crainte.

En 2001, après avoir été témoin de violences massives contre les femmes lors du conflit interethnique en Ituri, une province de la RDC, entre les communautés Hema et Lendu, j'ai cofondé l'ONG Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI). Mon but était d'œuvrer à la promotion des droits des femmes et des filles, et des droits en matière de santé sexuelle et génésique, ainsi qu'à l'instauration de la paix dans la région orientale de la RDC, alors en proie à des conflits. Lorsque la guerre a éclaté dans les villages près de la ville de Bunia, la capitale de l'Ituri, les femmes qui fuyaient les violences dormaient dehors avec leurs enfants, sans aucune aide. J'animais alors une émission de radio et j'en ai profité pour mobiliser les femmes de la ville afin d'aider les plus démunies et pour les dissuader de laisser leurs enfants rejoindre les groupes armés. Nous avons organisé plusieurs rencontres avec des femmes de tous les groupes ethniques et les avons encouragées à signaler ce qui se passait. Nous avons envoyé plusieurs rapports aux gouvernements américain, britannique, belge et congolais ainsi qu'aux Nations Unies. Le professeur Ntumba Luaba, secrétaire exécutif de la Conférence

internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), qui a ensuite été mandaté par le Gouvernement congolais, m'a un jour demandé si j'étais consciente des risques que j'avais encourus. Tout ce que je voulais, c'était la paix. À mes yeux, le reste n'avait pas d'importance.

Sous ma direction, la SOFEPADI a organisé plusieurs événements de sensibilisation sur la paix. J'ai dirigé l'organisation pendant plus de trois ans en utilisant mes propres ressources. Les autres membres contribuaient quand ils le pouvaient. Quoi qu'il en soit, j'ai compris qu'il était nécessaire d'élargir le plaidoyer en faveur des droits des femmes. Nous avons accentué notre soutien aux survivantes et ex-combattantes, mais nos ressources étaient insuffisantes. Insuffisantes pour nous, comme pour les autres organisations de femmes qui essayaient de venir en aide aux survivantes. C'est pourquoi nous avons créé le Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC) en 2007, afin de lever des fonds auprès de donateurs internationaux, qui permettraient de financer les initiatives des femmes sur le terrain. Le FFC opère dans six domaines d'expertise fondamentaux, distincts mais interconnectés : l'autonomisation des femmes, la participation politique des femmes, la transformation des conflits, la santé sexuelle et reproductive et le VIH/SIDA, la justice climatique et la protection de l'environnement, et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Je travaillais sur le viol et la violence sexuelle quand la guerre a frappé l'est de la RDC et j'ai constaté de multiples atrocités. En 2002, j'ai suivi le cas d'un couple de jeunes adultes de moins de vingt ans dans l'est de la RDC, dont le bébé avait été violé collectivement par quatre hommes. Le bébé n'avait pas survécu à ces blessures. Face à un tel niveau de brutalité, je ne pouvais pas rester sans rien faire. Je suis allée voir la police et l'ai exhortée à mener une enquête.

Ma stratégie multiforme pour lutter contre la violence sexuelle et promouvoir les droits des femmes et des filles commence avec le soutien des survivantes et l'éducation des hommes, des femmes et des enfants, des chefs traditionnels et des chefs religieux au niveau



communautaire dans l'est de la RDC, et s'étend jusqu'à Kinshasa, Genève, Bruxelles, Paris, New York, Washington, Montréal et Ottawa. J'exhorte les personnes aux plus hauts niveaux des gouvernements et des principaux organismes internationaux à faire davantage pour les femmes et les filles en RDC. Ayant travaillé pendant plusieurs années dans les communautés en tant que journaliste pour un programme socio-culturel, j'ai acquis de nombreuses connaissances sur la situation des femmes et des filles. Je savais que les guerres avaient exacerbé la violence sexuelle qui existait déjà dans nos villages. Je savais également que des forces extérieures utilisaient les groupes armés, comme l'indiquaient certains rapports et témoignages délivrés par des responsables et des survivants. J'ai mobilisé des fonds pour permettre à SOFEPADI de mettre en œuvre des activités de sensibilisation sous ma direction.

Avec des chefs traditionnels et locaux, nous avons organisé des sessions de formation et de sensibilisation sur la loi, les droits des femmes et l'égalité des genres, ainsi que sur les conséquences de la violence sexuelle sur la communauté, la famille et l'individu. Pour la communauté internationale, mon message était clair : je ne venais pas en tant que victime, mais comme agent du changement. J'ai présenté la souffrance des femmes congolaises et les changements qu'elles proposaient. Je le répétais sans relâche, « le corps des femmes est devenu leur champ de bataille ». J'ai exigé que cela cesse. J'ai parlé deux fois devant le Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité en RDC. À ces deux occasions, j'ai profité de l'occasion pour réitérer mes appels aux États Membres à redoubler d'efforts, non seulement pour protéger

les femmes et les filles, mais pour assurer la représentation des femmes dans les pourparlers de paix. Il était important d'inclure la violence sexuelle dans le mandat de maintien de la paix, afin que les membres du Conseil adoptent la Résolution 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Mon plaidoyer pour les femmes et les filles en RDC ne se limite pas à exhorter la communauté et les dirigeants mondiaux à contribuer à éliminer le viol et la violence sexuelle. Je demande également avec insistance des droits politiques et la participation des femmes à des postes de prise de décisions dans la sphère publique.

L'une des rencontres qui m'ont le plus marquée a eu lieu en août 2000. Nous avons organisé une médiation entre femmes Lendu et Hema au Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Bunia, la capitale de la province d'Ituri en RDC. La guerre d'Ituri avait conduit à des massacres dans les deux tribus et les femmes ne se parlaient plus, ce qui signifie qu'elles ne participaient pas aux activités mises en place pour les soutenir. C'est pourquoi nous avons lancé le Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI), une plateforme qui réunissait plusieurs associations de femmes. Ce forum existe encore aujourd'hui. Notre objectif était de rassembler ces femmes, afin qu'elles puissent essayer de comprendre ce qui avait conduit aux conflits interethniques qui les avaient divisées. À la fin de la réunion, nous pleurons toutes parce qu'aucune de nous ne comprenait les causes de la guerre. Nous n'y trouvions aucun sens. Les femmes qui avaient auparavant cessé de s'adresser la parole en raison de leurs différences tribales ont accepté de se reparler. Elles ont développé leur propre plan d'action pour sensibiliser leurs communautés respectives. Nous avons tiré une grande leçon ce jour-là sur la capacité des femmes à transcender les barrières tribales au profit de leurs communautés.

Ma plus grande victoire a été lorsque j'ai organisé une danse au camp de déplacés internes à Beni, une ville du nord de la RDC. Le thème en était Paix et cohabitation. Les groupes ethniques Lendu et Hema étaient opprimés dans les camps comme ils l'étaient en dehors. Pour la danse, nous avons demandé à chacun de composer des chansons dans sa propre langue. Tout le monde a participé. Bien sûr, la danse était accompagnée d'une formation sur la résolution des conflits et la coexistence pacifique. Les participants aux cours étaient un mélange de femmes déplacées, d'hommes autochtones et de chefs traditionnels et religieux.

Les femmes ont pris la direction des débats et les groupes de paix qui ont été créés grâce à notre intervention ont contribué à la résolution de conflits dans d'autres villages et camps de déplacés internes, souvent à la demande des chefs de village et des administrateurs territoriaux. Une autre grande victoire pour nous était que ce rapprochement entre les déplacés et les communautés autochtones a permis aux personnes déplacées de se marier dans les communautés locales. Après la danse, j'ai également encouragé

et favorisé la création d'une équipe de football composée de jeunes déplacés et de jeunes du territoire de Beni. Plusieurs matchs ont été disputés, ce qui a contribué à rapprocher les déplacés et la population locale. Les groupes de paix se sont maintenant étendus à plusieurs villages de la zone d'intervention de la SOFEPADI et même à certaines universités du pays.

Malheureusement, la violence sexuelle continue de se propager dans l'est de la RDC. Ayant reçu de nombreux signalements indiquant que des membres des groupes armés violaient des femmes dans ma communauté, j'ai pris des mesures. J'ai commencé à monter des dossiers et j'ai demandé aux dirigeants locaux des groupes armés de cesser d'utiliser la violence contre les femmes comme arme de guerre. J'ai demandé à rencontrer l'un des chefs de guerre d'Ituri. Une dizaine de femmes m'accompagnaient et je lui parlais des cas de viol qui avaient eu lieu dans le district de Kindia, dans la ville de Bunia. Il m'a promis de punir les coupables, mais n'a rien fait. Au contraire, il a cherché à me nuire et a incité les milices à m'enlever. À de nombreuses reprises, je suis parvenue à leur échapper de justesse grâce au soutien des communautés. Plusieurs fois, craignant pour ma vie, j'ai été contrainte de quitter ma famille et d'aller dormir dans la brousse. Nous avons dû déménager à Beni et dans des villages voisins. Nous n'avons pas abandonné, contactant des organisations internationales pour obtenir un soutien financier. Le Fonds d'action urgente nous a envoyé 10 000 USD, ce qui nous a permis de payer le loyer de chaque membre et de soutenir nos opérations. Chaque fin de mois, nous recevions des subventions de 50 à 80 USD pour nourrir nos familles.

De 2006 à 2009, j'ai enquêté et signalé les crimes relevés à la Cour pénale internationale (CPI). Je documentais les crimes de chaque milice en recueillant les témoignages des survivants. Je rapportais leurs récits à La Haye, en organisant des réunions avec le Bureau du Procureur et d'autres unités. Grâce au financement du Women's Initiative for Gender Justice (Initiatives des femmes pour une justice de genre), j'ai recruté deux experts pour m'aider dans le cadre des enquêtes. Je suis allé dans les villages les plus reculés comme Gety, Zumbe, Bogoro et Kilo dans la province d'Ituri, pour rencontrer des survivantes et les mettre en contact avec les enquêteurs de la CPI. En 2008, j'ai commencé à organiser des audiences foraines pour amener des juges dans les villages où des crimes sexuels avaient été commis, afin que leurs auteurs puissent être jugés. La population locale était priée d'assister aux audiences. Les juges en ont profité pour éduquer la population et répondre aux questions.

Ces efforts pour traduire en justice les auteurs de viols, d'autres crimes et de violations des droits de l'homme n'allaient pas sans risques. Je ne fais pas exception. Les femmes qui défendent les droits de l'homme, comme moi, courent généralement plus de risques que leurs homologues masculins et cela est encore plus vrai

« Ces efforts pour traduire en justice les auteurs de viols, d'autres crimes et de violations des droits de l'homme n'allaient pas sans risques. »

dans des pays comme la RDC. Mon engagement à lutter contre la violence sexuelle n'en est que plus forte. Je suis déterminée à œuvrer pour changer la réputation de la RDC en tant que « capitale mondiale du viol » et je ne me reposerai pas tant que je n'aurai pas réussi. Beaucoup de ces ex-rebelles ont été intégrés dans la police nationale et l'armée, ce qui me place désormais dans une situation terriblement précaire lorsque je mène une action auprès de ces organes.

Quoi qu'il en soit, nous continuons à plaider pour la création d'un tribunal spécial pour la RDC afin de punir les auteurs de violences sexuelles et d'autres crimes graves. En outre, les organisations bénéficiant du soutien du Fonds pour les Femmes Congolaises organisent des réunions avec les chefs de milices, les exhortant à quitter la brousse.

Ma famille et moi avons déménagé à plusieurs reprises en raison de menaces et de tentatives d'assassinat. Je suis reconnaissante envers mes amis et voisins qui, à maintes reprises, se sont mis en danger en me protégeant quand des hommes armés venaient m'éliminer. Mes collègues n'ont pas été épargnées non plus. Lorsqu'une collègue a été attaquée chez elle par un agresseur armé d'une machette, j'ai aidé à l'évacuer en Ouganda puis en Afrique du Sud, où elle a reçu des soins médicaux. Mes efforts ont permis de changer de façon importante la vie de milliers de femmes et de filles en RDC, en rendant leurs communautés plus sûres, mais aussi en les aidant à prendre le contrôle de leur vie et à faire évoluer leurs communautés. Il y a encore tant de travail à faire. Au niveau national comme international, je me suis efforcée de faire prendre conscience aux gens du taux incroyablement élevé de violence sexuelle dans l'est de la RDC et à faire pression sur le Gouvernement congolais et les organismes internationaux, y compris les Nations Unies, pour prévenir et punir les atrocités et mettre fin à l'impunité de leurs auteurs. Un défi reste à relever, car s'il existe une aide financière substantielle pour aider la RDC, elle n'a pas encore produit l'impact souhaité.

Dans toutes les régions d'Afrique, les femmes tiennent des rôles dirigeants essentiels en matière de vie politique, de cohésion sociale, de revitalisation économique et de paix. L'égalité des genres et une plus grande représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions sont des facteurs essentiels de progrès et sont indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable. Avec les gouvernements paritaires du Rwanda, d'Éthiopie et d'Afrique du Sud, avec l'un des plus grands nombres d'artisans du maintien de la paix au monde, et avec des femmes entrepreneures et activistes climatiques incroyablement innovantes, les femmes africaines sont à l'avant-garde des changements dont le monde a besoin. Tirons parti des leçons positives du passé et donnons à nos jeunes femmes les moyens de diriger les efforts de paix et de développement. Des efforts louables comme le Réseau des femmes leaders africaines défendent cette idée.

Le leadership et la participation des femmes rendent nos sociétés plus stables et plus justes, et nos communautés plus sûres.

Inclure l'autre moitié de nos populations dans tout ce que nous faisons est le seul moyen d'assurer un avenir meilleur pour tous.

Amina J. Mohammed
Secrétaire générale adjointe des Nations Unies





La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Mme Amina J. Mohammed, et l'Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, Mme Bineta Diop, ont entrepris une mission de solidarité conjointe de l'Union africaine et des Nations Unies dans la Corne de l'Afrique en octobre 2019. En Éthiopie, elles ont rencontré les Mères pour la paix, un groupe de femmes travaillant au niveau local pour apaiser les conflits et diffuser des messages pour une paix durable.

© CEA / Abraham Tameru

CANDICE MAMA



Candice travaille sur les thèmes du traumatisme, du pardon et de la réconciliation. Elle est surnommée « l'avocate du pardon ». Elle se passionne pour l'utilisation des médias dans le cadre de la consolidation de la paix et est l'auteure de « Forgiveness Redefined ». En 2017, ses travaux lui ont valu le prix Human Dignity Award à l'université Columbia et elle figure au classement de Vogue Paris des femmes les plus inspirantes.

Le vieil adage « Mieux vaut prévenir que guérir » vaut autant dans la société actuelle qu'à son origine. Toutefois, que peut-on faire s'il est impossible de se soustraire aux conditions qui nous ont façonnés comme nous sommes aujourd'hui ? Nous avons alors besoin d'outils et de compétences pour soulager notre douleur et guérir du traumatisme. La narration est pour moi un outil puissant d'interconnexion qui permet d'autoriser de façon subconsciente autrui à partager et guérir les blessures de ses expériences vécues.

Je suis née en 1991 en Afrique du Sud, un pays alors étreint par un système d'apartheid extrêmement violent et oppressif, qui allait recouvrer sa liberté trois ans plus tard. En septembre 2014, l'Autorité nationale des poursuites a contacté ma famille pour lui demander si nous souhaitions rencontrer Eugene de Kock. Surnommé « tueur numéro 1 », Eugene de Kock était un colonel de police afrikaner, tortionnaire et assassin du gouvernement de l'apartheid, qui a été déclaré coupable de 89 chefs d'accusation et condamné à 212 ans de prison. Après de nombreuses discussions familiales, marquées d'émoi et d'inquiétudes, nous avons convenu d'effectuer cette rencontre le mardi suivant. Les jours suivants, j'étais submergée par un profond sentiment de réflexion intérieure. Mon père, Glenack Masilo Mama, avait été brutalement assassiné à une époque cruelle et injuste de l'histoire de notre pays. Mes souvenirs de lui n'étaient qu'une accumulation d'histoires fournies par d'autres, et de photos que nous avons rassemblées au fil du temps. Toutefois, la seule chose qui ne laissait aucun doute, c'est qu'il avait été torturé et brûlé vif par Eugene de Kock.

J'ai ensuite lu de nombreux articles et ouvrages sur le « tueur numéro 1 », qui allait devenir le visage et l'incarnation même d'un système injustifiable de haine et d'oppression. J'ai décidé d'apprendre et de faire face à mon passé. Grandir dans un foyer qui encourageait la lecture et l'introspection m'a permis de contextualiser le meurtre de mon père, ce qui, dans mon esprit, donnait du sens à sa mort. Il est mort en combattant un système qu'il voulait changer pour

mon frère et moi-même. Cela m'a fait comprendre que je ne pouvais pas détester De Kock, parce que l'amour et la haine ne peuvent pas opérer dans un même espace. Si je voulais lui en vouloir, je ne pourrais jamais jouir pleinement de la vie pour laquelle mon père et tant d'autres sont morts, volontairement ou non. Il m'avait volé un père et je lui avais inconsciemment offert 16 ans de colère, d'angoisses, de nuits blanches et d'accès de profonde dépression, de pensées continues et de tentatives de suicide. Un jour, j'ai simplement refusé de le laisser continuer à m'ôter mon enthousiasme et ma joie de vivre. J'ai donc fait ce que j'avais à faire, je lui ai pardonné.

À 23 ans, j'étais là, avec ma famille, prête à rencontrer l'homme qui avait emporté mon père et tant d'autres. Dans un premier temps, je me retrouvais totalement paralysée alors que ma mère posait l'une après l'autre les questions importantes, puis j'ai fini par reprendre mes esprits. À chaque question posée et chaque réponse donnée, mon empathie grandissait pour un parfait inconnu qui parlait si sincèrement que je voyais mes défenses tomber une à une. J'étais fascinée de me voir pleurer non pas à cause de la personne que j'avais perdue, mais à cause d'un homme qui avait été créé par un régime et qui payait les fautes de ce gouvernement. Un homme qui avait perdu beaucoup plus que je n'aurais pu le supporter moi-même. Je suis partie en ressentant qu'il était lui aussi une victime, celle d'un système d'endoctrinement. Je lui avais déjà pardonné, mais cette rencontre m'a changée pour toujours.

Quelques jours plus tard, je poursuivais mon cheminement en écrivant une lettre ouverte à notre système judiciaire, dont voici un extrait :

« Le Congrès national africain a pour objectifs stratégiques de bâtir une société unie, non raciale, non sexiste et prospère. Je crois que pour y parvenir et réaliser la vision de nos héros, comme Nelson Mandela, nous devons vivre le processus de réconciliation en tant que pays, car aucun progrès n'est possible sans réconciliation. »



« Comment changez-vous le monde ? Une étincelle d'inspiration à la fois. »

Comme cela a été répété sans relâche pendant la lutte, « l'ennemi est le système et ceux qui continuent à soutenir le système ». Par conséquent, ne devrions-nous pas étendre notre impartialité à un homme qui a reçu l'ordre de commettre des atrocités, de la même manière que nous avons accordé cette impartialité à ceux qui lui ont ordonné de les commettre ? Cela ne fait pas d'Eugene de Kock un martyr, en aucune manière ni sous quelque forme que ce soit. Cela signifie en revanche que nous extirpons le venin de notre système, en tant que pays, pour pouvoir avancer sans entrave du passé. Comme le disait le regretté Nelson Mandela : « la rancune, c'est boire du poison dans l'espoir que l'autre meure ».

J'ai été invitée à partager mon histoire à l'Université de l'État-Libre, en Afrique du Sud, avec tous les étudiants de première année.

À la fin de mon allocution, des groupes d'étudiants sont venus à ma rencontre et ont partagé avec moi leurs propres traumatismes. J'ai constaté avec surprise qu'en partageant mon histoire, je leur permettais de se sentir capables de partager aussi les leurs, de faire entendre leur voix et d'adhérer à l'idée de pardon. En m'engageant pour la première fois dans la voie de la consolidation de la paix, je me suis sentie intimidée, du fait de mon jeune âge, de mon inexpérience et de mon incapacité à me représenter comme actrice du changement. Pourtant, j'ai réalisé que chacun de nous a la capacité innée de faire quelque chose en son fort intérieur. J'ai vu que partager mon histoire aidait d'autres personnes à comprendre l'importance de se libérer de la rancune dans un pays sortant d'un conflit, où chacun est hanté par les rappels du passé. Il est essentiel de se rappeler que pour changer l'avenir, il faut tirer les leçons du passé et se soustraire à son contrôle.

Je me sens véritablement honorée de pouvoir travailler à la consolidation de la paix au niveau international, plus spécifiquement en Afrique. Je prends part à un dialogue réflexif et collabore avec des personnes remarquables, telles que le professeur Pumla Gobodo-Madikizela, titulaire de la Chaire de recherche en Traumatisme historique et Transformation à l'Université de Stellenbosch, en Afrique du Sud, dont le travail m'aide énormément. Poursuivant ma route et mon travail dans le domaine du pardon et de la réconciliation, au fil des histoires que d'autres partagent avec moi, j'en apprend toujours plus sur moi-même et sur la ténacité de l'esprit humain. Je découvre le pouvoir de la narration des expériences vécues et de l'angle de vue adopté. Sommes-nous seulement les victimes de ce qui nous est arrivé ou en sommes-nous les vainqueurs ? Une

seule démarche nous permet d'être confiant de pouvoir dépasser la douleur, l'autre nous maintient prisonnier de la toile tissée par la douleur.

Collaborer avec des ONG déjà établies et les aider à développer leurs visions et des programmes de guérison me permet de voir tout l'espace encore disponible pour plus d'artisans de la paix. Ces dernières années, mon travail avec Tears Africa, une organisation basée à Johannesburg qui soutient les victimes de viol et d'abus sexuels, m'a ouverte à une autre dimension du traumatisme, hors des problématiques d'après-conflit, et m'a encouragée à transmettre le message du pardon sous différentes formes créatives. J'ai décidé d'écrire un livre, de réaliser un documentaire et d'écrire une pièce de théâtre pour aider les autres à voir que le pardon ne concerne pas l'agresseur, mais qu'il consiste à nous libérer de notre attachement émotionnel à un événement particulier. J'ai compris que chaque fois qu'un délit encore non pardonné se rappelle à nous, nous vivons la répétition de ce délit. Cela confère involontairement à l'événement et à son auteur du pouvoir sur notre être émotionnel. Ayant travaillé avec des enfants de mon quartier et des femmes victimes de violences sexuelles, il m'est apparu qu'indépendamment de l'âge et de la situation, nombreuses étaient les personnes en lutte avec l'idée de pardonner. Pardonner ne signifie pas oublier ni cautionner, mais se libérer de la douleur et reprendre le pouvoir. Mes efforts dans le domaine de la consolidation de la paix ont pour but d'octroyer aux gens la liberté de choisir de vivre leur vie en changeant la narration.

Lors d'une conversation avec l'ancien juge Albie Sachs à l'Institut de justice et de sécurité, en Afrique du Sud, nous avons convenu que chacun de nous peut faire jaillir une étincelle suscitant l'idée de changement et offrir ainsi à autrui le choix d'une autre vie. Cette prise de conscience a été pour moi une véritable révélation. Nous devons lutter par amour pour l'autre en sachant que l'étincelle que nous déclencherons dans sa conscience entraînera inévitablement le changement. Comme j'ai fini par le découvrir, la beauté de cela tient au fait que, sur le chemin de la consolidation de la paix, il devient clair que rien de ce que l'on peut faire pour l'autre n'est trop petit. Tout s'additionne et tout compte.



© Sbu Kande



© Sbu Kande



© Sbu Kande



JACQUELINE MASSENGUE



Jacqueline est contrôleur général de la police à la retraite et a consacré 42 ans de sa vie aux services de police, dont six ans et demi pour les Nations Unies. Elle est Présidente du Comité des femmes leaders pour la promotion de l'égalité des genres et Déléguée aux Affaires juridiques de l'Organisation des femmes de Centrafrique. Jacqueline est également membre du comité directeur du Réseau des femmes leaders africaines (AWLN) et membre de l'Association des femmes juristes.

Je suis fonctionnaire de police et avocate. J'ai travaillé dans la police nationale en République centrafricaine (RCA) du 12 février 1975 au 31 juillet 2017. En 1989, le ministre de l'Intérieur m'a nommée pour représenter les femmes au Département de la Sécurité au sein du ministère des Affaires sociales. Depuis lors, j'ai travaillé à la promotion des droits des femmes. Mon rôle a été renforcé lors de ma nomination comme Présidente de la Commission des droits des femmes dans l'Association des femmes juristes de Centrafrique. Dans le cadre de ces fonctions, j'ai formé les femmes sur leurs droits et j'ai aidé les victimes de violences sexistes en les référant aux services judiciaires pour que les auteurs puissent être jugés et condamnés.

J'ai également été nommée Vice-présidente du Comité national de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et filles et contre la violence à leur égard. J'ai dirigé plusieurs activités de sensibilisation sur les mutilations génitales féminines (MGF), ce qui a amené de nombreuses familles à changer d'avis sur cette pratique. En tant que Directrice des services de police judiciaire de 2013 à 2017, j'ai aidé de nombreuses femmes victimes de violences sexuelles, en veillant à ce qu'elles aient accès aux soins médicaux nécessaires, tout en les guidant dans les procédures judiciaires. Je me souviens du cas d'un pasteur qui avait violé plusieurs filles dans sa congrégation. C'était en 2016. Il a été condamné à trois ans de prison.

Ma mission auprès de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC, devenue la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)) a commencé en juillet 2005. Je voulais aider les survivantes de violences sexistes à mieux connaître leurs droits. La Fédération internationale des ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), la FIACAT, m'a formée comme formatrice aux droits de l'homme. Ma spécialité était la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes

et des jeunes filles. Dans ce contexte, je suis devenu policier référent et conseillère auprès de l'Inspecteur général de la Police congolaise. Cela impliquait de collaborer avec toutes les sections de la Mission, en particulier la Section des droits de l'homme, la Section de l'égalité des sexes, la Section de l'information, les organisations de femmes congolaises et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). J'ai pris part à des réunions avec des femmes de la société civile et des femmes politiques congolaises, en collaboration avec le bureau des questions liées à l'égalité des sexes de la MONUC. Notre objectif était de plaider pour l'importance de la participation politique des femmes. Nos interventions auprès de ces femmes ont favorisé leur admission dans les partis politiques et nombre d'entre elles se sont ensuite présentées aux élections législatives et ont été élues.

Trois conseillers assistaient l'Inspecteur général de la Police congolaise, deux hommes et moi-même. Ma mission était de former et de sensibiliser les policiers aux droits humains et aux droits des femmes. En particulier, face à la résurgence des cas de violence à l'égard des femmes en République démocratique du Congo (RDC), j'étais chargée de la vulgarisation de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour la police de la MONUC, nous avons aidé à concevoir des brigades de lutte contre les violences sexuelles. Ces brigades étaient prévues dans les localités de Goma, Kinshasa, Bukavu et Kisangani. La brigade de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu en RDC, a été opérationnelle avant la fin de mon mandat. Après mon intervention auprès de la Police congolaise, nous avons envoyé les premiers contingents de policiers à la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire en 2007/08.

J'ai servi deux ans et demi dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), dans des camps de déplacés internes, comme cheffe d'équipe chargée de gérer les problèmes de parité. Ma mission était de former les femmes sur leurs droits en cas d'agression sexuelle ou physique. Mon travail dans ces camps était particulièrement difficile car les gens étaient en



© Jacqueline Massengue

pleine détresse après avoir perdu des proches et leurs biens dans le tremblement de terre. Les campagnes publiques de sensibilisation ont favorisé une baisse des violences à l'égard des femmes. Celles-ci ont également commencé à porter plainte contre leurs agresseurs, alors qu'elles ne le faisaient pas auparavant par peur de représailles.

De retour en Afrique, je me suis appuyée sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies pour renforcer la formation et la sensibilisation dans le but d'impliquer les femmes dans la résolution des conflits. Le 24 mars 2013, des groupes armés ont mené un coup d'État pour renverser le Président Bozize. De nombreux chrétiens ont été tués. Le groupe Balaka a mené des représailles contre les musulmans. Cela a conduit à des tueries, à des viols et à d'autres atrocités dans nos provinces, de la part des deux communautés. Des femmes dirigeantes et plusieurs organisations non gouvernementales se sont mobilisées pour sensibiliser les groupes rebelles et la population. Suite à une série de pourparlers entre le Gouvernement centrafricain et les groupes armés, un accord de paix a été signé. J'ai pris un plaisir tout particulier à voir les femmes que nous avons formées aller dans le quartier musulman après la crise pour sensibiliser les gens à la question de la cohésion sociale entre musulmans et chrétiens. Une autre victoire qui m'a marquée a été de voir l'adoption et la promulgation d'une loi sur la parité. En tant que vice-présidente des femmes dirigeantes qui faisaient du lobbying en RCA, j'ai mené avec mes collègues des plaidoyers auprès des autorités, notamment des députés de l'Assemblée nationale, de la Cour constitutionnelle et des dirigeants des partis politiques. En conséquence, le nouveau code électoral requiert un quota de 35 % de femmes candidates lors d'élections.

Notre pays, la République centrafricaine, connaît des crises récurrentes depuis plus d'une décennie. Les armes des belligérants sont restées cachées au sein des communautés. Les femmes représentent 50,2 % de la population en RCA, mais seules quelques femmes sont impliquées dans la résolution des conflits, malgré les dispositions de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans le cadre de mon travail, j'ai maintes fois observé que les principales victimes sont les femmes et les enfants. Afin d'aider le Gouvernement centrafricain à restaurer l'autorité de l'État, nous avons créé l'Association des femmes en RCA en 2018 pour lutter contre la prolifération et la circulation illégale d'armes sur le territoire centrafricain. Notre mission est d'éduquer les gens et de les convaincre de rendre leurs armes. Pour l'instant, notre préoccupation est de collecter des fonds pour pouvoir former des formateurs et démarrer le projet.

« Nous continuons de renforcer la sensibilisation pour atteindre les 35 % de femmes prévus dans tous les organes de décision. »

Pour ce qui est de la représentation des femmes en tant qu'observatrices lors des discussions qui ont abouti à l'Accord de Khartoum du 6 février 2019 sur la RCA, seules les trois femmes ministres et l'un des groupes armés ont observé les discussions. Le Premier ministre nous adressait un rapport tous les soirs. J'ai représenté les femmes centrafricaines avec Annette Ouango et la représentante de l'archevêque de Bangui, Brigitte Izamo, mais nous n'avons pas été associées aux discussions.

J'ai effectué plusieurs missions dans nos provinces pour former les femmes sur la paix, le développement et la démocratie, notamment à Bambari, ville située au Centre de la RCA. Bambari a connu une forte présence de groupes armés. Toutefois, suite à notre mission, la sécurité revient progressivement et les femmes de l'Organisation des femmes de Centrafrique, dont je suis la déléguée aux affaires juridiques, continuent de sensibiliser les gens sur les questions de cohésion sociale. J'ai organisé des activités de formation dans d'autres villes telles que Sibut, Bossangoa, Kaga Bandoro, Ndele, Bria et Birao dans l'est du pays.

Malheureusement, malgré l'Accord de paix signé par le Gouvernement centrafricain et les groupes armés, ces derniers restent très actifs sur le terrain et sont à l'origine d'affrontements fréquents qui font des victimes. La République centrafricaine a ratifié les textes juridiques internationaux sur la protection des femmes. L'article 6 (paragraphe 3) de la Constitution du 30 mars 2016 stipule que la loi garantit des droits égaux aux hommes et aux femmes dans tous les domaines. En outre, la loi sur la parité a été votée et promulguée le 24 novembre 2016, mais son application s'avère problématique en raison d'inerties socioculturelles.

Nous continuons de renforcer la sensibilisation pour atteindre les 35 % de femmes prévus dans tous les processus décisionnels en République centrafricaine.

MENNA MOSBAH



Menna est fondatrice de la Ligue des jeunes féministes égyptiennes, cofondatrice de la plateforme WOMES et chercheuse en études sur la parité hommes-femmes. Membre d'AMENDS, elle participe au réseau international NAMATI d'autonomisation juridique et au Réseau des Femmes pour la Démocratie (WDN).

J'ai grandi à Alexandrie, en Égypte, où, comme l'écrivait Simone de Beauvoir : « *on ne naît pas femme : on le devient* ». J'étais entourée de manifestations variées de sexisme dans les prises de décisions et le rétablissement de la paix, qui avaient été façonnées et transmises de génération en génération dans ma communauté. Depuis 2008, j'étais impliquée dans divers programmes nationaux de la société civile, mais mon véritable parcours de militante a commencé en 2011, avec le début des soulèvements du Printemps arabe, qui se déroulaient en Tunisie et se propageaient à l'Égypte et à la Libye en 2011. Nous commençons à voir de vrais changements et la voix des femmes se trouvait enfin amplifiée.

En tant que femme, je sentais que ma voix était entendue pour la première fois.

L'Égypte voyait le plus haut pourcentage de participation des femmes à des manifestations, jamais enregistré dans le pays. Je protestais lors des manifestations contre les injustices durant la 25^e révolution, en tant que jeune défenseur des droits humains et des droits des femmes. Je luttais avec d'autres défenseurs des droits de l'homme, qui appelaient à la mise en place de nouvelles lois contre le sexisme. De 2011 à 2014, j'ai voté trois fois lors des amendements constitutionnels.

Inspirée d'un esprit révolutionnaire, j'étais consciente de l'urgente nécessité à établir une justice de genre et j'ai décidé de consacrer mon engagement à œuvrer pour une société d'égalité et d'équité à 50:50. De plus, les expériences des révolutions populaires en Tunisie et en Libye m'ont incitée à rejoindre d'autres militants pour lutter côte à côte afin de remodeler l'avenir de notre région. Les mouvements féministes d'Afrique du Nord réussissaient au niveau régional, faisant d'énormes progrès dans leur lutte contre le sexisme.

Malheureusement, les changements rapides de régimes politiques en 2013 ont menacé les progrès que nous avions accomplis. Une fois encore, les femmes d'Afrique du Nord subissaient des contraintes sous la domination masculine en politique au moment où les partis

islamiques radicaux sont arrivés au pouvoir. Le conflit armé qui avait ravagé la Libye arrivait en Égypte et en Tunisie. Ces conflits ont conduit aux meurtres, à l'exploitation sexuelle et au viol brutal de nombreuses femmes et filles. Selon un rapport de 2017 de

l'Organisation internationale du travail (OIT), avec la montée du groupe extrémiste « Daesh » (plus connu sous le nom d'État islamique), la traite des êtres humains a augmenté de 39 % dans la région. Non seulement 55 % des victimes de l'État islamique étaient des femmes et des filles, mais les femmes dirigeantes ont été exclues des négociations de paix, des accords et des processus de prévention des conflits et leur représentation a été limitée aux postes de décision.

Alors que la structure de ma région se transformait, l'analyse des besoins fondamentaux non satisfaits des femmes et des jeunes devenait ma priorité absolue. J'étais convaincue que l'autonomisation socio-politique des jeunes leaders femmes était la clé pour véhiculer le changement et instaurer une paix durable. C'est pourquoi, en 2015, j'ai fondé la Ligue des jeunes féministes égyptiennes (YEFL). La Ligue s'efforce de réaliser l'Objectif de développement durable (ODD) 5 pour l'égalité des sexes, l'ODD 16 pour la paix, la justice et des institutions efficaces, et l'ODD 17 sur les partenariats pour la réalisation des objectifs. Soutenant pleinement la Charte africaine de la jeunesse et les 20 objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Mon objectif était de renforcer les capacités des femmes et des jeunes filles en Égypte.

En 2013, ce qui allait devenir la ligue YEFL, le Mouvement des jeunes féministes égyptiennes (YEFM), a été lancé par un groupe de jeunes femmes qui croyaient en la justice de genre, qui éliminerait les discriminations entre les sexes et instaurerait une véritable justice sociale. Cependant, en décembre 2015, face à la réduction des espaces civiques, les membres du conseil d'administration de la ligue YEFL ont décidé d'enregistrer le mouvement YEFM en tant que ligue YEFL pour en faire une organisation à but non lucratif dirigée





© Menna Mosbah



© Menna Mosbah

« En tant que chercheuse sur les questions de parité hommes-femmes et fondatrice d'une organisation dirigée par des jeunes femmes, je croyais à la nécessité impérieuse de mettre en place l'approvisionnement des données sur les thèmes relatifs à l'égalité entre les sexes. »

par des jeunes femmes, offrant par là-même un espace alternatif pour partager et échanger des connaissances entre pairs.

Fin 2017, les projets de la ligue YEFL se sont étendus à l'échelle régionale, créant de nouveaux partenariats et de nouvelles collaborations avec des organisations de la société civile en Tunisie, au Maroc, en Libye et aux États-Unis. Ce développement a commencé avec la production de certaines études des inégalités entre les sexes, l'analyse de données et la visualisation de statistiques sexospécifiques basées sur des approches fondées sur les preuves. En tant que chercheuse dans des études sur la parité hommes-femmes et fondatrice d'une organisation dirigée par des jeunes femmes, je croyais à la nécessité impérieuse de mettre en place l'approvisionnement des données sur les thèmes relatifs à l'égalité entre les sexes. En particulier, je voulais combler le manque de rapports statistiques sexospécifiques dans la région. Il est essentiel de fournir aux femmes défenseurs des droits de l'homme des statistiques récentes pour leur permettre de poursuivre leurs missions sur le terrain et d'obtenir les résultats escomptés en matière de paix, de prévention des conflits ou de développement durable.

En plus d'avoir aidé à animer des ateliers régionaux pour les jeunes des deux sexes sur des thèmes liés à l'égalité des sexes en 2017, j'ai développé des partenariats avec toute une palette d'organisations similaires. Il s'agit notamment de Net-Med Youth Lebanon, des Réseaux de jeunes méditerranéens, du Réseau des Femmes pour la Démocratie (WDN) à Washington, du réseau CIVICUS : Innovation pour le changement, de la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée en Espagne et du Centre MADA de recherches et d'études en humanités à Casablanca, au Maroc.

En avril 2018, j'ai été interviewée par Gayle Kimball, professeur à l'Université d'État de Californie, pour un livre publié par Oxford University Press, « Women's Journey to Empowerment in the 21st Century: A Transnational Feminist Analysis of Women's Lives in Modern Times ». Dans son chapitre sur « les voix des femmes en Égypte et dans le monde », j'ai souligné le rôle de la ligue YEFL après la révolution en Égypte, expliquant notre position face au sexisme dans une perspective liée au comportement de genre et au futurisme, en habitant les jeunes leaders femmes égyptiennes et arabes au niveau des organes de gouvernance d'Égypte et d'Afrique du Nord, et comment la ligue YEFL intensifie ses efforts à l'échelle nationale et régionale pour changer l'image stéréotypée des femmes comme victimes. À la fin 2018, j'ai transmis au nom de l'équipe de recherche de consultation de la ligue YEFL une recherche sur la parité hommes-femmes dans les processus de rétablissement de la paix et de prise de décisions en Afrique du Nord au Moyen-Orient, au programme Youth for Peace Africa (Y4P) de la Commission de l'Union africaine. Cette recherche abordait les défis critiques du sexisme dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits, et elle suggérait de nouveaux mécanismes mettant l'accent sur le rôle des femmes en tant que protagonistes clés pour le maintien



© Menna Mosbah



© Menna Mosbah

de la paix dans les situations d'après-conflit. La recherche était incluse dans le rapport régional du Cadre sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité en Afrique 2024 sous les cinq priorités clés de la Résolution 2250 de Conseil de sécurité des Nations Unies. En outre, la ligue YEFL l'a présenté lors de la consultation sur l'étude en Tunisie, et sa validation à Accra, au Ghana. En 2019, je suis devenue membre d'AMENDS. Réseau du Moyen-Orient dédié au dialogue, AMENDS est une initiative de l'Université de Stanford visant à rassembler de jeunes agents de changement prometteurs du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et des États-Unis pour leur permettre d'échanger. Mon expérience avec AMENDS a commencé en juin 2019 en Tunisie où j'ai présenté un prototype de plateforme en ligne, WOMES, pour jeunes leaders femmes engagées pour la consolidation de la paix et une plus grande implication des femmes dans les prises de décisions au Moyen-Orient et en Afrique. WOMES, qui a été lancée lors de la conférence annuelle d'AMENDS à la Cité de la Culture en Tunisie, est une initiative numérique sexospécifique conçue comme nouvelle tactique visant à interconnecter les jeunes leaders femmes via le numérique. Pour cela, elle met à disposition diverses ressources en ligne, répond aux besoins en suspens des femmes et développe leur potentiel de leadership. Conjointement à l'approche à quatre volets de la RCSNU 1325, WOMES fournit trois catégories différentes de ressources en ligne : les bases de données, la documentation numérique et le renforcement des capacités.

En décembre 2019, j'ai présenté au nom de la ligue YEFL la plateforme WOMES dans le cadre de la réunion continentale de l'Union africaine à Nairobi, au Kenya, pour les Organisations de la société civile (OSC) africaines dirigées par des femmes, qui agissent pour la sécurité et la paix au niveau des plans d'action nationaux prévus par la RCSNU 1325. Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la

Paix (WANEP) a organisé une réunion en partenariat avec le Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC). L'objectif était d'élaborer une feuille de route pour l'engagement des OSC dans la promotion du programme Femmes, paix et sécurité via des mécanismes existants au sein de l'Union africaine. Nous en avons étudié les lacunes, les gains et les défis, afin d'élaborer des critères de mise en œuvre des agendas dans l'ensemble du continent.

J'ai fait une présentation sur les objectifs de WOMES, décrivant notre vision et notre mission d'autonomiser les jeunes leaders femmes africaines qui agissent pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la plus grande implication des femmes dans les prises de décisions. En outre, la ligue YEFL a participé à l'élaboration de l'orientation future de la réunion en mettant en place des mécanismes pour assurer des consultations régulières sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité, en dressant la feuille de route définissant comment les plans d'action sur l'égalité des sexes, la paix et la sécurité peuvent tirer profit des OSC dans la promotion du programme Femmes, paix et sécurité.

Dans tout ce que je fais au niveau national, régional ou continental, je consacre mon activisme et mon énergie à l'autonomisation des jeunes femmes et au renforcement de leurs capacités potentielles, au développement de leurs compétences et à l'effort pour combler l'écart de leadership. Mon souhait est que les femmes autonomisées feront la même chose pour les autres dans les communautés locales et rurales. C'est là le thème principal qui permettra de réaliser notre rêve d'une planète d'égalité à 50:50. Notre position contre le sexisme est au cœur de notre engagement en faveur de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.

« Le futur appartient à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves » (Eleanor Roosevelt).



JOSEPHINE KAVIRA NZAIRA MALIMUKONO



Joséphine est militante pour les droits des femmes en République démocratique du Congo. Elle est membre, cofondatrice et directrice de la Ligue pour la Solidarité Congolaise et présidente du conseil d'administration du Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED) dans la province du Nord-Kivu.

Ma voix compte pour la paix et la sécurité en République démocratique du Congo (RDC) et en Afrique. Dans le cadre spécifique relatif à la paix et la sécurité, mon parcours a commencé en 1994 avec pour objectif de dialoguer avec les femmes et les filles qui avaient survécu au conflit, et de les aider à faire entendre leurs voix pour que nous puissions mettre fin au conflit armé en RDC. Une partie de mon approche consistait à documenter et à surveiller les problèmes de paix et de sécurité dans l'est du pays. Cela m'a permis de jouer un rôle dans la résolution du conflit conformément à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. J'ai été grandement encouragée par le fait que le Conseil de sécurité « demande instamment aux États Membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux » pour la paix.

En 1995, j'ai co-organisé l'action de l'organisation « Campagne pour la paix » dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC. Mon rôle était d'éduquer les femmes sur les rôles qu'elles peuvent jouer dans la promotion d'une culture de paix dans leurs communautés. J'ai créé un centre de formation et de documentation pour la paix dans le territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. Environ 1 830 femmes et filles sont passées par ce centre de formation à la paix. Dans le même temps, nous commençons à travailler à la documentation des graves violations des droits des femmes et d'autres problèmes de paix et de sécurité dans la province du Nord-Kivu. À ce jour, 75 rapports sur la situation des femmes et des enfants ont été établis et partagés avec les autorités locales. Tout au long de l'année 1996, j'ai poursuivi une stratégie consistant à organiser des réunions de documentation et à analyser les rapports sur les violations des droits des femmes, des filles et des enfants dans le contexte du conflit. Douze rapports d'analyse contextuelle ont été rédigés en vue des plaidoyers. En 1997, la guerre s'était intensifiée, en particulier à Goma, dans la province du Nord-

Kivu, où je me trouvais. L'Alliance rebelle des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) a occupé la province du Nord-Kivu et le seul moyen de communiquer avec l'extérieur passait par la rédaction de rapports. Avec d'autres femmes d'un collectif d'associations, j'ai écrit un rapport à la communauté internationale, aux Nations Unies et à l'Union africaine (alors Organisation de l'unité africaine, OUA) pour exiger le retour de la paix et de la sécurité. En mai 1997, les rebelles de l'AFDL, dirigés par Laurent-Désiré Kabila, ont pris Kinshasa, la capitale du Zaïre (aujourd'hui la RDC), forçant à l'exil le président Mobutu Sese Seko. Alors même que nous commençons à espérer la paix, une nouvelle lutte armée éclatait. J'ai poursuivi mes efforts de communication avec la communauté internationale, en soulevant la question du conflit dans l'est de la RDC et son impact sur les femmes et les enfants. En outre, une série de dix recommandations ont été formulées et adressées au groupe armé Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Je voulais déclencher une protestation générale face à la souffrance de ces femmes et filles. La paix a finalement été rétablie.

L'année 1998 a vu une nouvelle série de réunions sur l'insécurité et de demandes de paix. Chaque mois, je rassemblais des femmes afin d'effectuer une analyse du contexte et de plaider auprès des rebelles l'arrêt des combats. Chaque année, nous rédigeons douze rapports contextuels qui facilitaient notre communication avec les rebelles. J'étais au siège de la Ligue pour la Solidarité Congolaise (LSC) à Kiwanja, une ville de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. J'assistais à ces réunions avec Justine Kahindo, chef de zone de Kiwanja, Jacques Mukanda, et Mariette Nzaira, Kabughu Jeanine et Guilaine Kahambu comme assistantes psychosociales. Ces femmes étaient toujours là pour soutenir les actions et élaborer les rapports quotidiens. Elles sont encore à mes côtés aujourd'hui, soutenant nos initiatives de défense de la paix et de la sécurité pour la promotion des droits des femmes.



« Au fil des ans, je m'efforçais de mettre à profit mes efforts de documentation, de suivi et de plaidoyer pour venir à bout des pires situations. »

J'ai soutenu également le dialogue intercongolais, qui a conduit à la formation du gouvernement de transition après la signature de l'Accord global et inclusif de Pretoria, Afrique du Sud, le 16 décembre 2002. L'adhésion de la RDC à la RCSNU 1325 et l'arrivée de la MONUC (devenue la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ou MONUSCO) dans le pays ont été d'une grande importance pour la paix et la sécurité des femmes en RDC.

En 1999, j'ai collaboré avec des femmes comme Julienne Lusenge et Brigid Inder pour documenter la situation dans le pays. Il m'était difficile de travailler seule au niveau local sans avoir de soutien national ou international. Pour moi, il était important de travailler avec Julienne Lusenge, présidente de l'ONG Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral et directrice du Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC). Nous lui transmettions nos rapports de documentation pour agir au niveau national. En ce qui concerne

Brigid Inder, du Women's Initiative for Gender Justice (Initiatives des femmes pour une justice de genre), son plaidoyer nous a soutenues au niveau international. De telles collaborations sont des facteurs clés dans le cadre d'un travail pour la paix et la sécurité.

J'ai soutenu les efforts d'aide sociale développés avec la Concertation des collectifs d'associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM/GL).

Ici, ma stratégie était d'utiliser la RCSNU 1325 comme un outil de grande portée pour notre travail quotidien. J'ai jugé cela positif dans mon travail avec la Concertation des collectifs d'associations féminines de la région des Grands Lacs. Ainsi, pour tout projet et toute activité, conférence ou même célébration de journée internationale, je me réfère à la RCSNU 1325. J'en tire une grande force. Je continue à travailler avec les femmes et les filles qui veulent s'engager sur la voie de la paix et être éducatrices communautaires dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Lubero South, Nyiragongo, dans la province du Nord-Kivu. Au Centre de formation au maintien de la paix de Rutshuru, je suis à l'écoute des survivants du conflit et j'aide à réduire leurs traumatismes. Ce centre sert de maison de transit pour les survivantes de violences sexuelles et sexistes. Entre 2004 et 2008, il est venu en aide à 1 500 femmes.

En 2009, mon travail auprès de ces femmes et de ces filles m'avait permis de recueillir de très nombreux récits pour documenter des dossiers. J'ai donc pu présenter des preuves à la Cour pénale internationale, incluant des photographies des crimes et des témoignages



de femmes et de filles. En 2012, j'ai travaillé avec l'organisation Women's Initiative for Gender Justice et d'autres partenaires, dont WITNESS, pour coproduire le film « Nos voix comptent ». La collecte des données a été effectuée sur le terrain à Rutshuru, Masisi, Lubero et Beni, territoires de la province du Nord-Kivu, dans le but de recueillir des témoignages de femmes et de filles victimes du conflit et de mener des actions de plaidoyer. Le film a été vu par plus de 15 000 personnes.

Depuis 2013, tous les ans, au mois de mars, j'ai organisé des séances de plaidoyer auprès de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) à New York, pour exposer la situation des femmes à des partenaires techniques susceptibles de servir d'intermédiaires et de plaider pour la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité en RDC. Chaque année, des améliorations sont notables dans les rapports de situation.

Le 15 mai 2015, j'ai mené deux missions de plaidoyer à Kinshasa pour rencontrer Jeanine Mabunda, qui allait être la première femme nommée à la tête de l'Assemblée nationale de la RDC en 2019. Elle était alors Représentante spéciale du Chef de l'État dans la lutte contre les violences sexuelles et les enfants soldats. Ces missions ont été couronnées de succès et ont conduit à la visite par Jeanine Mabunda du Centre de transit du territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. De 2015 à nos jours, dans le cadre de la campagne mondiale « 16 jours d'activisme », j'ai lancé des activités dans le but d'encourager les femmes et les filles, ainsi que la communauté locale au sens large, à lutter contre la violence

sexiste. Lors des 16 jours d'activisme en 2019, j'ai plaidé pour que le gouvernement provincial ferme 54 maisons dans toute la province où plus de 350 filles sont victimes d'abus sexuels.

De 2015 à 2018, je me suis impliquée dans le mouvement des femmes, notamment avec la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW), la Résolution 1325 et l'Objectif de développement durable 5. Notre but était de sensibiliser les gens à la participation des femmes, des filles et de la communauté au sens large aux efforts pour la paix. Figure de proue du mouvement « Rien sans les femmes », qui visait à encourager la participation des femmes aux élections et aux processus électoraux, j'ai réussi à sensibiliser les consciences et à obtenir le soutien de plus de 7 500 personnes et 150 organisations pour le mouvement.

Au fil des ans, je m'efforçais de mettre à profit mes efforts de documentation, de suivi et de plaidoyer pour venir à bout des pires situations. J'ai surmonté de nombreuses difficultés en cours de route, mais je crois que nous arriverons bientôt à une paix durable, surtout si les femmes sont suffisamment représentées dans les organes de décision. Il ne fait aucun doute que le chemin est encore long. Néanmoins, je suis fière d'avoir contribué à promouvoir la paix et la sécurité en RDC. Les femmes ont le droit et le devoir d'apporter une contribution positive à la paix, à la sécurité et à la démocratie. La paix ne peut être durable qu'en incluant la participation des femmes et en prenant en compte leurs besoins spécifiques.

ELIZA MARIA TAVARES PINTO



Eliza est militante de la société civile et présidente intérimaire du Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO Antenne Guinée-Bissau (REMPSECAO-GB). Elle compte parmi les membres fondateurs du Réseau des Femmes Professionnelles du secteur Maritime et Portuaire de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Après une période turbulente de conflits politiques armés en 1998 et 1999 et le coup d'État de 2003, la population de la Guinée-Bissau avait besoin du rétablissement de la paix et d'une réconciliation. En réponse, le Bureau de la Première Dame Rosa Robalo a créé des clubs de paix dans les écoles, appelés *Crianças Exercito da Paz* (Armée des enfants pour la paix). En tant que première assistante du Bureau de la Première Dame, j'ai développé des programmes de sensibilisation pour apporter des messages de paix aux écoles et aux communautés. Mon but était de changer les comportements et les mentalités, et de développer une culture de paix et de non-violence. Nous voulions également aider les enfants à avoir moins peur des soldats.

À la fin de chaque intervention avec une école ou une communauté, un club de paix était créé pour les enfants. En juin 2004, j'ai coordonné une rencontre des clubs pour quinze jours d'interaction, que nous avons appelée « Les quinze jours des enfants pour la paix ». Des tentes ont été dressées sur la Place des Héros Nationaux à Bissau, la capitale, chacune associée à un thème différent lié à la promotion de la paix. Les tentes étaient ouvertes toute la journée et proposaient des activités culturelles et récréatives allant de conférences et projections de films à la signature du livre de la paix. En fin de journée, des personnes invitées par le cabinet et la Première Dame elle-même prononçaient des allocutions. Après ces célébrations, j'ai eu le sentiment que de nombreux adolescents et jeunes enfants avaient été inspirés et étaient désormais en mesure d'adopter de nouveaux comportements sociaux. J'avais bon espoir que les voix des enfants pourraient influencer le comportement des protagonistes du conflit et de l'instabilité. La confiance que j'accordais aux allocutions publiques en a été renforcée et j'ai poursuivi ma mission visant à contribuer au bien-être social de mon pays.

Le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (acronyme portugais : REMPSECAO-GB) a été lancé en 2009. Le comité qui a organisé cette inauguration comprenait le lieutenant-

colonel Cadi Seidi, la journaliste Fernanda Pinto Cardoso et Helena Saide, une représentante du Ministère de la Condition féminine. En raison de mon expérience dans la promotion de la participation des femmes aux prises de décision, j'ai été invitée à contribuer en tant qu'activiste volontaire pour la paix. C'est ainsi que j'ai commencé à collaborer avec le Réseau. L'instabilité en Guinée-Bissau nous a empêché jusqu'en 2013 de tenir la première Assemblée générale constituante du réseau. En raison des conflits politico-militaires successifs, nous avons commencé notre intervention par une mission de sensibilisation dans les casernes, sous la coordination du lieutenant-colonel Cadi Seidi. Ces réunions étaient l'occasion de réfléchir à des solutions durables qui permettraient de ramener l'ordre constitutionnel dans le pays. Les discussions dans les casernes portaient sur le rôle des forces armées dans la promotion et le maintien de la paix, et les femmes présentes dans les forces armées et la police bénéficiaient de formations sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ma participation active et effective au Réseau REMPSECAO-GB a commencé après l'Assemblée générale de 2013, lorsque j'ai été élue Directrice administrative et financière. Cela a coïncidé avec une autre période très troublée dans le pays à la suite du coup d'État militaire du 12 avril 2012. Dès lors, le Réseau a commencé à intervenir sur le terrain en essayant de promouvoir le dialogue entre le régime militaire de transition et les politiciens pour la préparation des élections. De 2014 à 2017, lorsque le président du Réseau, Cadi Seidi, a été nommé ministre de la Défense nationale, j'ai temporairement pris la présidence du Réseau. En 2018, j'ai été reconduite dans mes fonctions lors de l'Assemblée générale du Réseau. Pendant cette période, notre objectif principal était de promouvoir une paix durable en Guinée-Bissau et de mettre en œuvre des initiatives pour promouvoir les droits de l'homme et la participation des femmes aux prises de décisions.



En 2014, le gouvernement nouvellement élu a rédigé et approuvé un programme de développement pour faciliter la paix et la stabilité. Cela a constitué un tournant dans l'histoire de la Guinée-Bissau et il était juste que le Réseau y contribue en promouvant des débats et des dialogues communautaires sur l'éducation pour établir une culture de la paix, et en faisant connaître le programme de développement du gouvernement. La fréquentation scolaire des enfants défavorisés a augmenté et nous avons noté une réduction des conflits communautaires et le règlement de certains conflits par consensus, sans recours judiciaire.

J'ai dirigé les opérations du Réseau REMPSECAO-GB quasiment sans ressources financières, en utilisant mon domicile comme base. J'étais honorée de pouvoir contribuer, surtout compte tenu de mes progrès depuis que j'occupais la présidence du Réseau. J'étais préoccupée par la situation instable du pays causée par des violations des droits humains fondamentaux. Ainsi, il était naturel pour moi de promouvoir et de partager des initiatives d'intervention d'urgence pour aider à maintenir un climat pacifique stable. Grâce à notre partenariat avec le ministère de l'intérieur, nous avons identifié des zones de la capitale et au-delà sensibles aux conflits et nous avons travaillé en étroite collaboration avec les communautés pour y mener des activités de consolidation de la paix.

Pendant le conflit politique et institutionnel de la neuvième législature, qui a commencé avec la chute du gouvernement en 2015, et après plusieurs tentatives infructueuses pour trouver des solutions internes, j'ai demandé le soutien et l'intervention de l'Institut Gorée, basé à Dakar, au Sénégal. Nous avons besoin de leur aide pour renforcer la capacité des organisations de la société civile dans la prévention et la résolution des conflits, et pour rechercher des stratégies d'intervention. L'une des interventions que nous avons menées pendant la période électorale visait à promouvoir le dialogue entre la Commission électorale nationale (CNE) et quatre candidats présidentiels, afin de résoudre une situation de blocage entre eux.

Mes années d'expérience en faveur de la paix et la sécurité en Afrique m'ont convaincue qu'il faut donner la priorité à la réconciliation au sein de notre société. Ce doit être une réconciliation ancrée dans l'unité. En effet, aucune alternative ne permettra d'établir un développement économique durable si nous n'apaisons pas les esprits des blessés et si nous n'essuyons pas les larmes des gens en deuil.

« Mes années d'expérience en faveur de la paix et la sécurité en Afrique m'ont convaincue qu'il faut donner la priorité à la réconciliation au sein de notre société. »

La paix est plus que le silence des armes. Elle commence par la justice et réside dans la dignité de chaque être humain. En période de troubles, nous devons rester fidèles aux valeurs fondamentales de la paix. Nous travaillons à renforcer une culture de paix et de non-violence par le dialogue et la promotion de la réconciliation. Nous habitons les jeunes, filles et garçons, à changer leurs comportements et leurs attitudes et à agir pacifiquement. Le temps est venu pour les criminels et les auteurs de violations des droits fondamentaux des femmes d'effectuer une auto-évaluation et une auto-critique de leurs comportements et de ce qu'ils en ont retiré. Toutefois, le contexte d'instabilité politique a fait obstacle à l'adoption et à la mise en œuvre de règles et de procédures publiques s'attaquant aux contraintes qui empêchent les femmes de jouir pleinement de leurs droits humains, notamment de leurs droits civiques.

De plus, les processus d'émancipation et d'autonomisation sociopolitique des femmes en Guinée-Bissau constituent un défi en matière de justice et de solidarité sociale. Il s'agit d'un enjeu mondial que nous devons tous relever, en articulant nos structures et nos synergies, afin de bâtir un espace communautaire solidaire et équitable.



© Kadidja Pinto Monteiro



© Kadidja Pinto Monteiro



© Kadidja Pinto Monteiro

« L'un des changements les plus remarquables en cours en Afrique comble visiblement le vide laissé par une génération beaucoup plus ancienne de femmes actives qui œuvraient en accord avec les valeurs de la paix et du développement en faisant preuve d'un dévouement, d'un courage et d'une force extraordinaires. La mise en œuvre du projet d'autonomisation des femmes nous engage à vie. La participation active des femmes aux élections et aux structures de gouvernance renforce encore la démocratie. »

Brigalia Bam
Ancienne présidente,
Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud

*Deuxième tour de l'élection présidentielle
en République de Guinée-Bissau le
29 décembre 2019
© Photo UA / Gamal Ahmed Karrar*







HAJER SHARIEF



Hajer est cofondatrice de l'organisation « Together we build it » et membre du groupe des champions/ionnes d'ONU Femmes pour le programme Femmes, paix et sécurité. Elle a reçu le Prix étudiant de la paix en 2017 et a été incluse dans la liste des favoris pour le prix Nobel de la paix 2019 par le directeur du Peace Research Institute Oslo (PRIO), Henrik Urdal.

J'ai survécu à la guerre !

À 16 ans, j'ai décidé d'étudier la médecine et de devenir médecin. Maintenant, je reconnais que ce n'était pas tant la médecine qui me fascinait que l'impact qu'un médecin peut avoir sur la vie des gens. Qu'existe-t-il de plus gratifiant que de sauver la vie de quelqu'un ? Après le lycée en 2010, j'ai étudié la médecine pendant deux ans, puis la guerre civile libyenne a éclaté en 2011. Avant de vivre la guerre, les conflits violents et les guerres étaient pour moi comme des catastrophes naturelles qui frappaient d'autres pays, pas le mien. Mon pays a été frappé et la reconstruction reste pour nous un long chemin à parcourir. J'habitais près de l'hôpital central de ma ville au moment où la guerre a éclaté. De nombreux membres du personnel hospitalier ne pouvaient pas accéder à l'hôpital en raison du conflit armé dans les rues. Je me suis portée volontaire, saisissant l'occasion de pratiquer ma passion d'aider les autres.

Certes, j'étais enthousiaste à l'idée d'une révolution, mais lorsque les manifestations pacifiques du début ont pris la forme de conflits sanglants, je n'avais plus aucun repère pour comprendre les conséquences de l'usage de la violence comme moyen de libération. Aujourd'hui, je comprends que rien ne peut justifier le recours à la violence et qu'une grande majorité de personnes ne veulent pas vraiment la guerre.

Pendant plusieurs mois de révolution armée, nous avons été témoins de la perte de vies humaines. Mon premier jour de bénévolat à l'hôpital m'a fait découvrir une réalité bien différente de la guerre. Le premier patient qui m'a été confié était un homme de près de 80 ans. Il était tombé dans le coma après avoir été blessé par des éclats d'obus lors d'une frappe aérienne, alors qu'il se rendait à l'épicerie. Comment une occupation si banale pouvait-elle être si dangereuse ? Il est mort quelques jours plus tard. Je me souviens encore des lamentations de son fils : « Qu'est-ce que mon

père leur avait fait, à eux ? » Je me tenais devant lui, envahie par un sentiment de honte et d'extrême tristesse. Je ne pouvais pas dormir cette nuit-là et je pensais : « suis-je l'un d'eux ? », « que voulait-il dire par eux ? », « qui sont-ils ? » Des questions que je me pose encore aujourd'hui, car j'ai parfois l'impression qu'être silencieux et ne pas s'opposer à la guerre et à la violence donne du pouvoir aux quelques voix et individus qui décident de partir en guerre au nom de leur nation. Encore aujourd'hui, je me demande si je suis coupable de ne pas m'être opposée à la guerre et à la violence lorsque tout a commencé en 2011.

Je ne suis pas devenue médecin. Au lieu de cela, j'ai étudié le droit à l'Université de Tripoli en Libye et je suis devenue une militante pour la paix. J'ai étudié le droit parce que je croyais fermement en une approche pacifique et fondée sur la justice pour résoudre le conflit. Je voulais mieux comprendre comment les gens peuvent acquérir des droits et comment les aider à protéger ces droits. Après mon travail à l'hôpital, j'ai réalisé que mon pays bénéficiait d'une grande opportunité de devenir civique et démocratique, ce qui signifiait qu'il était temps de prendre au sérieux les droits de l'homme de tous les citoyens libyens. Ce fut un déclic, et je me suis découverte une nouvelle passion pour la consolidation de la paix. J'ai cofondé une organisation appelée « Together We Build It », une ONG locale visant à autonomiser les femmes et les jeunes afin de promouvoir la consolidation de la paix, et à plaider pour leur participation aux processus de paix officiels et officieux.

Vouloir contribuer à la consolidation de la paix est une chose, mais savoir comment, en est une autre. Aucun d'entre nous à « Together We Build It » n'avait la moindre expérience ni connaissance des problématiques liées à la consolidation de la paix. Nous comptions simplement sur notre espoir, notre courage et notre engagement pour agir. Nous avons compris la valeur et le pouvoir que représentaient l'enseignement des femmes et des jeunes que nous cherchions à autonomiser. Mais plus important encore, l'importance

« J'ai dû vivre et survivre à une guerre violente pour comprendre la facilité avec laquelle les choses peuvent déborder et, en tant que survivante, je me sens investie d'une mission et d'une responsabilité d'être implacable dans la promotion de la paix et l'éradication de la violence. »

d'exercer ce pouvoir pour contribuer à la transformation positive de leur communauté et de leur pays. Nous l'avons fait en renforçant la capacité de différents groupes à mener des initiatives de consolidation de la paix dans leurs communautés respectives et en leur offrant des opportunités de plaider aux niveaux national et international pour transmettre aux différentes parties prenantes leur point de vue et leur opinion sur la consolidation de la paix en Libye.

Co-fonder ma propre organisation m'a aidé à progresser personnellement et professionnellement. De nombreux événements se sont produits pendant que je travaillais avec l'organisation et j'en ai tiré d'importantes leçons sur la paix et la sécurité. L'une de ces leçons est que la plupart des gens sont disposés à agir pour la consolidation de la paix si l'occasion leur en est donnée, et qu'indépendamment de leur perte et de leur douleur, ils essaieront de mettre fin à la guerre. Un événement m'a touché en 2014 lors des élections des représentants à l'Assemblée constituante. J'étais dans un bureau de vote à superviser le déroulement des élections avec une organisation. Une famille venue pour voter a apporté un gâteau. Sur le glaçage du gâteau, il était écrit quelque chose comme « De la part de la famille d'un martyr, ne nous décevez pas ». La famille avait perdu son fils pendant la guerre de 2011. Les voir célébrer une élection pacifique en commémorant le sacrifice de leur fils pour son pays m'a fait réaliser que la lutte pour la paix et la démocratie ne s'arrête jamais, quelles que soient la douleur et les pertes endurées.

En 2016, j'ai eu le privilège de rencontrer le regretté Kofi Annan. J'ai travaillé avec lui sur un plaidoyer pour la promotion du rôle des jeunes pour la paix et la sécurité dans le cadre de l'initiative Extremely Together. M. Annan m'a appris l'importance des partenariats intergénérationnels pour la consolidation de la paix. Exclure des gens ne peint qu'un portrait partiel de la paix ! Nos efforts ont permis de toucher des milliers de jeunes partout dans le monde pour les encourager à endosser un rôle actif pour la paix

et la sécurité et à atteindre les plus hautes sphères décisionnelles diplomatiques et politiques pour amplifier la voix des jeunes femmes en faveur de la paix et de la sécurité.

En août 2016, j'ai été nommée membre du groupe consultatif sur l'étude mondiale sur les jeunes, la paix et la sécurité mandatée par la RCSNU 2250 (2015). Faire partie de ce groupe consultatif a été un honneur et un privilège, car cela m'a donné l'occasion de contribuer à l'élaboration du programme et de la feuille de route sur les jeunes, la paix et la sécurité. En outre, ce fut une occasion unique de renforcer les synergies et les intersections entre les femmes, la paix et la sécurité et les jeunes, la paix et la sécurité. Un sujet qui me tenait à cœur !

L'instabilité en Libye a marqué un autre moment sombre de ma vie. Nous avons élu un nouveau parlement en Libye et j'étais extrêmement heureuse de voir le processus démocratique aller de l'avant, malgré toutes les déficiences politiques. Cependant, le conflit en Libye m'a fait perdre espoir en sonnant le glas d'une transition démocratique pacifique et en entraînant inexorablement le pays vers une guerre civile de longue durée. Des hommes armés ont assassiné en 2014 Tawfik Bensaoud, un jeune militant pour la paix et ami, ce fut une nouvelle page sombre pour moi. Tawfik m'avait contactée juste avant sa mort pour me demander de co-écrire avec lui un article sur la consolidation de la paix en Libye. Il devait se concentrer sur le rôle que les jeunes peuvent jouer dans la consolidation de la paix dans le pays, tandis que je me concentrerais sur le rôle possible des femmes. Nous n'avons pas écrit notre article, mais j'espère que mon histoire inspirera d'autres personnes à devenir des artisans de la paix et à appeler collectivement au rétablissement et à la consolidation de la paix en place et lieu du conflit violent. J'ai dû vivre et survivre à une guerre violente pour comprendre la facilité avec laquelle les choses peuvent déborder et, en tant que survivante, je me sens investie d'une mission et d'une responsabilité d'être implacable dans la promotion de la paix et l'éradication de la violence.



© Hajer Sharief



© Hajer Sharief



© Hajer Sharief

Non à la destruction des institutions publiques

MOTHERS FOR PEACE



Mères pour la paix est un réseau de femmes éthiopiennes, dont les membres proviennent de toutes les régions du pays. Elles utilisent des approches traditionnelles en faveur du rétablissement de la paix et du dialogue. Les Mères pour la paix agissent dans toute l'Éthiopie et mobilisent principalement les jeunes et les étudiants comme médiateurs pour résoudre les conflits.

Le réseau Mères pour la paix a été conceptualisé lors d'un événement de la campagne nationale organisé par le ministère éthiopien des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse sous le thème « ጅግኒት » ou « Jegnit » le 4 novembre 2018. Jegnit est un mot amharique qui symbolise la bravoure, ici la bravoure des femmes. Le programme Jegnit est un plaidoyer pour que les femmes contribuent à bâtir une paix durable. Certaines d'entre nous se connaissaient déjà avant la réunion, mais cet événement a vraiment été le catalyseur qui nous a soudées. Nous sommes restées en contact et après deux mois de communication, l'organisation Mothers for Peace a été instaurée avec le slogan « Les mères sont un symbole de paix ». Nous avons trois contributrices – Genet Assefa, Abeba Tegegn et Yodit Tesfaye – qui ont servi de points de contact.

Nous étions impatientes de travailler ensemble pour la paix et la sécurité dans le pays en promouvant l'unité entre les peuples. Nous venons des neuf régions et des deux administrations municipales d'Éthiopie.

Notre première priorité a été de nous organiser. Au tout début de notre parcours, nous avons convenu de rencontrer des groupes spécifiques dans les communautés, y compris les chefs religieux, les anciens, les femmes, les jeunes, les étudiants universitaires et les leaders régionaux, entre autres. Pour faciliter notre mission, le ministère de la Paix et le ministère des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse nous ont adressé une lettre de soutien. Nous sommes d'abord allées à Bahir Dar, la capitale de la région d'Amhara au nord de l'Éthiopie. Il était plus commode sur le plan logistique de commencer par cette ville. De plus, quelques mois auparavant, la région avait connu des affrontements ethniques meurtriers. À Bahir Dar, nous avons rencontré le Président de la région et lui avons remis notre bannière pour la paix afin de convaincre les dirigeants de s'engager pour la paix. Notre bannière est de couleur blanche et une colombe est représentée en son centre accompagnée de « ሰላም », mot d'origine amharique, l'une des langues locales, qui

signifie « paix ». Nous avons eu la chance de nous y rendre à un moment où plusieurs autres réunions se tenaient avec des femmes et des jeunes de la ville. Cela nous a donné l'occasion de partager notre message de paix. Certaines de ces réunions avaient réuni des jeunes de tout le pays. Le ministère de la Culture et du Tourisme avait également organisé une rencontre entre les chefs religieux.

Notre première intervention sur le conflit a eu lieu à l'Université d'Assosa, située à Assosa, la capitale de la région de Benishangul-Gumuz, dans l'ouest de l'Éthiopie. La ville était en conflit et celui-ci s'était propagé au campus universitaire. Des rapports faisaient même état de décès. En arrivant à l'université, nous avons constaté que les étudiants étaient allés jusqu'à délimiter des territoires dans la résidence étudiante en fonction des origines ethniques. Les étudiants ne s'asseyaient même pas ensemble pour manger dans le réfectoire universitaire. Nous avons rencontré l'administration de l'Université et leur avons demandé de convoquer les étudiants. Notre objectif était de faire comprendre à ces jeunes comment, en tant que mères, nous ressentions le conflit et la division ethnique. Nous voulions qu'ils sachent la valeur que nous attachions à leur vie et leur rappeler que leurs propres mères avaient travaillé dur pour les amener là où ils se trouvaient. Nous nous sommes agenouillées et les avons suppliés de se réconcilier et de vivre en paix. L'appel que nous lançons souvent dans ce type de rassemblement se traduit comme suit : « Par le sein qui t'a nourri et le dos qui t'a porté, fais la paix parce que tu es précieux pour chacune de nous ». Une mère a besoin de toi pour que tu prennes soin d'elle quand elle sera vieille, et de quelqu'un pour hériter du fruit de son travail, aussi maigre soit-il. Et donc, nous nous sommes agenouillées devant les étudiants. Accablés et choqués par ce geste, certains étudiants sont rapidement venus jusqu'à nous, en larmes, nous demandant de nous lever, car une mère ne devrait jamais avoir à s'agenouiller devant son enfant. Frappés par le remords d'avoir brisé le cœur d'une mère, ils ont pleuré avec nous et se sont engagés à changer. Ils ont promis de mettre fin au conflit et de rétablir la paix entre eux.



Les Mères pour la paix dans la région d'Amhara, dans la partie nord de l'Éthiopie, tiennent leur bannière de la paix ainsi que le drapeau national de l'Éthiopie pendant qu'elles chantent leur chanson, vecteur de messages de paix.
© Mères pour la paix



« Par le sein qui t'a nourri et le dos qui t'a porté, fais la paix parce que tu es précieuse pour chacune de nous. »

Des représentantes des Mères pour la paix parlent des activités que le groupe a entreprises dans toute l'Éthiopie pour diffuser des messages de paix et de réconciliation

© CEA / Abraham Tameru

Depuis la création de notre réseau, nous avons rencontré des représentants du gouvernement, des chefs religieux, des étudiants universitaires et des jeunes dans les communautés que nous avons visitées. Chaque fois, nous avons adopté la stratégie d'engagement que nous avons utilisée à l'Université Assosa. Avec les autorités gouvernementales, nous avons rencontré des dirigeants et tenu un dialogue sur les efforts de paix à mener dans les régions concernées, tout en encourageant une plus grande sensibilisation des populations au niveau local pour mieux comprendre les sources de conflit et trouver ensemble des solutions. Dans ces conversations, nous avons également plaidé pour le droit à la paix. Devant les chefs religieux, nous les avons implorés d'intervenir dans les conflits communautaires et d'utiliser leur influence pour rétablir la paix.

Lors d'une visite à l'Université d'Adama, dans l'État régional d'Oromia en Éthiopie, nous avons découvert que les étudiants boycottaient les cours depuis dix jours. La situation était différente de celle d'Assosa. Ici, au début, nous avons des difficultés à capter l'attention des étudiants, alors nous avons porté haut et fort notre bannière pour la paix sur le campus en scandant nos poèmes. Au début, les étudiants nous ignoraient parce qu'ils pensaient que nous avions été envoyées par le gouvernement. Finalement, après les avoir convaincus de notre mission, nous avons passé toute une après-midi avec eux. Nous nous sommes assises avec eux et avons essayé de comprendre leurs doléances. Nous les avons fait suivre à la direction de l'Université. Nous avons veillé à ce que les autorités universitaires tiennent leurs promesses envers les étudiants. Deux jours plus tard, les cours reprenaient normalement. À la fin, les étudiants se sont réconciliés avec l'administration de l'Université. Les étudiants ont élaboré une bannière comme marque d'appréciation de notre intervention, portant le message « nous apprécions nos mères ». Dans une autre université de la région Somali d'Éthiopie, nous sommes intervenues dans un conflit ultérieur impliquant le président de la région. Celui-ci s'est joint à nous et s'est mis à genoux pour implorer les étudiants de mettre fin à la violence. Avant notre visite, la région avait connu un conflit basé sur les appartenances religieuses. Des églises avaient été incendiées, des habitants avaient été forcés de quitter leur domicile et d'autres avaient même perdu la vie.

Nous avons pu réunir des chefs religieux des confessions chrétienne et musulmane pour dialoguer. Grâce à notre intervention, la paix a prévalu sur le campus universitaire. Cependant, quelques jours après notre départ, le conflit a repris entre les étudiants. Le président de la région, que nous avons rencontré lors de notre venue, a suivi notre approche et s'est rendu à l'université. Là, il s'est agenouillé devant les étudiants et leur a rappelé les conversations qu'ils avaient eues avec nous, les Mères pour la paix, quelques jours auparavant. Le conflit a rapidement pris fin et les étudiants ont repris leurs études.

Gambella est une autre région que nous avons visitée, dans l'ouest de l'Éthiopie. Au moment où nous sommes arrivées, des tensions visibles secouaient la ville alors que le président de la région n'avait pris ses fonctions que depuis peu. Le président nous a dit qu'il y avait à peine eu une nuit de calme au cours des 32 jours qui avaient suivi sa prise de fonctions. Il espérait que la paix pourrait être rétablie. Comme par miracle, il a plu le lendemain de nos discussions avec les parties en conflit. On nous a dit que la pluie était d'habitude plutôt rare en cette période. Dans nos cœurs, nous savions que c'était là un signe de Dieu et qu'il nous accompagnait sur ce chemin pour la paix.

Pour toucher les jeunes, nous avons travaillé avec des représentants du gouvernement pour rassembler les jeunes Éthiopiens dans des stades afin de rétablir le dialogue et de délivrer nos messages de paix. Nous partageons les effets négatifs de la violence et promovons l'éducation aux médias en conseillant aux jeunes d'analyser ce qu'ils entendent et voient sur les réseaux sociaux avant de rejoindre des actions violentes et des combats. Dans de nombreux cas, nous avons dû nous agenouiller devant des dirigeants, des jeunes et des étudiants, afin de les implorer d'entendre notre message de paix. Dans notre culture, il est de notoriété publique que les mères ne s'agenouillent qu'à deux occasions : pendant l'accouchement et pendant la prière. Nous avons ajouté une troisième raison : pour supplier nos enfants d'accepter la paix. Nous constatons qu'avant même d'être toutes à genoux, ils accourent vers nous et nous supplient d'arrêter. C'est une expérience émotionnelle intense. Ils sont souvent en état de



Les Mères pour la paix ont partagé leur histoire de la construction de la paix au sein des communautés de leur pays lors d'une réunion tenue avec des leaders femmes des Nations Unies et de l'UA lors d'une mission de solidarité conjointe ONU-UA centrée sur la Corne de l'Afrique en octobre 2019. Sur cette photo, les Mères pour la paix posent pour une photo peu après la rencontre avec la Vice-secrétairerie générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, l'Envoyée spéciale de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies auprès de l'Union africaine, Hanna Tetteh, l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès des Nations Unies, Fatima Kyari Mohammed, et l'Envoyée de la jeunesse de l'UA, Aya Chebbi. © CEA / Abraham Tameru

choc. Nous nous agenouillons et restons dans cette position jusqu'à ce qu'il nous soulèvent du sol. Cela ne dure jamais longtemps et cela déclenche toujours beaucoup de pleurs. Mais ça marche !

Nous avons également eu des conversations avec d'autres mères pour parler de la paix et de la manière d'élever les enfants dans le respect de la morale et la compréhension de la paix. Grâce à ces interventions, une diminution notable de la violence a été relevée dans les universités où nous sommes allées. À Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, les affrontements entre supporters de football sont fréquents lors des matchs. Nous sommes intervenues lors des derniers matchs. Une fois, nous avons été invitées par la ministre de la Paix à délivrer nos messages de paix sur le terrain. La ministre elle-même et d'autres représentants du gouvernement se sont joints à nous dans cette entreprise.

Notre message est simple : « la paix est la base de tout, personne ne doit blesser une autre personne, et une mère ne devrait pas avoir à pleurer la perte de son enfant ». Nous avons également ajouté que chacun devrait assumer la responsabilité de la croissance de son pays, de l'unité du peuple et de la préservation de son pays contre la destruction que les conflits peuvent entraîner. Nous encourageons les parties en conflit à prendre un engagement solennel sous le drapeau éthiopien et notre bannière pour la paix, qui sont tous deux remis aux représentants du gouvernement et aux présidents de régions en tant que symbole de paix. En retour, nous acceptons leur promesse et nous nous engageons à aller dans les communautés pour comprendre les problèmes et travailler à leur résolution pour assurer la paix.

Ces succès ont un prix et sont accompagnés de nombreux défis auxquels nous devons faire face. Nous avons dû nous rendre dans des zones où la sécurité était fragile et nous nous sommes souvent retrouvées dans des situations de conflit. Nous avons aussi reçu des menaces via des plateformes de médias sociaux et on nous a dit de ne pas aller dans certaines régions. Avec le temps, nous avons appris que les gens ne sont généralement pas le problème, mais certaines influences peuvent mener au conflit. Souvent, lors de nos visites, nous étions associées à tort à la politique et le plus difficile était de convaincre que nous agissions de notre propre chef, de notre propre volonté. Certains leaders régionaux refusaient parfois de nous parler, nous faisant attendre des heures, voire des jours, avant d'accepter finalement de dialoguer – parfois seulement pour nous dire qu'ils n'avaient pas besoin de nous. La plupart d'entre nous devons laisser nos enfants, nos familles et nos vies derrière nous pour diffuser notre message de paix.

Dans la mesure où nous, les Mères pour la paix, promovons activement une résolution pacifique du conflit en Éthiopie, il a été difficile de bénéficier d'une couverture médiatique. Nous pensons que cela aurait permis de diffuser nos messages à plus de gens. Nous comptons poursuivre notre voyage et couvrir la totalité de l'Éthiopie et, à long terme, dépasser même les frontières de notre pays afin de plaider pour la paix – pour l'Éthiopie et pour l'Afrique.



PLATEFORME DES FEMMES LIBYENNES POUR LA PAIX



La Plateforme des femmes libyennes pour la paix est un mouvement qui promeut activement la démocratie inclusive et la paix en Libye, en mettant l'accent sur la participation et l'autonomisation des femmes. Le groupe renforce les capacités des individus et des organisations, et favorise des partenariats stratégiques avec les institutions. Sa campagne pour une loi électorale inclusive en Libye a permis aux femmes de remporter 16,5 % des sièges au premier Congrès national élu en 52 ans.

Plus de trente-cinq femmes de villes et d'horizons différents ont lancé la Plateforme des femmes libyennes pour la paix (LWPP) en octobre 2011 pour veiller à ce que les femmes jouent un rôle essentiel dans la Libye de l'après-Kadhafi. Pour cela, nous mettons l'accent sur les transitions inclusives, les droits des femmes, le leadership des jeunes, le progrès et la sécurité liés à la participation politique et économique des femmes et à la réforme constitutionnelle. Notre expérience est vaste et englobe la formation de groupes d'appui, la mobilisation, l'organisation et la gestion de réseaux, ainsi que des activités de plaidoyer et de lobbying efficaces dans les domaines du leadership politique et de la participation des femmes.

Convaincues que « *l'autonomisation réelle des femmes passe nécessairement par la perte de pouvoir des seigneurs de guerre* », notre objectif est de plaider pour la protection et la participation effective des femmes, ainsi que pour la fin de l'impunité des seigneurs de guerre. Sécuriser la volonté politique s'avère difficile et, fortes de ce constat, nous avons lancé des campagnes de plaidoyer et mis en œuvre des projets centrés sur la démilitarisation. Nous avons organisé les premières réunions de consultation sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés. Nous avons uni nos forces avec de nombreux jeunes leaders et mobilisé des acteurs sociaux contre la militarisation qui sévissait dans la société libyenne. Cela nous a mis en grand danger et a entraîné la perte tragique de plusieurs membres et affiliés de la LWPP. Cinq hommes armés ont assassiné Salwa Bugaighis, cofondatrice de la LWPP, à son domicile le 25 juin 2014. Jusqu'à sa dernière heure, Salwa mobilisait les gens pour qu'ils participent pacifiquement au processus démocratique en votant pour assurer un transfert pacifique du pouvoir. Personne n'a été tenu responsable de cet assassinat, car aucune enquête indépendante n'a été menée.

La participation des organisations de la société civile (OSC) aux négociations de paix et au dialogue national en Libye, en particulier

des femmes et des jeunes, reste limitée et quasiment non existante. Ce défi a conduit les OSC à adapter une approche nouvelle axée sur le renforcement de la coopération de la société civile dans toute la Libye, et à cibler horizontalement une approche de renforcement de la confiance sur le terrain. Le cœur de notre cadre de travail à la LWPP repose sur le principe selon lequel de tels niveaux de coopération entre les OSC et les communautés locales sont essentiels pour repositionner les deux verticalement avec les forces politiques en Libye. Cela ouvrirait l'espace pour une participation directe plus proactive au processus de consolidation de la paix et de consolidation de l'État en Libye. Pour nous, la confiance de la communauté est essentielle pour renforcer le rôle des OSC en tant qu'acteurs du changement en Libye.

Au cours des neuf dernières années, nous avons contacté et développé les capacités de plus de 100 organisations et militants individuels en Libye et au sein de la diaspora. Notre objectif est de former et de consolider une masse critique d'OSC et de militants afin de développer, guider et influencer un flux de dialogue constructif ascendant et descendant visant à la consolidation de la paix, tout en garantissant les droits humains en Libye.

S'appuyant sur nos partenariats stratégiques avec des institutions telles que les universités al-Azhar et Zituna, les plus anciennes universités islamiques, notre objectif a été d'établir une relation de confiance entre les militantes des droits des femmes et les chefs religieux et de créer un espace commun au sein duquel les deux peuvent bénéficier de formations et élaborer une « parole commune ». Ces partenariats sont conçus de sorte à atteindre notre objectif, à savoir, soutenir un processus d'édification de la nation en établissant une plateforme propice au dialogue entre les chefs religieux et les dirigeants de la société civile, en particulier les femmes et les minorités, afin de parvenir à un processus de paix inclusif et à la cohésion sociale. Grâce à cette approche de « relations » préférée à une simple démarche de « dialogue », nous avons travaillé à la



© Plateforme des femmes libyennes pour la paix

« En développant une approche de "relations" plutôt qu'une simple approche de "dialogue", nous avons œuvré à la création d'activités de sensibilisation communautaire. »

création d'activités de sensibilisation communautaire à Benghazi entre le conseil local, l'armée et la société civile pour nous concentrer sur les aspects relatifs à la sécurité humaine, trouver des moyens de soulager les traumatismes de la guerre et établir des relations de confiance durables.

En partenariat avec l'Organisation mondiale des diplômés d'Al-Azhar, nous avons lancé le programme « Fostering Wasati Islam in the Libyan Nation » en décembre 2016, dans le but de soutenir la prévention de l'extrémisme violent en Libye. Deux ateliers ont été organisés en 2016 sous le titre « La loi sur le statut personnel entre les droits humains et les perspectives islamiques ». Le deuxième en 2017, « Surveillance et réfutation des fatwas et des idées extrémistes et takfiristes », pour les blogueurs libyens et les militants des droits humains. Pour soutenir le programme « wasati » (islam modéré), nous avons réussi à obtenir 50 bourses universitaires pour des libyens de l'université al-Azhar sous les auspices de l'imam Ahmed el-Tayeb, le Grand Cheikh d'al-Azhar.

En collaboration avec l'Unité du génie militaire libyen et des militants locaux, nous avons produit en 2017 une série de trois films documentaires qui mettent en évidence les effets à long terme individuels, sociaux et économiques de la guerre en général, et

la nécessité de combiner la réadaptation sociale et psychologique avec la reconstruction de l'infrastructure physique. Le premier documentaire de la série, intitulé « The Hidden Enemy » (L'ennemi caché), a mis en lumière la situation meurtrière dans certains quartiers résidentiels de Benghazi en raison des mines terrestres et des restes explosifs de guerre, et du manque de ressources et d'équipement de déminage de l'unité militaire de déminage. Le deuxième film, « Symphony of Death » (Symphonie de la mort), a mis en évidence les effets des mines terrestres à travers des entretiens avec un certain nombre de victimes de mines terrestres à Benghazi. Le troisième film, « A Tale of Resilience » (Un récit de résilience), raconte les histoires de victimes du conflit armé et des troubles de stress post-traumatique à Benghazi.

Nous plaçons également pour la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique des militants, des OSC et des journalistes. Notre approche et notre stratégie se concentrent sur le renforcement de la capacité de leur réseau, tout en mettant l'accent sur une plus grande influence au niveau communautaire et local en établissant une relation de travail de confiance avec les OSC et les communautés. Le repositionnement de notre approche au niveau local est essentiel dans un sens, car il cherche à renforcer des liaisons plus étroites et plus pratiques entre les OSC et les communautés locales, un processus souvent désigné par le terme « intégration horizontale ». Par conséquent, nous cherchons à élargir notre réseau à d'autres OSC actives en Libye et au sein de la diaspora, et à d'autres intervenants communautaires tels que les conseils locaux, les chefs religieux, les militants individuels, les journalistes et le secteur privé, en créant des activités communautaires actives et pratiques qui visent à impliquer collectivement toutes les parties prenantes ciblées.



© Plateforme des femmes libyennes pour la paix



© Plateforme des femmes libyennes pour la paix

© Fariha Berkawi, membre du Congrès qui allait être assassinée en juillet 2014, saluant avec compassion la mère d'un martyr de la révolution libyenne et militante pour la paix dans la Plateforme pour la paix organisée par la LWPP en décembre 2013.

Au fil des ans, nous avons mené de nombreuses campagnes fructueuses. Par exemple, en 2011, le Conseil national de transition a rédigé une loi électorale controversée qui a été critiquée pour son état d'esprit tribal, exclusiviste et patriarcal. Nous nous sommes joints à d'autres organisations pour protester contre la loi électorale et avons identifié des experts juridiques pour former un comité indépendant chargé d'élaborer une loi électorale inclusive afin de garantir la parité de représentation des femmes et des hommes. Le comité a proposé une loi électorale basée sur des listes dites de « fermeture éclair », ou des listes électorales de partis politiques, qui alternent verticalement et horizontalement entre les candidats masculins et féminins. L'initiative a été adoptée et a été couronnée de succès. Les femmes libyennes ont remporté 16,5 % des postes (trente-trois sièges, dont trente-deux ont été acquis par l'intermédiaire de listes de partis) lors du premier Congrès national élu en cinquante-deux ans.

En 2015, la LWPP a lancé une campagne « La justice pour Salwa, c'est la justice pour tous », en partenariat avec Karama et Equality Now. Ensemble, nous avons fait pression sur le Secrétaire général de l'ONU et les membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour ouvrir une enquête indépendante sur l'assassinat de Salwa Bughaighis et des autres femmes qui ont également été assassinées, et nous avons exhorté le Président de l'Assemblée générale à donner également la priorité à la sécurité des femmes dirigeantes, des organisations de femmes et des défenseurs des droits humains dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Dans le cadre de la campagne, nous avons produit, avec le soutien de Karama, un

documentaire qui aborde les violations des droits humains en Libye, la militarisation, l'impunité et le manque de responsabilité locale et internationale, la sécurité des femmes et des défenseurs des droits humains, et la lutte pour perpétuer l'héritage de Salwa pour une Libye juste, libre et inclusive.

Nous avons également largement contribué à la documentation de recherche sur la transition en Libye. Notre rapport « *La Libye après sept ans d'impasse : perspectives pour la période de transition et la feuille de route* » donne un aperçu des défis de la transition en Libye et de la façon d'établir la stabilisation et une paix durable. Notre recherche vise à amplifier les voix de la communauté locale en ce qui concerne le processus de paix. Nous avons constaté qu'il était urgent de réévaluer la crise libyenne et la feuille de route proposée par la communauté internationale. Nos recherches ont conclu que la crise en Libye n'est pas simplement politique. Par conséquent, la solution doit être multidimensionnelle et mettre en œuvre une approche intégrée globale.

Notre campagne de sensibilisation, « Women Peace Mediators », que nous avons lancée en 2018, visait à présenter et à renforcer des exemples concrets de participation active des femmes à la réconciliation et à une médiation réussie, un principe profondément ancré dans les coutumes et le patrimoine libyens. L'objectif sous-jacent était de souligner le rôle des femmes dans la médiation et la réconciliation locales et nationales en Libye, par le passé et aujourd'hui.

Notre mission continue. Nous travaillons à l'instauration d'une paix durable et inclusive en Libye.

INITIATIVE STRATÉGIQUE POUR LES FEMMES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE (RÉSEAU SIHA)



L'Initiative stratégique pour les femmes dans la Corne de l'Afrique (SIHA) est un réseau d'organisations de la société civile, issues du Soudan, du Soudan du Sud, de Somalie, d'Éthiopie, d'Érythrée, de Djibouti et d'Ouganda. En qualité de réseau sous-régional de militants des droits de l'homme et de l'égalité de genre et en tant qu'une des rares coalitions autochtones créées et développées dans la Corne de l'Afrique, le réseau SIHA bénéficie d'une position unique pour promouvoir cette vision.

L'Initiative stratégique pour les femmes dans la Corne de l'Afrique (réseau SIHA) a été créée en 1995 par une coalition de militantes des droits des femmes dans le but de renforcer les capacités des organisations de défense des droits des femmes et de lutter contre la subordination des femmes ainsi que la violence à l'égard des femmes et des filles dans la Corne de l'Afrique. Notre coalition a considérablement évolué et nous comptons désormais près de 90 organisations membres.

Au cours des vingt dernières années, nous avons contribué à débloquer le potentiel énorme du mouvement des droits des femmes dans la Corne de l'Afrique, en renforçant l'étude des organisations de la société civile pour bâtir un collectif solide prônant un changement systémique. De cette façon, nous utilisons et soutenons de larges coalitions de membres de la collectivité pour promouvoir et défendre l'égalité et les droits des femmes.

SIHA aspire à un futur paisible et juste où les femmes et les filles de la Corne de l'Afrique pourront vivre et exercer leurs droits égaux en tant qu'êtres humains. En qualité de réseau sous-régional de militantes des droits de l'homme et de l'égalité de genre et en tant qu'une des rares coalitions autochtones à être née et à avoir grandi dans la Corne de l'Afrique, nous bénéficions d'une position unique pour promouvoir cette vision. Des contacts et des liens solides avec les femmes et leurs communautés guident notre travail dans la région. Après plus de 20 ans d'efforts pour faire avancer les droits humains des femmes dans des contextes hautement patriarcaux souvent marqués par l'insécurité, notre expertise prend racine dans notre connaissance des situations socio-politiques de la Corne de l'Afrique et dans le travail de nos membres dans les collectivités. Le nombre de nos membres continue de croître régulièrement, ce qui témoigne de notre pertinence et de notre efficacité durables, et de l'urgence qu'il y a actuellement à faire progresser les droits fondamentaux des femmes dans la région.

Grâce à cette expérience, nous avons réalisé qu'influencer le changement dans la Corne de l'Afrique en matière d'égalité des sexes et d'amélioration de la situation des femmes nécessite une implication intersectorielle avec la situation socio-politique globale de la région. D'un point de vue culturel et ethnique, les pays de la Corne de l'Afrique et leurs populations partagent un large éventail de similitudes. Les grands pays de la Corne partagent également la fâcheuse caractéristique d'avoir des structures étatiques fragiles et souvent désintégrées, qui souffrent d'un manque de démocratie, d'une absence de transparence, de corruption, d'un état de droit déficient et de violations systémiques des droits humains. Tout ceci, combiné avec des conflits récurrents, fait de la région l'une des plus instables d'Afrique, voire du monde.

Dans la région de la Corne de l'Afrique où SIHA travaille, soit les institutions de l'état de droit n'existent pas, soit il existe des cas où ces institutions sont manipulées pour servir les intérêts des gouvernements au pouvoir. Ceci, accompagné d'une militarisation et de poches de conflits armés répartis dans toute la région, déstabilise les communautés, en violant les droits humains et en menaçant leur bien-être. Les femmes sont les premières touchées, et vivent dans des circonstances extrêmement difficiles. Inversement, la pauvreté et la dégradation économique dues aux conflits armés et à la corruption parmi les acteurs étatiques et non étatiques contribuent à réduire les opportunités d'emploi et de stabilité financière des femmes.

Avec notre histoire de persévérance, le mouvement local des femmes dans la Corne de l'Afrique tente constamment de manœuvrer autour des structures et des systèmes de pouvoir.

Tout en faisant progresser la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité dans la Corne de l'Afrique, nous considérons les questions suivantes comme essentielles : en tout premier lieu, s'attaquer au patriarcat implacable et à la masculinité toxique. Cette



« Mouvement populaire de femmes faisant avancer le programme Femmes, paix et sécurité en première ligne dans la Corne de l'Afrique »

notion est importante car les femmes de la Corne de l'Afrique sont réduites à l'état de victimes ou de spectatrices passives de la prise de décisions politiques et sociales. En réalité, cependant, la violence est sexuée de manière complexe et les masculinités violentes façonnent à la fois les institutions et la vie intime. Deuxièmement, la militarisation des institutions et des espaces ruraux et urbains. Le militarisme repose sur l'hypothèse que le recours à la force ou la menace d'en faire usage est la réponse la plus appropriée aux conflits. Ces idées sont alimentées en grande partie par la notion de rentabilité, et l'Afrique dans son ensemble est utilisée comme un continent par procuration. Enfin, l'injustice sociale et économique. L'accès inégal aux ressources sociales, économiques et écologiques, ainsi que leur distribution déficiente, entraînent une injustice qui, à son tour, a des liens directs et indirects avec les causes et les conséquences de la violence et des conflits, qui sont tous sexospécifiques.

Au cours des deux dernières décennies, depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous avons travaillé et continuons d'approfondir notre travail pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles ; promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels et l'accès à la justice ; et lutter contre la traite. Nous travaillons également à la construction globale de mouvements de défense des droits des femmes inclusifs. Les domaines d'intérêt sont interconnectés et interdépendants. Pour les traiter, nous tirons parti de notre capacité à travailler aux intersections, telles que l'intersection des cadres de protection des droits humains avec les dogmes traditionnels, culturels et religieux, et l'intersection de l'oppression fondée sur le sexe avec l'oppression fondée sur toutes les autres formes de marginalisation et de discrimination.

Dans la mesure où la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies est un engagement mondial visant à garantir que les femmes et les filles soient intégrées de manière plus systématique et durable dans la paix et la sécurité, au fil des ans, nous avons reconnu que donner la priorité au programme Femmes, paix et sécurité nécessite des efforts concertés pour mettre en œuvre la résolution. Il est également important de noter que dans le cadre d'un contexte qui normalise les violations des droits des femmes, la



Corne de l'Afrique a nourri un mouvement des droits humains des femmes extrêmement actif. À l'avant-garde des problèmes de conflit et de post-conflit se trouvent les problèmes des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que contre l'impunité qui perdure dans de tels contextes. Cette lutte passe par l'élaboration d'un récit parallèle populaire qui souligne l'importance de l'influence de la société civile dans les processus de paix et de sécurité avec un objectif précis de justice de genre. Nous estimons donc que le renforcement cyclique des inégalités enracinées dans la société - qui sont intrinsèquement liées au genre - mine le potentiel de développement, de croissance et, en fin de compte, de toute possibilité d'égalité et de paix et de sécurité durables dans la région.

Sur la base de notre expérience à long terme priorisant les femmes vivant dans des situations de conflit et d'après conflit, et leur accès à la justice, à l'espace civique et leur implication dans les mécanismes de prises de décision pendant la transformation post-conflit, l'un des principaux défis réside dans le manque de coordination et la faible mobilisation entre les organisations de femmes. Notre expérience a confirmé que la violence sexuelle et sexiste (VSS) est en grande partie un défi politique entraîné par les relations de pouvoir et le patriarcat structurel, qui vise à réduire les femmes au statut de victimes et essentiellement à les exclure de toute participation à la vie publique et à la prise de décision. Donner la priorité aux femmes et aux filles vivant dans des situations (post-) conflictuelles, lutter contre les obstacles nationaux et régionaux à l'accès à la justice, lutter contre l'étouffement de l'espace civique et de l'implication civique sexospécifique dans la prise de décision lors des transitions politiques, sont des actions fondamentales



Jeunes femmes lors de la première manifestation des femmes soudanaises à Khartoum.

©Mohammed Subahi pour le Réseau SIHA

pour la mise en place de mécanismes durables qui visent à lutter contre la violence sexuelle et sexiste et instaurer un changement législatif et politique en matière de paix et de sécurité. Toutes nos interventions sont basées sur la nécessité évidente de négocier et d'influencer la masculinité négative et la misogynie qui sont en constante progression, trouvent leur légitimité en leur propre sein et perpétuent les situations de conflits et d'après-conflit. Il existe une demande urgente de changement transformateur dans l'approche des initiatives régionales de paix et de sécurité dans la région pour qu'elles soient inclusives en incorporant l'intersectionnalité des relations entre les sexes, de la violence sexuelle et sexiste, de l'accès à la justice et de la création d'un espace civique. Nous insistons sur l'importance de créer des espaces sûrs pour les femmes de la base et de leur donner la possibilité de magnifier leurs voix et leurs opinions, de tenir des rôles de dirigeantes au sein de ces espaces et de leur ouvrir des voies vers le processus de prise de décision.

À travers notre travail, nous insistons sur le fait que l'activisme populaire dirigé par les femmes doit développer la capacité à reconnaître et à documenter toutes les formes de violence sexuelle et sexiste qui surviennent dans les situations de conflit et d'après conflit de manière systématisée. Par le biais de l'établissement de preuves, des mécanismes de protection locaux ont été élaborés. Ces mécanismes permettent aux survivantes de violences sexuelles et sexistes d'avoir accès au soutien dont elles ont besoin. Toutefois, dans la Corne de l'Afrique, en particulier en Somalie, au Somaliland et au Sud-Soudan (ainsi que dans la région transfrontalière partagée avec le nord de l'Ouganda), la problématique et les répercussions d'années de militarisation et d'impunité autour d'organismes de

sécurité qui sont principalement des auteurs de violences sexuelles et sexistes, ont consolidé les obstacles. Ces obstacles ont miné l'efficacité des discours et des initiatives de paix de haut niveau pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes, et donc instaurer une sécurité durable. Au lieu de cela, ces discours, au cours de périodes d'instabilité ou dans le cadre des mesures de transformation post-conflit, sont dirigés par des parties coupables ou n'ayant qu'un rapport très éloigné avec le problème, plutôt que d'intégrer des femmes et des filles de la base qui subissent le plus fort de la violence sexuelle et sexiste. Ces dernières années, nous avons commencé à voir des femmes de la base commencer à participer de manière active aux processus de prise de décision en période de conflit et d'après conflit. En outre, elles se sont repositionnées dans les processus de paix, passant d'une simple représentation à une intégration systématique pour influencer les programmes de sécurité. Notre expérience avec le mouvement a révélé qu'en renforçant la capacité des collectifs de paix intercommunautaires dirigés par des femmes issues de la base, qui sont les plus touchées, en particulier pour négocier avec l'état de droit et en impliquant leurs voix à toutes les étapes des initiatives de paix, la région peut alors commencer à mettre en œuvre une responsabilité significative autour de la Résolution 1325.



**E: ENHANCED ACCESS AND
O URBAN REFUGEE... CM...
IDPS IN MOGAD...**

FI KITS TO IDPS (50 HH) IN... DISTRICT
Venue: Hawo Tako 1 C...
Date: 23-24 February

LE SIXIÈME CLAN : INITIATIVE DES FEMMES SOMALIENNES POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



Le sixième clan est une initiative de femmes qui plaident pour la participation des femmes aux processus politiques et pour la promotion de la paix en Somalie. Il faisait partie du comité qui a rédigé la toute première charte en faveur des droits des femmes qui prévoyait la mise en place d'un quota de femmes au Parlement. Faisant écho aux efforts du sixième clan, le gouvernement somalien a créé le ministère de la Condition féminine et des Affaires familiales.

Le sixième clan est une initiative des femmes somaliennes issue de leurs expériences en matière de promotion de la paix et de participation politique dans le cadre de conflits armés. Bien qu'établie en mai 2000, l'idée du sixième clan remonte au début de l'année 1993, initiée par sa présidente Asha Hagi, désireuse que justice soit rendue pour les femmes somaliennes vivant dans des conditions déplorables au milieu du conflit. Les enfants et les femmes ont fini par être les principales cibles de toutes sortes d'atrocités inhumaines : viol, torture, vol, meurtres.

La Somalie est un pays pauvre situé dans la Corne de l'Afrique, à la frontière de l'Éthiopie, du Kenya et de Djibouti. Depuis le renversement du défunt président Mohamed Siad Barre en 1991, des groupes d'opposition armés ont plongé le pays dans la guerre civile et la crise politique. Cela a donné naissance à des hostilités claniques menées par des chefs de guerre de différents clans, qui ont plongé le pays dans une anarchie totale.

Celles qui ont le plus souffert sont les femmes issues de mariages entre clans différents. Leurs clans d'origine et de mariage les ont tous deux rejetées, car aucun des clans ne pouvait se confier à elles ou leur faire confiance. Elles ont subi des tensions émotionnelles et relationnelles. Par conséquent, l'organisation SSWC (Save Somali Women and Children) est née de la colère, de la douleur et de la frustration des femmes somaliennes pendant la guerre civile. Les fondatrices étaient des femmes issues de différents clans, de différentes affiliations politiques et de différents milieux socio-économiques. Cependant, elles partageaient des préoccupations et des engagements communs concernant la promotion de la paix et l'autonomisation des femmes. Depuis sa création en 1992, la SSWC a été activement impliquée dans l'atténuation et la résolution des conflits inter-claniques. L'organisation a utilisé les femmes pour établir des passerelles entre les clans en guerre et a utilisé le côté positif des relations inter-claniques comme outil pour promouvoir une culture de paix, faisant ainsi des femmes des ambassadrices

de la paix. Ces activités vitales sur le terrain ont permis à la SSWC de mobiliser, d'organiser et de préparer les femmes et de les aider à formuler leur programme pour la paix. Conformément à ses objectifs, l'organisation a accompli des réalisations extraordinaires, dont l'une des plus historiques et des plus remarquables fut la formation du sixième clan.

Notre objectif était de créer un espace sûr pour que les femmes participent au processus politique en tant que force indépendante à prendre en considération, et surmontent la triste réalité de la formule dite de « 4,5 », selon laquelle seuls quatre grands clans et un clan plus petit sont pris en compte dans l'actuel partage du pouvoir. Pendant le conflit somalien, il y eut de nombreuses tentatives internationales et régionales visant à rassembler les factions belligérantes et résoudre la crise politique somalienne. Treize conférences ont eu lieu entre 1991 et 2000 et toutes ont échoué car elles étaient toutes centrées sur les chefs de guerre, ce qui signifie que seuls les groupes armés avaient le droit d'y participer et que la participation d'autres acteurs de la société civile, notamment les femmes, était totalement exclue.

En l'an 2000, le président de Djibouti a convoqué la première conférence de réconciliation nationale globale visant à mettre fin à l'hostilité entre les clans et à trouver une solution nationale globale. Contrairement aux tentatives précédentes, la participation à la conférence d'Arta/de Djibouti était basée sur les clans. Encore une fois, les femmes en étaient exclues, car elles ne disposent d'aucun espace au sein des structures traditionnelles à 5 clans. En effet, dans les sociétés patriarcales et patrilineaires, les femmes n'ont ni la responsabilité de protéger le clan en temps de guerre, ni le droit de représenter le clan à la table des négociations. Malheureusement, cela a entraîné notre exclusion totale de cette importante conférence de réconciliation nationale, simplement parce que nous étions des femmes et ne représentions aucun clan. Nous avons refusé d'accepter cette position et nous nous sommes

« C'est le courage, la ténacité, la vision, l'activisme et le dynamisme de la SSWC qui nous ont amenées à fédérer les femmes au-delà des divisions claniques et à les rassembler pour former le sixième clan. »

opposées avec véhémence à cette injustice et à cette discrimination sociale. Nous avons défendu nos droits. C'est le courage, la ténacité, la vision, l'activisme et le dynamisme de la SSWC qui nous ont amenées à fédérer les femmes au-delà des divisions claniques et à les rassembler pour former le sixième clan en tant qu'identité nous permettant de participer pleinement au processus national de recherche de solutions. Nous avons exigé notre place légitime au sein du processus de réconciliation nationale. Nous étions fermement convaincues que notre contribution était vitale et précieuse. Nous avons fait pression sur le pays hôte (Djibouti), sur les anciens les plus importants des clans, sur les chefs religieux, et nous avons noué des alliances stratégiques avec certains des chefs de clan, des universitaires islamiques, des politiciens et d'autres acteurs clés de différents clans pour soutenir notre cause. Au terme d'une lutte âpre et difficile, notre participation a finalement été reconnue.

Étant donné que les femmes faisaient désormais partie intégrante de la conférence, nous avons tenu le rôle d'agent liant entre les clans belligérants et notre contribution a permis la réussite de la conférence et a marqué l'histoire, car après treize tentatives, ce fut la première à produire des résultats positifs. Nous avons amené des femmes de la périphérie à la table de négociations en tant que partenaires égales du processus de prise de décision. Grâce à nous, des femmes qui étaient des observatrices passives sont désormais au cœur des discussions en tant que participantes actives. Nous avons remis en cause les paradigmes sociaux et culturels et nous avons ouvert un espace politique pour les femmes dans l'arène politique nationale. Nous avons contribué à la rédaction de la toute première charte favorable à l'égalité des sexes, garantissant l'allocation d'un quota de femmes, qui était de 25 sièges dans le cadre du Parlement précédent.

Étant donné que le gouvernement mis en place lors de la conférence d'Arta/de Djibouti n'a pas tenu longtemps, une autre conférence a été convoquée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) sous les auspices du gouvernement kenyan. Elle s'est tenue à Eldoret et Mbagathi au Kenya. Cette conférence a pour finir donné naissance au Gouvernement fédéral de transition en 2004. L'esprit du sixième clan a une fois de plus permis aux femmes de participer sur un pied d'égalité, ce qui a permis la reconnaissance de l'intérêt de la présence des femmes dans l'arène politique. Lors des négociations au Kenya, nous avons

vigoureusement fait pression pour un quota de femmes au sein de la Charte et obtenu l'allocation de 12 % de représentation pour les femmes.

Lors de conférences ultérieures tenues à l'intérieur et à l'extérieur du pays, des mesures supplémentaires ont été prises pour garantir la reconnaissance du rôle des femmes dans l'arène politique.

Au sein du premier gouvernement fédéral de Somalie en 2012, l'allocation réservée aux femmes était de 30 %, mais en raison des circonstances, nous avions une représentation parlementaire correspondant à 14 % de l'ensemble du Parlement. Il s'agit du neuvième parlement de la République fédérale de Somalie. Au sein du dixième et actuel Parlement, les femmes sont représentées à 24 %. Une augmentation de 10 % par rapport au Parlement précédent.

Le programme du sixième clan est devenu un point de ralliement pour les femmes, dans l'optique de récupérer leur position dans l'arène politique. Il a permis de passer d'une situation où les femmes soutenaient des décisions prises sans elles à l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels. Notre programme principal est désormais l'autonomisation des femmes grâce à la participation politique. La participation des femmes à la politique somalienne est traditionnellement faible et constitue un sujet controversé dans le pays. La société somalienne attribue généralement des notions conservatrices au rôle des femmes dans la famille et dans la vie communautaire. Une position de leadership politique est rarement envisageable. Les choses sont en train de changer, mais le chemin qui reste à parcourir est encore long. Généralement, les femmes qui souhaitent poursuivre une carrière politique en Somalie sont aux prises avec plusieurs facteurs. L'un de ces facteurs est le système clanique somalien, qui imprègne la vie politique et, en tant qu'institution, est dominé par les hommes. Les anciens des clans sont presque exclusivement des hommes, et les clans eux-mêmes peinent à accepter toute modification de cette situation.

En dépit de ces défis, les groupes de femmes en faveur du sixième clan, comme l'organisation Save Somali Women and Children, exigent une proportion équitable, non plus 30 % des voix comme c'est le cas actuellement, mais plaidant pour 50 %. Le fait que cette proportion augmente avec chaque élection témoigne de leur succès, mais aussi des difficultés inhérentes à atteindre ce quota.



© Save Somali Women and Children Organization



© Save Somali Women and Children Organization



© Save Somali Women and Children Organization

Malgré les souffrances, les meurtres, la torture et la marginalisation, les femmes ne se sont pas résignées à être toujours des victimes, mais ont pris des risques pour la paix, mobilisé leurs communautés, développé de nouvelles stratégies de consolidation de la paix et exigé une place à la table des négociations pour la paix. Les femmes peuvent avoir un impact positif et jouer un rôle actif, et faire pencher la balance si elles unissent leurs voix, formulent leur

programme, mettent de côté leurs différences et se concentrent sur leur cause légitime. Les efforts de paix, de réconciliation et de sécurité restent plus durables lorsque les femmes deviennent des partenaires égales dans la prévention des conflits, l'acheminement des secours et les efforts de rétablissement pour forger une paix durable.



*Des soldats de la paix fournissent une escorte à la population civile de Bangui, en République centrafricaine
© Photo ONU / Hervé Sereffio*



« Les conflits affectent les femmes différemment des hommes parce que les femmes et les hommes sont socialisés de façons différentes. « Omwaavu tateesa » est un proverbe ougandais qui se traduit par... « Une personne pauvre ne peut pas négocier ». Une participation significative des femmes aux processus de paix et de sécurité sera effective lorsque des investissements efficaces dans leur éducation et leur acquisition de compétences seront associés de manière significative à un soutien économique. À court terme, il est indispensable de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui dénouent et traitent les éléments sociétaux qui déclenchent et alimentent les conflits à tous les niveaux. Les femmes sont les mieux placées pour apporter une contribution efficace dans la perspective de la sécurité humaine, car elles maternent l'Afrique que nous voulons. »

Speciosa Wandira Kazibwe
Coprésidente de FemWise-Africa

Le parcours de la RCSNU 1325 en Afrique

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2000) a été adoptée à l'unanimité le 31 octobre 2000. Première résolution du Conseil sur les femmes, la paix et la sécurité, elle appelle à la protection des femmes, à leur participation significative à tous les niveaux de prise de décisions ainsi qu'à un rôle accru des femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

La Résolution 1325 a été suivie de neuf autres résolutions [1820 (2009), 1888 (2009), 1889 (2010), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013), 2242 (2015), 2467 (2019) et 2493 (2019)], établissant un large éventail de normes regroupées sous l'appellation « Programme Femmes, paix et sécurité ». Avec d'autres cadres politiques, y compris des instruments régionaux, ils guident les efforts visant à promouvoir l'égalité des genres, à protéger les droits des femmes et à renforcer la participation des femmes à tous les niveaux.

ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINNE AVEC DES PLANS D'ACTION NATIONAUX

Les plans d'action nationaux (PAN) sont des instruments essentiels pour appliquer localement le programme Femmes, paix et sécurité. À ce jour, 25 États membres de l'Union africaine ont élaboré des plans d'action nationaux¹ :

Côte d'Ivoire (2007)
Ouganda (2008)
Guinée (2009)
Libéria (2009)
Rwanda (2009, révisé en 2018)
République Démocratique du Congo (2010, révisé en 2018)
Guinée-Bissau (2010)
Sierra Leone (2010)
Sénégal (2011)
Burkina Faso (2012)
Burundi (2012, révisé en 2017)
Ghana (2012)
Mali (2012, révisé en 2017)
Nigéria (2012, révisé 2018)
Gambie (2012)
Togo (2012)
République centrafricaine (2014)
Soudan du Sud (2015)
Kenya (2016)
Angola (2017)
Cameroun (2017)
Niger (2017)
Mozambique (2018)
Tunisie (2018)
Namibie (2019)





ELLE

20 ANS, 20 PARCOURS

*se bat pour
la paix*





Conception, mise en page et production par Phoenix Design Aid A/S, entreprise au bilan carbone neutre, accréditée dans les domaines de la qualité (ISO 9001), de l'environnement (ISO 14001) et de la RSE (DS 49001), et fournisseur agréé de produits certifiés par le FSC™. Imprimé sur du papier respectueux de l'environnement, sans chlore et avec des encres végétales. Le papier imprimé est recyclable.



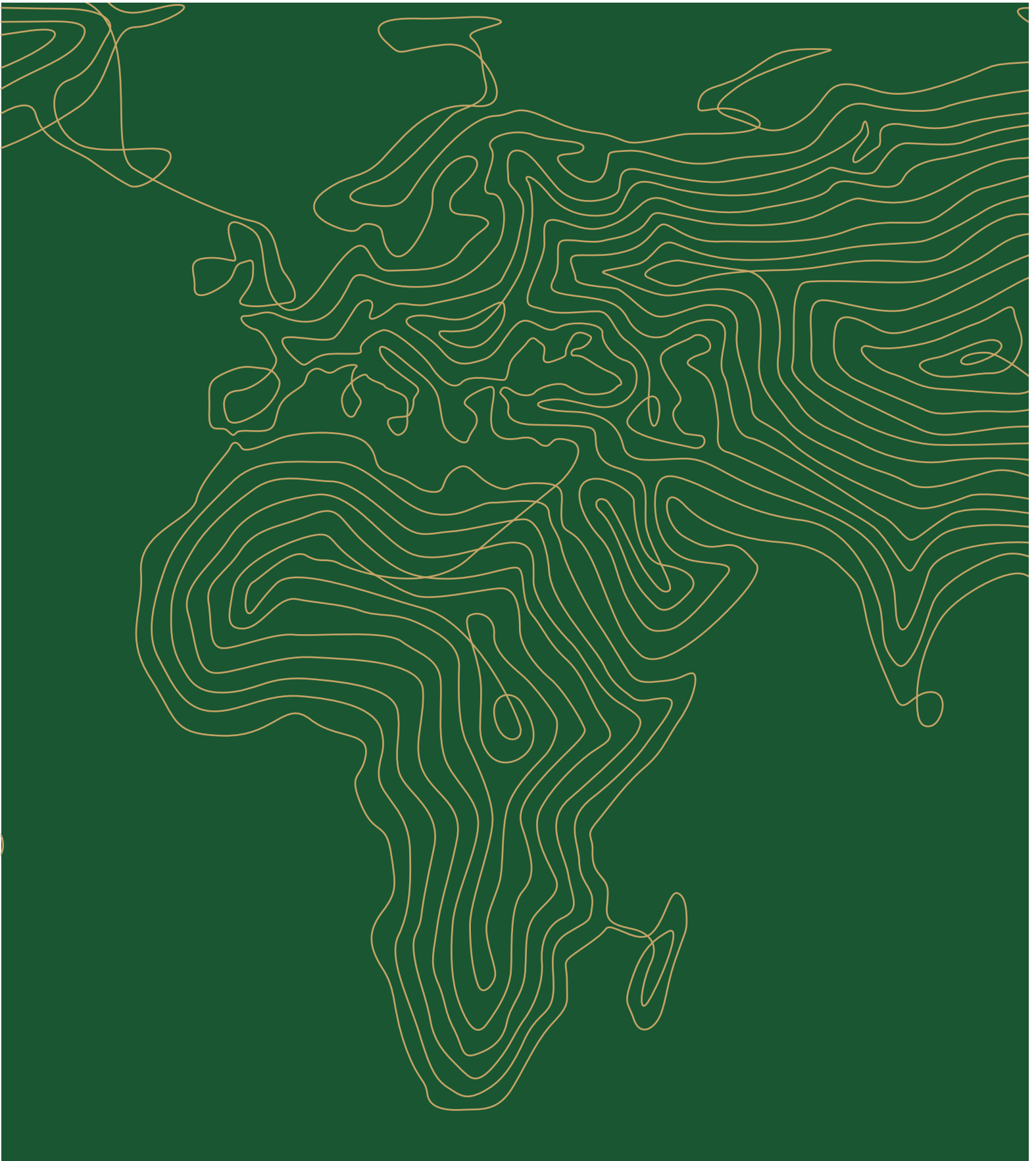
UNOAU

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

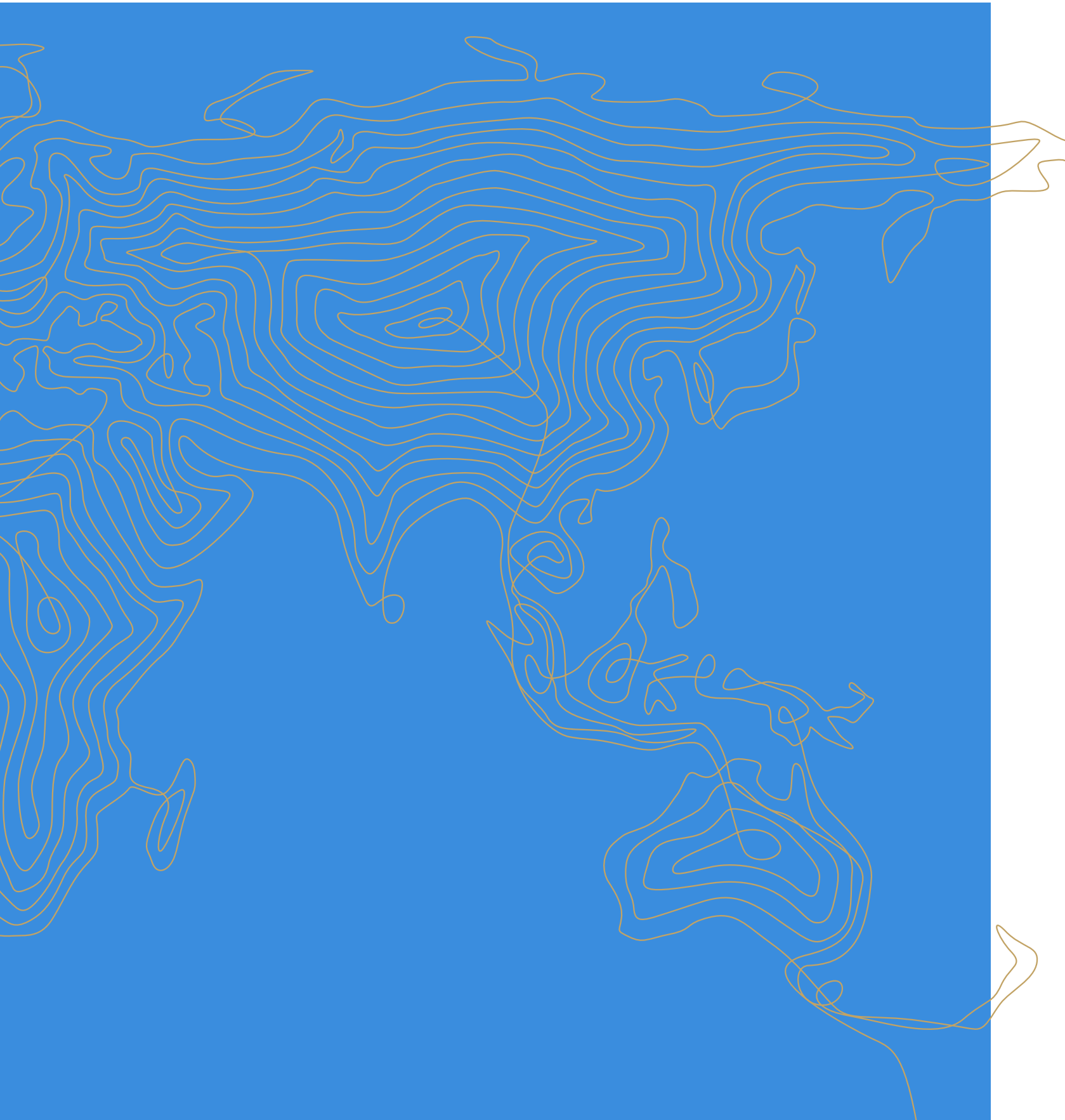


Ministère des Affaires Étrangères
de Norvège

Avec le soutien financier du Royaume de Norvège







ELLE

20 ANS, 20 PARCOURS

*se bat pour
la paix*

Femmes, un combat pour la paix : 20 ans, 20 parcours recueille les histoires de femmes africaines exceptionnelles qui ont travaillé sans relâche à la mise en œuvre du Programme Femmes, paix et sécurité sur leur continent.

Cet ouvrage a été produit conjointement par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU) et la Commission de l'Union africaine (CUA), grâce au généreux soutien du Gouvernement du Royaume de Norvège.